



BIBLIOTECA PROVINCIALE

35037



Palchetto

Num.° d'ordine

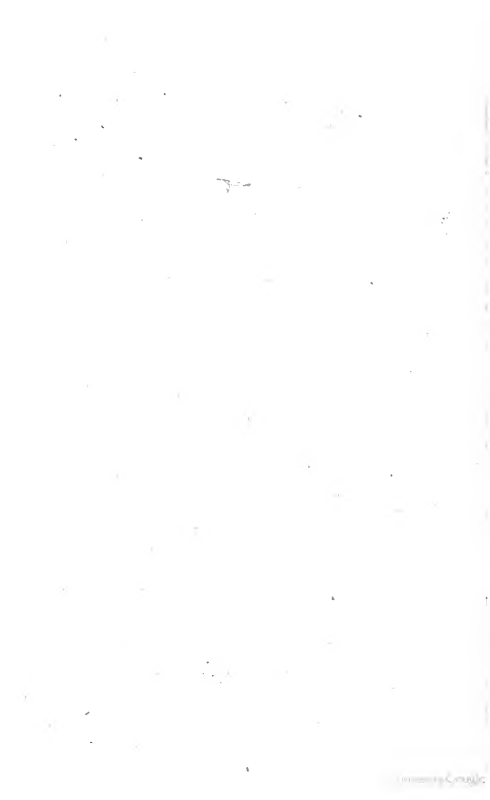
10/8 B-28



129
8
1-2

B. Prov.
V
43-44

1800



MÉMOIRES
HISTORIQUES
DE MON TEMPS.

I.



~~~~~

CET OUVRAGE SE TROUVE AU DÉPÔT  
DE MA LIBRAIRIE,

Palais-Royal, galeries de bois, n<sup>os</sup> 265 et 266.

~~~~~

On trouve chez le même Libraire :

MÉMOIRES de la princesse Caroline (la princesse de Galles, épouse du prince régent d'Angleterre), adressés à la princesse Charlotte, sa fille, publiés par Th. Ashe, écuyer; traduits de l'anglais sur la 4^e édition; 2 vol. in-8^o sur pap. carré superfin, ornés du portrait de la princesse de Galles, gravé avec le plus grand soin, d'après l'original anglais, 10 fr.

Nota. Il a été tiré quelques exemplaires papier vélin d'Annonay, cartonnés à la *Bradé*, 24 fr.

MÉMOIRES de lady Hamilton, ambassadrice d'Angleterre à la cour de Naples, ou choix d'anecdotes curieuses sur cette femme célèbre, tirées des relations anglaises les plus authentiques; ornés de son portrait, peint par le célèbre Romney; 1 vol. in-8^o, 5 fr.

MÉMOIRES du marquis d'Argens, chambellan de Frédéric-le-Grand, roi de Prusse, et directeur de l'Académie royale de Berlin; contenant le récit des aventures de sa jeunesse, des anecdotes et des observations sur plusieurs événemens du règne de Louis XV et des personnes de ce temps; nouvelle édition, augmentée d'une Notice historique sur la vie de l'auteur, sur son séjour à la cour de Frédéric II; 1 vol. in-8^o avec une planche, 5 fr. Papier vélin, 10 fr.

615198

MÉMOIRES HISTORIQUES DE MON TEMPS,

CONTENANT DES PARTICULARITÉS REMARQUABLES
SUR LES SOUVERAINS

ET LES PERSONNAGES LES PLUS CÉLÈBRES DE L'EUROPE,
PENDANT UNE GRANDE PARTIE DU 18^e SIÈCLE;

Le récit des principaux événemens du règne de Georges III,
des Notices sur les Ministres anglais et les principaux
Membres du parlement, tels que Pitt, Fox, Shéridan,
Burke, etc.;

PAR SIR WILLIAM WRAXALL.

TRADUIT DE L'ANGLAIS SUR LA DEUXIÈME ÉDITION,

PAR R. J. DURDENT.

TOME PREMIER.

oooooooooooo

PARIS,

J. G. DENTU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,
rue des Petits-Augustins, n^o 5 (ancien hôtel de Persan).

1817.



..... A quo incepto studio me ambitio mala detinuerat, eodem regressus, statui res gestas carptim, ut quæque memoriâ digna videbantur, perscribere; eò magis quod mihi à spe, metu, partibus reipublicæ animus liber erat.

« Revenu aux études dont l'ambition m'avait écarté, j'ai résolu d'écrire les événemens qui m'ont paru dignes de mémoire; d'autant plus que j'étais libre d'espérance, de crainte et de tout esprit de parti. »

SALLUSTE.

PRÉFACE

DU TRADUCTEUR.

On s'est souvent moqué, avec raison, de ces faiseurs de *Mémoires*; qui, véritables écou-teurs aux portes, ont raconté, d'après les autorités les plus douteuses, ou même les plus suspectes, les anecdotes secrètes de telle cour, les détails de la vie privée de tel ministre ou de tout autre personnage remarquable, avec lesquels ils n'eurent jamais le moindre rapport. Il suffit d'avoir lu les premières pages du livre de sir William Wraxall, pour juger qu'il serait souverainement injuste de le confondre avec les prétendus historiens dont on parle. Tenant un rang distingué en Angleterre, où il fut long-temps membre de la Chambre des communes, et possédant, on n'en peut douter, les trois choses qu'un proverbe italien regarde, avec raison,

comme essentielles pour faire des voyages utiles et agréables : *la santé, l'argent et le temps*, sir W. Raxall, selon l'usage de tout *gentleman* (1) curieux et empressé d'accroître ses connaissances, part un jour de son pays natal, pour visiter les principales villes du continent. Là, ce qui se passe de plus important dans la haute société attire son attention. Il note également ce qu'il voit et ce qu'on lui raconte. Professant, du reste, pour la vérité un respect constant, il a soin de nommer les personnes avec lesquelles il s'est trouvé : ce sont presque toujours des seigneurs, des hommes d'état, des ambassa-

(1) On a hasardé, mais seulement deux ou trois fois, dans la traduction, ce mot anglais. Il n'a point d'équivalent en notre langue. Celui de *gentil-homme*, qui, au premier aspect, semble en être la traduction littérale, ne renferme nullement la même idée. En Angleterre, où, à la rigueur, il n'y a de nobles que les pairs, un *gentleman* est un homme bien élevé, quelquefois instruit, mais sur-tout possesseur d'une fortune assez considérable, et fréquentant la bonne société. C'est ce qu'en conversation (car ces mots ne s'entendent guère) nous appelons un *homme comme il faut*.

deurs de sa nation, etc. ; de plus, il va lui-même au-devant des objections, et ne donne que comme douteux les faits dont l'authenticité ne peut être démontrée.

Toutefois, tant d'exactitude serait peu recommandable aux yeux des lecteurs, si sir Wraxall ne rapportait que des choses insignifiantes ; mais il n'en est pas ainsi. Les faits qu'il cite ont presque toujours le double mérite d'être intéressans en eux-mêmes, et d'avoir rapport à des personnages plus ou moins célèbres, qu'ils contribuent à faire mieux connaître.

Telles sont les matières dont se compose la première partie de cet ouvrage. Les suppressions qu'on y a faites dans la traduction, ne portent guère que sur une douzaine de pages. Elles sont relatives à quelques anecdotes hasardées ; et où, chose assez étrange, l'écrivain, d'ailleurs homme très-recommandable par ses principes, n'a point paru respecter assez les convenances, dont il se montre presque toujours exact observateur. Au reste, ces suppressions, si peu nom-

breuses , n'ôtent absolument rien à l'intérêt de la narration.

La seconde partie de ces *Mémoires* a un caractère assez différent de la première. Sir Wrazall, revenu en Angleterre, et appelé par le rang qu'il y tient à être un des représentans de la nation, se livre avec ardeur à l'examen, à l'étude des évènements publics, et des personnages qui ont brillé depuis quelque temps, ou qui brillent au moment où il écrit, sur la scène politique. Ici, le traducteur a pris plus de liberté avec l'auteur original. Persuadé que beaucoup de détails sur les débats parlementaires, ou sur quelques hommes peu connus hors de l'Angleterre, n'auraient en France qu'un intérêt assez médiocre, il a réduit d'environ moitié cette seconde partie, qui, dans l'ouvrage anglais, est plus que double que la première. Il n'a rapporté que ce qu'il a cru susceptible de plaire ou d'attacher. Avec cette précaution, il n'hésite point à dire que cette seconde partie lui paraît devoir obtenir aussi du succès. Dans un moment où

notre état politique et notre gouvernement ont avec ceux de l'Angleterre des rapports si frappans, on sera sans doute satisfait de connaître un grand nombre d'événemens publics, ou de faits particuliers dans lesquels les Rois Georges II et Georges III, et des hommes tels que le premier Pitt, appelé par les Anglais le *grand lord Chatam*, l'autre Pitt, non moins célèbre, Fox, Burke, Shéridan, etc. etc., paraissent en première ligne. D'ailleurs, cette partie de l'ouvrage renferme ce qui s'est passé de plus remarquable à une époque qui ne sera jamais indifférente pour des Français, celle de la guerre de l'indépendance américaine. Sir Wrexall ne laisse ici rien à désirer sur une foule de détails que l'on chercherait vainement ailleurs, et les historiens futurs de ces grands événemens le consulteront avec fruit. Il a un grand nombre de pages faites pour donner à réfléchir, ou pour exercer la malignité humaine. La description de la terrible sédition de juin 1780, dont il parle comme témoin oculaire, intéressera plus qu'un

jamais en ce moment, où (en 1817) Londres vient de présenter un spectacle presque aussi alarmant. Rien de plus propre à intéresser que la triste situation du respectable Georges III, forcé de choisir pour ministres Fox et ses adhérens, qui n'ont envahi les premières places de l'État, qu'en faisant l'éloge des Américains insurgés, dont ils affectaient même de porter le costume, jusque dans la Chambre des communes. Plus d'une fois, le roi de la Grande-Bretagne veut prendre le parti dangereux de se rendre en Hanovre; et quand de sages conseils l'en ont dissuadé, qui lui rend l'indépendance? Pitt, qui n'a pas encore vingt-cinq ans. Le début de cet homme extraordinaire dans la Chambre des communes, l'anecdote piquante qui se rattache à son premier discours, les détails sur sa vie privée, ceux qui concernent Fox, personnage non moins remarquable, et qui, éprouvant avec force des passions en apparence incompatibles, est tout à la fois le chef de l'opposition, le plus déterminé des joueurs, et l'un des plus ardens

amis de l'étude; mille autres particularités encore, pour lesquelles on renvoie à l'ouvrage même, où elles sont à leur véritable place, feront penser, sans nul doute, que sir Wraxall a tenu parole, et donné au public, comme il le promettait, de véritables *Mémoires historiques*.

Il y aurait une sorte d'injustice à terminer cette préface, sans remarquer en lui un trait caractéristique, fait pour lui mériter la bienveillance des lecteurs français. Il s'est piqué, pour ce qui concerne leur pays, d'une impartialité qui ne se trouve pas souvent chez les écrivains de la vieille Angleterre. Très-prononcé, il est vrai (et certes on ne pense pas qu'il doive en être blâmé), contre les auteurs de la révolution française, il attaque avec une extrême énergie, toutes les fois que l'occasion s'en présente, les excès trop nombreux qu'elle a produits; mais, du reste, il rend une pleine justice aux grands hommes en tous genres, auxquels la France a donné le jour. Les noms des Français illustres dans la guerre ou la littérature, sont

cités par lui avec autant de respect, et l'on peut même dire d'affection, que s'il était leur compatriote.

Mais ce qui est d'un intérêt plus général, c'est le grand nombre d'anecdotes caractéristiques répandues dans tout l'ouvrage. Sir W. Raxall a su ajouter de nouveaux traits à la biographie des personnages les plus illustres de son temps. Il a fait encore mieux apprécier, souvent par quelques lignes, ceux que l'on croyait parfaitement connaître; et ce mérite seul, dans un temps tel que le nôtre, semblerait suffire pour assurer à son livre autant de succès en France qu'il en a obtenu en Angleterre.

MÉMOIRES

HISTORIQUES

DE MON TEMPS.

PREMIÈRE PARTIE,

DE 1772 A 1780.

J'AVAIS résolu depuis long-temps de composer le récit des évènements dont j'ai été témoin pendant une partie de ma vie; mais j'ai différé la publication de cet ouvrage, jusqu'à ce que presque toutes les personnes dont j'aurais eu occasion de parler eussent disparu de la scène du monde. Dans le fait, à l'exception d'un très-petit nombre d'individus, à peine reste-t-il maintenant sur la terre quelques-uns de ceux qui soutinrent ou combattirent lord North, le marquis de Rockingham, le comte de Shelburne, ou l'administration dite *de la coalition*. Plus de trente années écoulées ont fait disparaître

toute objection de cette nature; et le respect que je me dois à moi-même m'a porté, avant d'entreprendre ces Mémoires, à écarter toute espèce de tergiversation ou de partialité. Ce n'est pas qu'il soit possible de parler d'événemens récents ou contemporains, comme on s'exprimerait à l'égard de ce qui s'est passé sous Henri VIII, ni que l'on puisse considérer Fox et Pitt avec la même impassibilité qu'on s'occuperait de Marius et de Sylla. Un tel pouvoir sur les passions n'est point donné à l'homme, quelque prétention qu'il ait à tant de philosophie.

Tacite écrivant sur des événemens arrivés depuis peu, Tacite qui, comme il l'annonce, se proposait de traiter dans sa vieillesse ce qui concernait l'histoire de son propre temps, s'exprime ainsi : « Je ne nierai jamais que ma fortune et mes dignités ont été commencées par Vespasien, augmentées par Titus, portées beaucoup plus haut par Domitien; mais ceux qui font profession d'une incorruptible amour de la vérité, ne doivent être mus ni par l'affection ni par la haine. » Si je pouvais, parodiant les expres-

sions de cet historien, me les appliquer à moi-même, je dirais « que je considère Georges III, malgré les nombreuses fautes de son gouvernement, fautes qui furent plus apparentes dans les premiers temps, comme un des meilleurs princes qui jamais aient régné en Angleterre. J'avoue que je ne peux songer à lord North, sans me rappeler ces qualités engageantes ou élevées d'esprit et de conduite qui lui concilièrent l'affection même de ses adversaires. Enfin, j'avoue avec orgueil et satisfaction, que lord Sackville m'honora de son amitié, et me donna des marques de confiance. Mais aucune de ces circonstances ne pourra m'engager à cacher ou mal présenter aucun fait, dans la vue de jeter un voile sur leurs erreurs ou leurs transgressions politiques. » J'ajoute que n'ayant eu d'emploi sous des ministres à aucune époque de ma vie, je ne peux être accusé de divulguer des secrets officiels. Je n'ai pas été lié, même par la plus modique place, avec ces administrations éphémères qui se succédèrent avec tant de rapidité, de 1782 à 1784. Je rapporte les

événemens dont j'ai été témoin , ou ceux que j'ai connus par des témoignages respectables. Je conçois parfaitement que de telles informations doivent apporter une lumière très-imparfaite sur le temps que j'ai dessein d'éclaircir ; mais, par malheur, ceux à qui leur rang et leur situation ont permis de connaître mieux les secrets des affaires, divulgueront généralement encore moins de faits ; et une lumière même imparfaite est préférable à une obscurité totale.

Je ne peux me vanter du même avantage que le docteur Burnet , évêque de Salisbury, qui, dans l'*Histoire de son temps*, dit : « J'ai eu l'honneur d'être admis à beaucoup de conversations intimes avec cinq de nos rois, Charles II, Jacques II, Guillaume III et les reines Marie et Anne. » Mais de 1780 à 1794, j'ai été membre du parlement, j'ai eu plusieurs occasions et divers moyens de connaître un certain nombre de faits, d'après de grandes autorités, et, en quelque sorte, de remarquer avec certitude leurs causes secrètes. Lord Clarendon et Burnet sont presque , parmi nous, les seules personnes

distinguées qui aient rapporté avec talent et une étendue considérable les évènements de leur temps. On ne peut trop regretter que Prior n'ait pas assez vécu pour exécuter le même travail. Il est évident qu'il s'en occupait, par ces mots de son épitaphe, dans l'abbaye de Wetsminster :

IL MÉDITAIT
D'ÉCRIRE L'HISTOIRE DE SON TEMPS;
MAIS LA FIÈVRE LE SAISIT,
ET MIT FIN A LA FOIS
A L'OUVRAGE ET A SA VIE,
LE 18 SEPTEMBRE, L'AN DE GRACE 1721.

Le livre publié sous son nom en 1740, ne contient que quelques matériaux assemblés par lui. Si nous considérons les emplois diplomatiques remplis par Prior, de 1690 à 1714, et l'intime amitié dans laquelle il vécut avec Charles, comte Dorset, le lord trésorier Harley et lord Bolingbroke, nous devons admettre que peu d'hommes eussent été plus en état de faire bien connaître les règnes de Guillaume III et d'Anne.

Combien ne devons-nous pas nous affliger

que feu M. Fox ne se soit point occupé à publier l'histoire de son temps, lorsque depuis 1790 jusqu'à 1805, retiré à Sainte-Anne-Hill, il était exclu des affaires publiques ! Aspirant, comme il le faisait, non seulement à la renommée d'un homme d'état et d'un orateur, mais encore au titre d'historien, il eût légué à ses compatriotes un écrit bien plus important, il eût élevé à sa propre mémoire un monument bien plus considérable, en employant ainsi ses talens, qu'en épuisant ses efforts sur le règne de Jacques II, quoique son livre soit digne de lui et que j'en fasse un grand cas.

Peut-être, dans les deux derniers siècles, aucune époque n'offre-t-elle, comparative-ment à sa durée, aussi peu de ces anecdotes intéressantes recueillies avec avidité, et qui nous mettent les souverains sous les yeux, que le règne de Georges III. La raison en est palpable, et se trouve dans le caractère de ce roi. Charles II et Louis XIV, entourés de maîtresses et de toute la dissipation d'une cour, offraient à Burnet, à Grammont, à Voltaire, des matières continuelles pour des

récits intéressans. Georges I^{er} et Georges II
 présentèrent même des ressources de ce
 genre à lord Melcombe pour son *Journal*,
 et à Horace Walpole pour ses *Souvenirs*.
 Mais la vie entière de Georges III, depuis
 vingt-deux ans jusqu'à la douloureuse épo-
 que où il cessa de régner, s'est passée dans
 l'exercice sévère et exemplaire de ses de-
 voirs *publics*, ou dans le sein de sa famille,
 parmi des délassemens *domestiques*. Dans
 ses occupations agricoles ou en temps de
 guerre, il ne fut vu que d'un petit nom-
 bre de personnes à qui leurs emplois ou
 leurs dignités donnaient accès près de lui.
 Aucunes assemblées des deux sexes, au-
 cunes fêtes publiques, où la beauté, les
 personnes de rang et les plaisirs eussent
 paru, ne l'ont mis, en quelque sorte, de
 niveau avec ses principaux sujets; il n'a donc
 pu être offert aux regards, dépouillé de l'ap-
 pareil de la royauté. Différent de son prédé-
 cesseur qui, même dans un âge avancé, con-
 servait encore du goût pour ces amusemens,
 Georges III, dans sa jeunesse, ne paraissait
 pas au bal, ne jouait pas, et ne passait point

ses soirées dans des sociétés propres à reposer son esprit de la fatigue des affaires ou des travaux politiques.

Tout l'éclat d'une cour était écarté, ou ne se montrait du moins que pendant quelques heures dans un jour de naissance. Pendant les vingt premières années de son règne, il prit rarement part à aucun divertissement public, excepté aux représentations théâtrales. Il mangea plus rarement encore avec ses courtisans ou quelques seigneurs. Ses repas solitaires, courts et frugaux, ne le portèrent jamais au moindre excès. De là, ses ennemis cherchèrent à le représenter, très-injustement, comme affectant les manières d'un prince asiatique, et à peine visible, excepté sur la terrasse de Windsor, ou à son lever. Junius, qui le vit de l'œil le plus défavorable, et qui fit de ses vertus mêmes des sujets d'accusation ou de reproches, dépeint la cour de Saint-James comme un lieu où des prières sont de la morale, et des génuflexions de la religion. Ce ne fut qu'après l'époque où ces Mémoires se terminent, que le roi commença à se réunir

à une société choisie, et à jouir des plaisirs de la conversation. Avant l'année 1784, ce n'est que dans les actes de son règne, nationaux ou étrangers, et souvent dans l'enceinte de l'une ou de l'autre chambre du parlement, que l'on peut trouver des matériaux pour écrire l'histoire de son temps. Ces remarques s'appliquent principalement à la partie du présent ouvrage, où la scène est tout à fait en Angleterre. Le premier volume embrasse le continent européen, dans différentes contrées, depuis le Portugal jusqu'à Naples et la Toscane.

En 1772, âgé d'un peu plus de vingt-un ans, j'allai en Portugal, et je restai longtemps dans la capitale de ce royaume, ou dans son voisinage. Joseph, fils et successeur de Jean V, occupait alors le trône; mais le royaume était gouverné par le célèbre comte d'Ayras, créé récemment marquis de Pombal. Peu de ministres, dans le dernier siècle, montrèrent plus de talens pour l'administration, ou exercèrent une autorité moins limitée. Le roi était le quatrième

successeur de Jean IV, duc de Bragance, qui, en 1640, arracha le Portugal à la domination espagnole. A l'époque dont je parle, il était âgé de plus de cinquante-sept ans. Sa taille était belle, mais un peu épaisse; ses traits réguliers, son regard vif et aimable. L'habitude de tenir sa bouche entr'ouverte, diminuait un peu l'expression spirituelle de sa figure. Sur ses joues paraissait une humeur scorbutique, attribuée à des excès de vin; elle avait pu cependant provenir de violens exercices, sous un soleil ardent. Son visage était, en effet, aussi basané que celui d'un Maure; à Fèz ou à Mequinez, habillé en Turc, un turban sur la tête, il eût facilement été pris pour Muley Ismaël, roi de Maroc. Aucun paysan portugais n'eût jamais de mains plus fortes ou plus grossières. On ne pouvait le regarder sans se rappeler involontairement que les rivages du Portugal sont très-rapprochés de ceux de l'Afrique, et que leurs climats sont semblables.

La chasse et la musique occupaient principalement son temps, et absorbaient ses

pensées. Il n'était pas facile de décider laquelle de ces deux passions exerçait sur lui un plus fort ascendant. Il passait à la chasse la plus grande partie du jour; ses soirées étaient principalement consacrées à la musique, soit en public, à l'Opéra, soit en particulier, dans sa famille. Aucune maison royale en Europe n'était alors si passionnée pour la musique que celle de Portugal. Joseph lui-même jouait très-bien du violon, et les trois princesses ses filles réussissaient plus ou moins sur divers instrumens. Si le mauvais temps empêchait le roi d'aller à la chasse, il avait recours, pour s'occuper, à son manège. Les dimanches, il ne manquait presque jamais de se rendre à l'Opéra italien de Lisbonne; mais il avait un autre Opéra à Belem, sa résidence, près de sa capitale. J'ai assisté à ce dernier, auquel on n'admettait que des ministres étrangers, des officiers de la cour et des étrangers de distinction, le tout gratuitement. La salle était fort petite, le parterre ne pouvant contenir plus de cent trente personnes. Dans la véritable acception du terme, il n'y avait

point de loges. Le roi, la reine et la famille royale étaient assis dans une galerie en face du théâtre, et très-élevée. De chaque côté était une petite loge. Celle à droite avait été destinée au patriarche ou chef de l'église portugaise, que j'ai vu assistant au spectacle. L'autre d'ordinaire était vide; car on la réservait pour les étrangers de haut rang qui viendraient en Portugal.

Une circonstance distinguait ces représentations de tout ce que j'ai jamais vu ailleurs; elle paraîtra assez extraordinaire, pour que l'on veuille à peine la croire. Les femmes étaient totalement exclues non seulement de la salle, mais de la scène; ainsi aucune d'elles ne pouvait être ni spectatrice ni actrice. On donnait ordinairement à la cour, pour raison de leur exclusion d'un amusement dont, dans tous les autres pays de l'Europe, elles sont l'ornement principal et l'âme, qu'il n'y avait point de places pour elles. Mais il était facile de répondre que l'on pouvait leur construire des loges de côté. Cette raison n'eût pas d'ailleurs expliqué leur exclusion du théâtre, où des cas-

trats italiens avaient seuls le privilège de chanter et de remplir des rôles. Battisteni, qui remplissait avec beaucoup de talent les premiers rôles de femmes, était prisé non seulement à cause de son chant, mais pour son aspect féminin et sa ressemblance parfaite avec une femme quand il en portait les habillemens. L'illusion était en effet complète, et je crois que toute personne non avertie s'y serait méprise. Les ballets mêmes étaient exécutés par des hommes ou des jeunes gens vêtus en nymphes, bergères ou déesses. L'exclusion de toutes les femmes, à l'exception de la reine et des princesses, rendait insipide, triste et dénué d'intérêt ou de vie un spectacle d'ailleurs magnifique par ses décorations et excellent sous le rapport de la musique. Quoique la reine de Portugal fût alors très-près de sa soixantième année, elle épiait toutes les actions de son mari avec la vigilante anxiété d'une jeune femme. Pour mieux s'assurer de sa fidélité, elle avait soin de soustraire à ses yeux, autant que possible, tout ce qui eût pu le disposer à l'inconstance. Certai-

nement, les dames de compagnie et les filles d'honneur avaient été choisies en raison de ce qu'elles manquaient de charmes; elles étaient d'ailleurs trop avancées en âge, pour inspirer d'autres sentimens que ceux du respect. Les Mémoires de Grammont peignent avec éloquence le peu d'attraits des dames portugaises qui, en 1662, accompagnèrent Catherine de Bragançe, venue en Angleterre pour épouser Charles II; mais elles ne pouvaient surpasser en ce point les dames de Mariamne Victoire, épouse de Joseph I^{er}.

Sa vigilance ne se bornait pas à l'Opéra : elle montrait les mêmes inquiétudes, et prenait les mêmes précautions à l'égard de toute rivale, même dans les excursions du roi. Soit qu'il chassât au tir ou au faucon, elle était sans cesse à ses côtés. Aucune femme, à la vérité, en Europe, ne montait à cheval avec plus de hardiesse ou d'habileté. Dans ces occasions son aspect ne pouvait être décrit. Elle montait à califourchon, selon l'usage général en Portugal, et portait de larges culottes à l'anglaise, couvertes d'une

jupe qui ne cachait pas toujours ses jambes. Un habit de drap ou d'étoffe, un chapeau retroussé, quelquefois bordé, ou sans ornement, complétaient l'aspect masculin qu'offrait cette princesse. Quand, après avoir lâché le faucon, elle le suivait des yeux dans son vol, elle abandonnait toujours la bride de son cheval, lui permettant de la conduire où il voudrait, sans crainte des accidens. On la connaissait pour très-habile à tirer, et rarement elle manquait de tuer le gibier, même lorsqu'il volait; mais ce divertissement avait failli de produire un effet fort tragique, car peu d'années avant que j'allasse en Portugal, elle fut sur le point de tuer le roi d'une balle qui rasa sa tempe. Peu de princes dans les temps modernes ont été aussi souvent exposés à des accidens ou au poignard que Joseph I^{er}. J'aurai sujet d'en parler dans le cours de ces observations.

En 1772, la cour de Lisbonne n'offrait guère d'amusemens à un étranger. Il n'y avait de cercles ou de levers que les jours de naissance et dans quelques fêtes particulières. Le roi, la reine, don Pedre, frère

du roi , ses trois filles et le jeune prince de Beyra vivaient dans le même palais , et occupaient une longue file d'appartemens en bois , à Belem , sur le bord du Tage , au-dessus de Lisbonne. Les terreurs et le souvenir du tremblement de terre de 1755 étaient si profondément imprimés dans leurs esprits , qu'ils aimaient mieux habiter dans une demeure en bois , quoique mesquine et peu commode , que de courir les dangers d'un édifice en pierre. Joseph , pendant près de dix-sept ans , n'avait jamais demeuré dans une maison proprement dite. En quelque lieu qu'il allât , on disposait pour lui des barraques de bois ou des tentes. J'ai vu des tentes dressées pour le recevoir , dans les champs voisins du palais de Maffra , tandis que cet édifice immense , et qui avait tant coûté , était entièrement abandonné et sans meubles. Quoique ces précautions puissent paraître au premier coup-d'œil singulières et presque pusillanimes , elles étaient cependant nécessaires en Portugal. L'expérience a pleinement démontré que les édifices de pierre les plus solides et les

mieux construits ne faisaient qu'exposer leurs habitans à une destruction plus grande et plus certaine , s'il survenait un tremblement de terre ; parce que la résistance opposée par ces masses aux ondulations ou au choc , occasionnait leur ruine. Au contraire , toutes les habitations en bois , soutenues sur des piliers de même matière , comme les baraques de la famille royale , cédaient à la secousse de la terre , se brisaient sans effort , et échappaient aux effets les plus violens du désastre.

Le roi de Portugal n'avait aucun faste dans sa cour. Quoiqu'il manquât rarement d'assister , chaque semaine , avec la famille royale , aux combats de taureaux ou à l'Opéra italien de Lisbonne , il y était toujours *incognito*. On ne s'écartait de cet usage que quand la cour venait chaque année , lors du carnaval , vers le milieu de janvier , au palais de Salvatierra , situé à plusieurs lieues de la capitale , en remontant le Tage. Le roi y restait jusqu'au mois de mars , et d'ordinaire tous les ministres étrangers l'y suivaient. Des parties de chasse , auxquelles les étran-

gers de condition étaient admis , occupaient les journées. Le soir un opéra était, comme celui de Belem , joué gratuitement devant toutes les personnes présentées au roi. On m'assura que Joseph ne dépensait pas moins de 40,000 liv. sterling par an, pour l'Opéra. Cependant il aimait aussi le jeu, et employait une grande partie de son temps à jouer aux cartes. Avant le mémorable tremblement de terre de 1755, on le regardait comme un homme sobre, ne buvant habituellement que de l'eau ; mais ce désastre produisit un tel effet sur son esprit, et il en fut si accablé, qu'on craignit pour ses jours. Ses médecins lui prescrivirent le vin comme nécessaire pour ranimer sa constitution, et cette ordonnance parut si agréable au malade ; que , d'après l'opinion générale, il la suivait avec trop d'exactitude. Avancé en âge, on l'accusa d'excès d'une autre espèce, et d'avoir donné à la reine de fréquentes occasions de jalousie. Au reste, ses attachemens ou ses amours furent toujours secrets, décens, et conduits avec des égards convenables pour l'opinion publique, ainsi qu'avec un juste soin de son

bonheur domestique et conjugal. Aucune maîtresse, telle que madame de Pompadour ou madame Dubarry, en France, sous Louis XV, ou madame Chevalier à Pétersbourg, sous Paul I^{er}, n'imprima de tache sur la cour de Portugal.

Si l'on considère Joseph I^{er} sous le rapport de son caractère de roi, quoiqu'il n'ait pu être distingué parmi les premiers souverains qui régnaient alors en Europe, pour l'énergie et l'habileté, il ne manquait point des qualités et des talens qui conviennent au trône. S'il se sentit une médiocre capacité pour gouverner, il ne montra pas peu de discernement et de force d'esprit dans le choix du ministre auquel il confia le pouvoir. Le marquis de Pombal exerça, dans le fait, toutes les fonctions du monarque. Il posséda, sur l'esprit de son maître, un ascendant presque aussi illimité que le cardinal de Lerme sur Philippe III, ou le comte d'Olivarès sur Philippe IV, en Espagne; et eût l'habitude de s'occuper des affaires publiques dans des heures ordinairement consacrées au plaisir ou au sommeil. Le roi

signa très-souvent des papiers de grande conséquence après minuit et avant de se retirer pour prendre du repos. Le marquis le venait alors trouver. Joseph ne partageait nullement la superstition héréditaire de la maison de Bragance, dans laquelle on l'avait élevé. Ces idées cependant étaient celles de son père Jean V, et se sont retrouvées dans la reine actuelle (1), jusqu'au temps où son esprit s'aliéna. L'arrestation et l'expulsion des jésuites ont assez manifesté qu'il n'était pas soumis à la vénération bigote que la plupart de ses sujets éprouvaient pour cette classe d'hommes. S'il n'avait aucun goût pour les beaux-arts, s'il ne montrait aucune passion pour l'érudition et les belles-lettres, il étendait du moins sa protection sur les gens instruits. Pendant les vingt-deux années qu'il avait alors régné, depuis la mort de Jean V, il s'était fait parmi les Portugais un grand et salutaire changement dans tout ce qui cons-

(1) Cette princesse vient de mourir au Brésil, à la fin de 1816.

titue un peuple civilisé. On avait fondé, pour l'éducation des jeunes gens de la noblesse et de la bourgeoisie, des établissemens qui eussent fait honneur à la Grande-Bretagne; et quoique le ministre en eût eu la première idée, cependant ils n'auraient pu être complètement formés sans le consentement du souverain.

Ces actes louables du gouvernement étaient, au reste, balancés par des vices d'administration; on pouvait, avec justice, en attribuer plusieurs au marquis de Pom-
bal, et les autres au roi. Le peuple se plaignait généralement d'être opprimé. La maison du roi était si mal administrée, que presque tous les officiers et domestiques n'étant pas payés depuis plusieurs années, éprouvaient le dernier degré de la détresse. Il en avait été tout autrement sous Jean V. On supposait communément que les revenus de Joseph montaient à deux millions sterling, tandis que les dépenses de l'état ne passaient point ordinairement la moitié de cette somme. Cependant les valets qui suivaient en public les voitures royales, étaient presque

privés de tous moyens de subsistances. Je n'ai jamais vu le roi ni la reine en carrosse, excepté dans une espèce de chaise ou de calèche tirée par des mules d'une beauté fort commune. Ils se rendaient toujours aux combats de taureaux dans cet équipage, qui n'avait rien de royal. Quand la reine accompagnait les princesses ses filles à la messe, ou à d'autres dévotions dans quelque église voisine de Lisbonne, elle était dans une voiture tirée par deux chevaux d'une très-médiocre apparence, et ayant des harnais à peine assez bons pour une voiture publique. Environ quarante gardes à cheval accompagnaient les princesses, et elles distribuaient d'ordinaire quelque argent à la populace, ou plutôt aux mendiants assemblés à la porte de l'église.

J'allai voir, un jour, les équipages royaux, à Alcantara, lieu distant de Lisbonne d'environ un mille. Il y en avait au moins trente. Plusieurs, comme le peuple me l'assura, avaient coûté 200,000 cruzades, ou 20,000 livres sterling. Ils étaient magnifiques, et avaient été faits à Rome ou à Paris. Londres

n'avait pas encore commencé à fournir au continent cet article de luxe. Parmi ces voitures royales, je fus frappé de la vue du carrosse dans lequel Jean IV avait fait son entrée à Lisbonne, après avoir recouvré le Portugal sur les Espagnols. Il réalisait presque les descriptions que l'on nous fait de ces voitures, peu après leur invention, dans le seizième siècle. Le carrosse en question avait été fait en 1641, par conséquent il avait plus de cent trente ans d'ancienneté lorsque je le vis. On pouvait plutôt l'appeler une chambre sur des roues, qu'un carrosse dans l'acception moderne du mot; car il pouvait contenir, sans le moindre embarras, dix ou douze personnes. Les flancs en étaient ouverts, les fenêtres ressemblaient aux vitres de nos fermes, elles étaient divisées en petits panneaux, avec des espaces pour admettre l'air. On conservait cette voiture avec une pieuse vénération, comme un monument de l'affranchissement du royaume par le premier prince de la maison de Bragance. Henri IV était dans un carrosse entièrement semblable,

lorsqu'en 1610, il fut poignardé, à Paris, par Ravaillac, dans la rue de la Ferronnerie.

Joseph I^{er} avait deux fois échappé à un sort pareil à celui de Henri IV, la première fois en 1758, et la seconde seulement deux années avant mon voyage à Lisbonne. La première tentative qui occupe une place mémorable parmi les évènements tragiques du dix-huitième siècle, peut être mise à côté de l'attaque faite par Damiens sur la vie de Louis XV, en 1755, et de celle dont, en 1771, Stanislas, roi de Pologne, fut l'objet. Je parle de la conspiration du duc d'Aveiro, et du marquis de Tavora, en 1758, dont des témoins ont souvent raconté devant moi les particularités. Le duc d'Aveiro, dont le nom de famille était Mascarenhas, descendait de dom George, fils naturel de Jean II, roi de Portugal, un des plus illustres princes qui aient régné dans les temps modernes, contemporain de notre Henri VII, et à qui l'on doit en très-grande partie la découverte d'un passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance. Il paraît que les talens de d'Aveiro

étaient très-bornés, et son courage fort équivoque ; mais son caractère féroce et vindicatif le rendait capable d'employer, pour se venger, les moyens les plus criminels. Le salut du roi de Portugal fut dû à une circonstance fortuite, et résulta de la présence d'esprit de son cocher. Cet homme s'apercevant que plusieurs balles avaient porté derrière lui, ne douta point que Joseph ne fût blessé ; au lieu d'aller en avant, il détourna ses mules, et prit la route qui conduisait à la maison du chirurgien du roi. Par cette manœuvre soudaine et inattendue, Joseph fut préservé de tomber dans les mains de quatre autres troupes de conspirateurs armés, postées en divers lieux où l'on savait qu'il devait passer dans son chemin pour revenir au palais.

La vieille marquise de Tavora était l'ame de cette entreprise sanguinaire, qui conduisit les principaux complices à une mort cruelle et ignominieuse. Ils paraissent avoir été portés à une action si atroce par la vengeance, accrue d'une inimitié personnelle contre le roi et le premier ministre, qui

avaient refusé d'élever le marquis de Tavora à la dignité de duc, plutôt que par une intention fixe ou par l'espoir de renverser le gouvernement et de détrôner la famille de Bragance.

Les conspirateurs exécutèrent leur complot en hommes sans courage ; car si la première troupe qui arrêta le roi lorsqu'il revenait de Belem, eût tiré dans le carrosse quand il avançait, au lieu d'attendre, comme elle fit, qu'il eût passé, avant de faire feu, il était mort. La balle qui le blessa glissa entre son côté et son bras qu'elle écorcha également, mais sans lui faire de blessure grave.

La consternation excitée par cet attentat, s'augmenta de l'obscurité qui l'enveloppait. La cour resta pendant plusieurs semaines dans une ignorance totale des auteurs de la conspiration ; et, de leur côté, les conspirateurs furent également incertains touchant la nature et les conséquences des blessures du roi. Il est de fait que le duc d'Aveiro et le marquis de Tavora se rendirent presque chaque jour chez le roi, pour s'informer en personne de sa santé, et

qu'ils exprimèrent une grande horreur de cette trahison. Ils furent même admis en sa présence, mais dans une chambre rendue à dessein assez sombre, pour qu'il leur fût impossible de s'assurer de la probabilité de son rétablissement. Cependant, la vigilance du duc de Pombal, aidée, dit-on, par quelques expressions imprudentes du duc d'Aveiro, mit le ministre à portée de suivre et de connaître le crime des conspirateurs. Ils furent alors arrêtés et mis en jugement. Le duc d'Aveiro, le marquis de Tavora et ses deux fils périrent sur la roue. La vieille marquise, en considération de son sexe, avait été condamnée à perdre la tête. Elle monta sur l'échafaud d'un pas ferme, ne montra ni crainte ni repentir, et plaça sa tête sur le billot, comme elle l'eût placée sur un oreiller.

Hautaine et impérieuse par caractère, elle ne fut arrêtée par aucune considération de pitié ou d'humanité, lorsque la vengeance, l'ambition ou l'intérêt la firent agir. Les rassemblemens des conspirateurs eurent souvent lieu à Lisbonne, chez le mar-

quis, dans un pavillon d'été, au milieu du jardin. Cet édifice communiquait au palais par une longue galerie en bois. Une jeune Portugaise, d'extraction noble, mais dénuée de fortune, vivait près de la marquise. Elle fut étonnée, un soir, de voir dans cette résidence d'été plusieurs lumières. Sans rien soupçonner, elle s'en approcha par pure curiosité. En avançant dans la galerie qui y conduisait, elle entendit des voix qui conversaient avec chaleur. Elle approcha davantage, et bientôt distingua celle de la marquise, qui paraissait avoir atteint, par une cause quelconque, le plus haut degré de violence. Elle écouta pendant quelques secondes; puis, craignant d'être découverte dans une telle situation, elle allait retourner sur ses pas, quand, la porte s'ouvrant tout à coup, la marquise elle-même parut. Leur surprise fut égale. La marquise lui demanda avec beaucoup d'agitation ce qui l'avait conduite en ce lieu. Elle répondit que son étonnement de voir des lumières dans l'habitation d'été l'avait portée à en savoir la raison. « Ainsi, dit la marquise, vous avez sans

doute entendu notre conversation. » La jeune personne protesta qu'elle n'en savait pas la moindre partie, et qu'aussitôt qu'elle avait entendu la voix de la marquise, le respect l'avait déterminée à retourner au palais, ce qu'elle allait faire, quand la porte s'était ouverte. La marquise, trop intéressée à ne pas se laisser facilement tromper ou à se contenter d'une telle réponse, prit un air tranquille, et affecta de placer sa confiance dans la jeune personne. « Le marquis et moi, dit-elle, nous avons eu une querelle violente, pendant laquelle il a eu la dureté de me contredire de la manière la plus insultante. Il a même poussé l'audace jusqu'à me démentir. Je me suis élancée hors de la chambre, sans pouvoir contenir mon indignation, et n'étant plus maîtresse de mes émotions. Ne l'avez-vous pas entendu me donner un démenti, lorsque j'ouvrais la porte? »

« Oui; madame, » répondit imprudemment la jeune personne. La marquise s'apercevant dès ce moment que la nature de leur entrevue et des sujets qu'ils y avaient traités

était jusqu'à un certain point découverte , résolut aussitôt d'empêcher que son secret ne fût divulgué. Le matin suivant on trouva le corps de la jeune infortunée dans une des rues de Lisbonne. Il était enveloppé dans un linceuil et à peine refroidi : le sang sortait encore de plusieurs blessures que lui avait fait un poignard. On ne douta point dans le temps qu'elle n'eût été mise à mort , par des ordres secrets venus du palais de Tavora ; mais le pouvoir de cette grande famille , et la fréquence de semblables spectacles dans la capitale du Portugal , firent taire toutes recherches juridiques sur les causes de cette mort tragique. La marquise expia son crime sur l'échafaud. Sa belle-fille , la jeune marquise de Tavora , fille du duc d'Aveyro , fut seule préservée de la destruction générale de sa famille , soit à cause de son innocence présumée , soit , comme d'autres l'ont prétendu , par l'intérêt particulier que le roi lui portait. On l'enferma dans un couvent. Elle vivait , je crois , encore en 1772 , dans cet état de reclusion.

La seconde attaque faite contre la vie de Joseph eut pour cause le ressentiment d'un pauvre paysan. Cet homme, désespéré de la conduite des valets de ce prince, qui s'étaient emparés par force de ses chariots et de son bétail, s'élança avec fureur sur le roi lorsqu'il allait à la chasse, et dirigea contre sa tête un coup d'un long bâton qui fut très-près de l'atteindre. Ce fait eut lieu au palais de Villa-Viciosa, ancienne résidence patrimoniale des ducs de Bragance, et où le roi séjournait quelquefois. Le paysan ne fut pas mis à mort; mais, selon le bruit public, il était encore dans un cachot à Belem, lorsque je me trouvais en Portugal. Ces deux attaques, quoique d'une espèce très-oppo-
sée, avaient rendu Joseph timide; elles le portèrent à prendre plusieurs précautions pour se préserver de semblables effets de vengeance particulière ou de trahison. Il manquait rarement d'aller à l'Opéra de Lisbonne; mais, selon sa coutume, il passait, entre les actes, de la loge royale en face du théâtre, à une loge latérale d'où il voyait les ballets. Il traversait alors toujours un

passage fermé et sûr, disposé de manière à le préserver de toute violence.

Marianne Victoire, reine de Portugal, et femme de Joseph, était fille de Philippe V, roi d'Espagne et d'Elisabeth Farnèse sa seconde épouse. Héritière de cette célèbre famille, elle avait elle-même des talens peu ordinaires. Cette princesse, comme on le sait, avait été fiancée dans son enfance à Louis XV, et envoyée en France, où elle résida pendant plusieurs années. Mais à la mort du duc d'Orléans, régent, en décembre 1723, lorsque le gouvernement tomba dans les mains du duc de Bourbon, un des premiers actes de son administration, fut de dissoudre le mariage non consommé, et de renvoyer la princesse à Madrid. Dans l'année 1729, lorsqu'elle n'avait encore que onze ans, elle fut conduite par le roi son père à Badajoz, et y épousa Joseph, alors prince héritier de Portugal, qui n'avait pas lui-même atteint sa quatorzième année. La noce fut aussitôt célébrée; le fiancé et la fiancée allèrent ensemble au lit en présence des grands officiers de la cour, mais ce ne fut guère

que six ans plus tard , en décembre 1734 , qu'elle mit au monde une fille , qui est la reine actuelle (en 1815).

On dit que Mariamne Victoire avait été dans sa jeunesse , d'une figure très-agréable ; mais en 1772 , il ne restait aucunes traces de sa beauté. Sa taille était courte et épaisse ; son visage rouge , son nez gros , et son air dénué de grâce ou d'élégance. Il n'y avait dans toute sa personne rien de féminin. Cependant ses yeux , noirs , vifs et perçans , conservaient leur éclat primitif. Elle portait une grande quantité de rouge. Soit à l'église , à l'Opéra ou aux combats de taureaux , sa poitrine et ses épaules étaient toujours découvertes. Elle paraissait non seulement d'une bonne santé , mais capable de supporter les exercices les plus violens ou les plus rudes fatigues. Ses bras étaient bruns et brûlés du soleil ; car elle suivait toujours la chasse. Ceux qui la connaissaient bien m'ont assuré qu'elle ne manquait ni d'esprit ni d'habileté , quoiqu'elle n'ait jamais tenté d'obtenir du pouvoir ou aucune influence politique. Tous ses soins semblaient se borner à veiller sur

son époux, et ne pas s'étendre à la conduite des affaires d'état. Si l'on peut former quelque opinion à l'égard de sa religion, d'après sa conduite à la messe, elle n'était certainement pas bigotte. J'allais souvent, par curiosité, à l'église des Necessidadas et à celle de Saint-François-de-Paule, où elle se rendait toujours avec les princesses ses filles. Je peux affirmer que je ne vis jamais de femme moins occupée de ses dévotions.

Sous ce rapport, la princesse du Brésil, Marie, l'aînée des trois filles de Joseph et l'héritière présomptive du Portugal, différait entièrement de sa mère. Un esprit de superstition très-prononcé formait le principal trait de son caractère. On dit qu'elle avait été fortement frappée de la catastrophe du duc d'Aveyro et de ses associés, dont on croit qu'elle plaignit le sort comme non mérité. On a généralement attribué à ses réflexions sur ces terribles catastrophes, fortifiées des remontrances ou des reproches de son confesseur, l'aliénation de son esprit. Elle était plus grande et plus mince que ses sœurs, d'une complexion pâle ;

délicate, et paraissant portée à la mélancolie. Ses traits prononcés étaient sans agrément. Sa conduite dans la vie privée était exemplaire. Mariée à son oncle, frère unique du roi, ils furent tous deux des modèles de félicité conjugale. Quoiqu'une telle union répugne à notre manière de penser, et contraire, en quelque sorte, la nature, elle avait été féconde. Ils avaient alors deux fils et une fille vivans. Le désir de prévenir toutes disputes de soumission entre le collatéral mâle et la princesse directe héritière du trône, avait ordonné cette espèce d'union incestueuse, qui, quoiqu'elle ait eu des exemples dans l'antiquité chez les Ptolomées, les Séleucides ou même parmi les Césars, ne s'est point renouvelée dans les autres familles royales de l'Europe moderne. Ce qui n'est pas le moins singulier, c'est qu'on n'eut besoin de donner aucune impulsion aux sentimens de la princesse. Dès sa jeunesse, elle montra de l'inclination pour don Pèdre, son futur époux. Quand je vins en Portugal, elle avait près de trente-huit ans.

On dit que tous les talens des femmes de la famille de Bragance étaient concentrés dans la personne de dona Marie-Anne, seconde fille de Joseph. Plus petite et plus épaisse que la princesse du Brésil, elle avait un aspect plus agréable, ayant le teint frais et des traits plus expressifs. Son esprit était vaste et cultivé. Elle consacrait plusieurs heures à la lecture, et on la regardait comme au-dessus de la superstition. A ces qualités solides, elle joignait beaucoup de goût et de talens pour la musique, unis à une belle voix. Quoique la plus accomplie des trois sœurs, elle était condamnée à rester fille dans la cour de son père, ayant atteint, en 1772, sa trente-sixième année. La nature avait été, sous quelques rapports, plus favorable à la troisième princesse, dona Marie Bénédicte, qui était beaucoup plus jeune, n'ayant alors que vingt-six ans. Quoique de petite taille, épaisse, et disposée à l'embonpoint, elle avait une très-jolie figure. Ses yeux étaient noirs et expressifs, ses cheveux blonds, son visage plus rond qu'ovale, et ses traits fins et délicats. On ne croyait

pas qu'elle possédât la supériorité d'esprit qui distinguait Marie-Anne. Environ sept ans avant l'époque dont je parle, on avait parlé d'un projet de mariage entre cette princesse et l'empereur Joseph II, alors veuf depuis peu, par la mort de sa première femme, fille de don Philippe, duc de Parme. Les négociations allèrent si loin, que l'on fit des préparatifs pour transporter la princesse portugaise de Lisbonne en Flandres, dans sa route vers Vienne, et qu'un vaisseau construit exprès au Brésil, et magnifiquement décoré, fut tout prêt dans le Tage. Mais les intrigues et les efforts de la vieille reine douairière d'Espagne, mère de Charles III et grand-mère de la princesse elle-même, firent échouer ce projet. Elle était irritée de ce que le marquis de Pombal prétendit s'attribuer exclusivement le mérite de cette alliance.

Il est probable, et on me l'a dit à Vienne, que le prétexte employé pour dissuader la cour d'Autriche de ce mariage, fut l'impossibilité que Marie-Bénédicte eût des enfans, d'après ses dispositions à devenir corpulente.

Quoique le fait dût paraître peu probable, elle fut cependant mariée peu d'années après, en 1777, à son propre neveu, fils de sa sœur, prince de Beyra, et héritier éventuel du trône de Portugal. La cérémonie eut lieu dans l'appartement de Joseph, alors mourant. Les deux époux vécurent ensemble plusieurs années, mais ils n'eurent point d'enfans. Il n'exista point d'excuses ou de motifs allégués pour cette seconde union dans une même famille, qui inspire une sorte d'horreur ou au moins du dégoût. Elle fut d'ailleurs d'autant plus remarquable, que les dames de condition, en Portugal, ont rarement des enfans, si elles ne sont pas mariées avant vingt-huit ou trente ans. Catherine de Portugal, fille de Jean IV, fut la femme de Charles II. Elle l'épousa plus jeune, et, je pense, à vingt-quatre ans; toutefois, elle ne lui donna point de postérité mâle ou femelle. Mais le docteur Burnet assure que le roi lui dit qu'elle avait été enceinte. Si nous nous en rapportons à la même autorité, elle eut une fausse couche, lorsqu'elle était fort avancée dans sa gros-

sesse. Mais, comme l'assure, je crois, le docteur Lucas, dans son *Histoire d'Angleterre*, Charles n'ayant pas eu dans sa vie moins de cinquante-trois enfans naturels de différentes maîtresses, on doit supposer que son défaut d'héritiers légitimes provint de la reine. On pouvait donner quelque excuse pour le mariage de la fille aînée de Joseph avec don Pèdre, frère de ce roi, lorsqu'il n'existait point d'héritier mâle de la couronne; mais il était réservé à la famille de Bragance de montrer à l'univers, dans le dix-huitième siècle, le spectacle extraordinaire d'un jeune prince de quinze ans épousant sa tante, âgée de trente. On ne doit être ni surpris ni fâché qu'aucuns descendans ne soient issus d'une telle union.

Le prince de Beyra, fils aîné de la princesse du Brésil et de don Pèdre, était alors *le Marcellus* du Portugal. Tous les regards se tournaient vers lui, et l'on présageait de son gouvernement fortuné des miracles en politique. On pourra être surpris que le peuple se soit livré à une telle espérance, lorsque j'ajouterai qu'en 1772, il n'avait que

complété sa onzième année. Je l'ai vu souvent, car il ne manquait jamais de se trouver avec la famille royale en public, aux combats de taureaux, à l'église, par-tout enfin, excepté à l'Opéra italien, pour lequel il manifestait une aversion décidée. Il était grand et formé pour son âge, quoique sa figure fût pâle et délicate, et qu'il parût avoir la vue faible. On doit reconnaître que ses traits et son air annonçaient de l'intelligence. Ce que l'on a raconté de sa capacité et des traits de son esprit, a généralement été cru.

Ce petit-fils du roi, nommé comme lui Joseph, mourut en 1788, à l'âge d'environ vingt-sept ans, de la petite-vérole, que sa mère, attachée à ses préjugés, ne voulut point lui faire donner par inoculation. Il n'avait eu, comme je l'ai déjà remarqué, aucuns enfans de sa tante, à laquelle il avait été uni pendant plusieurs années.

Je terminerai par don Pèdre, père et grand-oncle du prince de Beyra, mes remarques sur la maison royale de Portugal. Il était plus jeune que le roi de quelques

années, et n'avait pas, comme lui, une tendance à devenir d'une taille épaisse. Toute sa personne et ses manières étaient privées de grâce et d'élégance, et il ne se distinguait nullement par les qualités de l'esprit. N'ayant aucun talent politique ni aucune influence, il était à la cour absolument nul. Il ne possédait aucun commandement militaire ou civil, et n'avait pas même d'établissement ou de maison à lui. Quand le roi chassait, don Pèdre l'accompagnait, ainsi qu'à l'Opéra ou à la messe, ne s'absentant jamais que pour cause d'indisposition. Il avait fait bâtir un palais à Cayluze, environ à deux lieues de Lisbonne; mais jamais il n'y résidait, quoiqu'il accompagnât souvent son frère à la messe. D'ordinaire, il descendait de cheval pour quelques minutes, afin d'entendre la messe à Cayluze. Ceux qui le connaissaient particulièrement, m'ont assuré qu'il était d'un caractère dévot, amical et bienfaisant. A la mort de Joseph, en 1777, quand sa femme la princesse du Brésil devint reine de droit, il fut roi matrimonial, sous le nom de don Pèdre III, comme en Ecosse, Henri.

lord Darnley le devint par son mariage avec Marie Stuart. Don Pèdre ne survécut à son frère aîné que neuf ans , et mourut en mai 1786.

Les divertissemens ou spectacles publics qui distinguaient alors Lisbonne de toutes les autres capitales de l'Europe , étaient les combats de taureaux. Ils avaient lieu tous les dimanches , pendant l'été et l'automne. J'ai assisté à plusieurs. Quoique ce spectacle puisse être considéré comme barbare , c'est le seul que j'aie jamais vu qui puisse en quelque façon réaliser les jeux du cirque de l'ancienne Rome. Ces combats n'avaient plus lieu en Espagne , Charles III , montant sur le trône , en 1759 , les avait abolis. Joseph et la reine sa femme avaient au contraire un penchant réel ou plutôt une passion décidée pour ces divertissemens d'origine moresque. La maladie seule pouvait les empêcher d'y assister. J'y ai vu le roi , lorsqu'un de ses yeux était enflé et couvert d'un bandeau , parce qu'une étincelle partie de son fusil lorsqu'il l'avait tiré à la chasse , l'y avait blessé. La comtesse d'Aulnoy a écrit à Madrid en

1576 et 1680, sous le règne de Charles II, dernier prince de la ligne autrichienne, des descriptions de combats de taureaux, animés par des aventures amoureuses et tragiques. Ceux qui se seront formé, d'après ses récits, des idées de ces fêtes, auraient trouvé très-inférieures celles qui eurent lieu en Portugal devant Joseph I^{er}. Cependant, elles ne manquaient pas de rappeler en quelque chose les tournois et les exercices de chevalerie dont, pendant notre jeunesse, nous ayons l'imagination si fortement frappée. Les combats de taureaux en Portugal avaient lieu dans un vaste amphithéâtre en bois, capable de contenir, à l'aise, plusieurs milliers de personnes. Dans l'intérieur étaient plusieurs rangées de bancs, sur montées de loges. L'arène était très-spacieuse. Quand le champion qui allait combattre les taureaux, élégamment habillé, monté sur un cheval plein de feu, paraissait, la lance à la main, sur le champ de bataille, et, selon l'usage, saluait la bourgeoisie de Lisbonne, il serait difficile de peindre l'effet du spectacle. On sacrifiait régulièrement, chaque di-

manche , de seize à vingt taureaux ; et quoiqu'ils eussent les cornes garnies de pièces de cuir pour les empêcher d'éventrer ou de blesser mortellement le combattant , j'ai cependant été témoin de beaucoup d'accidens très-graves , et bien près de devenir funestes. Plusieurs des cavaliers déployèrent une adresse , une vigueur et une dextérité prodigieuses ; sur-tout un Castillan , qui jouait toujours , et que j'ai souvent vu dirigeant son épieu , au premier coup , droit dans le cœur du taureau , lorsque l'animal s'élançait sur lui avec fureur. Alors l'amphithéâtre retentissait d'applaudissemens.

Il arrivait souvent que les taureaux n'avaient aucun désir de combattre. Dans ces circonstances , le spectacle devenait plutôt une boucherie qu'une joute ou un amusement. Mais plusieurs de ces animaux n'auraient point déparé un amphithéâtre romain , si , comme on m'assura que c'était l'usage cent années auparavant , leurs cornes , au lieu d'être enveloppées , avaient été aiguës en pointe. Plusieurs des combattans à pied montrèrent une agilité extraordinaire

et beaucoup de sang-froid à éluder la furie de l'animal ; mais on doit se souvenir aussi qu'ils étaient communément six ou sept réunis et armés de longs épieux. J'ai vu des femmes attaquer les taureaux , galopper contre eux et les blesser. Deux danseuses en particulier, l'une Vénitienne, l'autre Espagnole, vêtues en hommes, et montées à cheval comme nous, avaient beaucoup de fermeté et excitaient une admiration générale. Quelquefois les taureaux étaient four-nis par la cour. J'en ai vu tuer vingt dans l'espace de trois heures, dont huit étaient donnés par le roi , autant par son frère don Pèdre, deux par le duc de Cadaval, et deux, quelque singulière que la chose puisse paraître, par le patriarche de Lisbonne. J'avoue qu'après avoir assisté à plusieurs de ces spectacles, j'en fus dégoûté. La partie la plus intéressante consistait dans l'assemblage des spectateurs, particulièrement de dames qui remplissaient les loges. Les places même du parterre étaient en général remplies de femmes. La reine et ses trois filles ne manquaient jamais de venir dans la loge royale,

quoiqu'elles fussent supposées y être incognito. Quoique ce spectacle pût paraître barbare, il me rappelait toujours la description faite par Milton de ces divertissemens :

« Où de troupes de chevaliers et de hardis barons remportaient des triomphes en pleine paix , où des réunions de dames faisaient briller l'éclat de leurs yeux , en exerçaient l'influence et décernaient le prix. »

Aussitôt que le combat de taureaux finissait, ce qui avait lieu à peu près à six heures, le roi , la reine et la famille royale se rendaient à l'Opéra italien , situé à peu de distance , dans le même quartier de Lisbonne. Telle était chaque dimanche la coutume ou l'étiquette invariable. Cependant, là comme aux combats de taureaux , ils étaient supposés garder l'incognito. Dans ces occasions, l'habillement de Joseph était d'ordinaire de soie ou de drap uni, ou bordé de soie blanche : les lois somptuaires du Portugal défendant les broderies d'or ou d'argent. Il portait une perruque flottante , comme nous la voyons dans les portraits de George II , et avait sur sa poitrine l'ordre portugais du

Christ. La reine et les princesses étaient couvertes de diamans, sur-tout la princesse du Brésil ; mais la reine seule avait du rouge. Pendant le spectacle , le roi ne manquait pas d'aller dans sa loge particulière , près du théâtre , pour voir les ballets : à la fin de chacun , il retournait vers la famille royale. Dans ces petites excursions , qui semblaient toujours lui plaire, il faisait usage de sa lunette d'opéra pour contempler les dames réunies dans les loges , et plusieurs seigneurs l'accompagnaient. Le comte de Prado seul possédait le privilège d'être assis quand il était près du souverain. C'était une marque de considération et de faveur. Joseph semblait s'entretenir confidentiellement avec lui , tandis que les autres personnes de son cortège se tenaient debout derrière. Le duc de Cadaval lui-même , quoique le seul noble de ce rang qui fût en Portugal , depuis l'extinction du duché d'Aveyro , n'avait pas la permission de s'asseoir devant le roi. Après le comte de Prado , les comtes de Cantineida et d'Arcos , tous deux fils du marquis de Marialva , dont le nom me rap-

pelait toujours Gil-Blas , jouissaient , en 1772 , de la plus grande faveur près de Joseph. Le premier était le seul seigneur du royaume qui , par une grâce particulière du prince , eût la permission d'avoir un carrosse à six chevaux. Le roi , lui-même , lui en avait fait présent.

Lorsque j'allai à Lisbonne , le mémorable tremblement de terre du 1^{er} novembre 1755 , avait laissé , dans presque toutes les parties de cette ville , les traces les plus effrayantes de son existence et de ses ravages. Beaucoup d'édifices étaient encore dans l'état où il les avait laissés. Ils présentaient des scènes de dévastation et de ruines qu'on eût alors vainement cherchées dans toute autre contrée de l'Europe. Parmi ces ruines étaient très-remarquables l'ancien palais des ducs de Bragance , bâti sur une hauteur , au centre de Lisbonne , et la cathédrale de cette ville. Ces deux majestueux édifices menaçaient , à chaque instant , d'écraser ceux qui se hasardaient à les visiter. Cependant le palais était habité par diverses familles qui avaient cherché un abri dans

ses ruines, et la superstition ou la dévotion avaient consacré des chapelles dans l'église, au milieu des débris des autels et des coupes : on y disait même tous les jours la messe. Mon principal dessein, en visitant la cathédrale, était d'y trouver la tombe de Camoëns, le célèbre poëte portugais, dont on m'assura que le corps y était enterré ; mais je ne pus en découvrir aucunes traces, malgré mes recherches. J'ai raison de penser, d'après les peines que j'ai prises, que Camoëns, étant très certainement mort dans un hôpital public, d'un mal qui, par sa nature contagieuse, ressemblait à la peste, on le mit dans une fosse commune avec beaucoup d'autres cadavres. Il est très-sûr qu'on n'a élevé à sa mémoire aucun monument.

Il existe une conformité frappante et douloureuse entre la destinée des deux hommes de génie les plus illustres que l'Espagne et le Portugal aient produits dans les temps modernes ; je veux dire Camoëns et Cervantes. Cette conformité ne fait aucun honneur à ces pays, ni aux souverains et aux

ministres qui les ont ainsi abandonnés aux rigueurs de l'adversité. Tous deux servirent dans des expéditions entreprises contre les mahométans , comme simples soldats , et tous deux furent blessés. Camoëns perdit un œil devant la ville de Ceuta , au royaume de Maroc , et Cervantes eut la main gauche emportée dans la célèbre bataille navale de Lépante , gagnée , en 1571 , par don Juan d'Autriche , sur les Turcs. Tous deux souffrirent la captivité , le naufrage et tous les malheurs de la fortune contraire. De retour dans leurs patries , tous deux furent admirés et délaissés. Jean III et Sébastien , rois de Portugal , paraissent avoir aussi peu fait pour améliorer le sort de Camoëns , que Philippe II et Philippe III d'Espagne pour Cervantes. Tous deux atteignirent un âge avancé , au milieu des souffrances , du besoin et des privations. Camoëns expira , en 1579 , à Lisbonne , âgé d'environ soixante-deux ans , dans un hôpital , et reprochant , à ce qu'on assure , à ses concitoyens , le cruel abandon où ils le laissaient. Cervantes , exténué par les progrès d'une hydropisie , que

l'indigence rendait plus dangereuse, conserva, jusqu'au dernier moment de son existence, la gaité qui formait son caractère. On peut dire qu'il mourut la plume à la main, et qu'il parut triompher de la dissolution de son être par la force de son esprit. Il mourut en 1616, à Madrid. Cette même année priva le monde de Shakspeare. L'auteur de la *Lusiade* et celui de *Don Quichotte* furent portés en terre, même sans l'extérieur décent d'un enterrement ordinaire; et l'on ne pourrait indiquer à présent le lieu où reposent leurs restes. On ne peut songer à ces faits sans des émotions de douleur et d'indignation. Cependant le Dante, le Tasse et Galilée, chez les Italiens; Spenser, Otway et Chatterton, en Angleterre, ne paraissent pas avoir éprouvé un sort plus heureux.

Si je ne pus découvrir le lieu de la sépulture du Camoëns, je trouvai la tombe et l'épithaphe de l'auteur de *Tom Jones*. On sait que Fielding mourut en 1754, à Lisbonne, d'une complication de maladies, à un peu plus de quarante-sept ans. Il est

enterre dans le cimetière réservé à la factorerie anglaise. J'ai visité sa tombe, qui déjà était presque cachée par des orties et des herbes sauvages. Quoiqu'il n'ait pas souffert les extrémités du besoin, parmi lesquelles Camoëns et Cervantes terminèrent leurs jours, cependant son extravagance, si caractéristique d'ordinaire chez les hommes de talent, rendit sombre le soir de sa vie. Fielding, Richardson et le Sage semblent avoir atteint le plus haut degré dans cette espèce séduisante d'ouvrages inconnus à l'antiquité, et que nous appelons *romans*. Crébillon fils, Marivaux et Smollett n'occupent que la seconde place. Voltaire et Rousseau, quelque beaux que soient leurs ouvrages de ce genre, sont des moralistes et des philosophes satyriques, plutôt que des romanciers. *Don Quichotte* est un ouvrage d'un genre particulier, qu'il ne faut point juger par les règles ordinaires. *Gil-Blas* paraît être unique, et sera probablement lu avec avidité dans tous les pays et dans tous les temps. Quoique la scène soit en Espagne, et que les personnages soient espagnols, les

mœurs sont générales, et vraies comme la nature, dans Paris et Londres, comme dans Madrid. Richardson et Fielding sont plus nationaux ; ils ne peuvent être lus sur les rives de la Seine ou du Tibre, avec le même plaisir que sur celles de la Tamise, quoique Richardson nous transporte à Bologne dans son sir Charles Grandisson. Fielding ne cherche jamais à nous éloigner de l'Angleterre : tous ses personnages sont aborigènes ; aussi les étrangers ne peuvent-ils goûter autant que ses Anglais ses ouvrages, et n'aura-t-il jamais, hors de son pays, la renommée de Richardson. Clémentine et Clarisse pénétreront là où Sophie Western et le curé Adams ne pourront jamais être connus ou appréciés ; Joseph Andrews et Amélie peuvent, sous le rapport de la composition, être considérés pour Fielding, ce que Pamela est pour Richardson.

Feu l'alderman Cadell, un des hommes les plus éclairés et les plus respectables de sa profession, m'a dit que son prédécesseur, le libraire Millar, acheta de Fielding *Amélie*, et lui donna de son manuscrit, 800 liv.

sterling, somme considérable pour le temps. Après avoir fait le marché, Millar montra l'ouvrage à sir André Mitchell, depuis ministre d'Angleterre à Berlin, et lui en demanda son opinion. Sir André lui fit observer que le livre portait des marques indélébiles du génie de Fielding, que c'était un bel ouvrage, mais cependant très-inférieur à *Tom Jones*. Il finit par lui conseiller de s'en défaire le plutôt qu'il pourrait. Millar ne négligea pas ce conseil, quoiqu'il eût trop d'habileté pour divulguer l'opinion de son ami. Au contraire, à la première réunion de ses confrères, il dit : « Messieurs, j'ai plusieurs ouvrages à vous offrir, dont je serai bien aise que vous vous accommodiez ; mais pour *Amélie*, tous les exemplaires sont déjà promis. » Cette manœuvre produisit son effet. Tous les libraires s'empresèrent de donner leurs noms pour avoir l'ouvrage, et l'édition, quoique très-considérable, fut aussitôt vendue.

Les particularités les plus intéressantes du tremblement de terre de 1755, m'ont toutes été racontées par des gens qui en

avaient souffert, et qui survivaient aux horreurs de cet affreux jour, où près de quarante mille personnes, à ce qu'on croit, perdirent la vie. Ils convenaient que si le désastre avait eu lieu au milieu de la nuit, lorsque les feux, en général, eussent été éteints, et que l'obscurité eût empêché la plus grande partie des habitans de quitter leurs maisons avant le jour, pas le quart n'eût péri, et il n'y eût eu aucune destruction. Une foule de personnes furent enlevées de dessus les quais par l'élévation soudaine du Tage, et l'embrasement qui suivit le tremblement de terre, fit encore plus de ravages que cette convulsion de la nature. Le premier choc eut lieu vers neuf heures quarante minutes du matin. Il parut horizontal dans sa direction ou son mouvement; mais le second fut perpendiculaire ou vertical. Il fit sauter le pavé des rues jusqu'à la hauteur de quarante ou cinquante pieds. Il y eut entre les deux secousses environ une heure d'espace. Par bonheur, le roi, la reine et la famille royale n'étaient point à Lisbonne, mais à Belem, à deux milles de cette ville,

en descendant le Tage. Comme tous les bâtimens qu'ils habitaient étaient au rez-de-chaussée, le roi, dès qu'il sentit le tremblement de terre, sortit de sa chambre par la fenêtre, et se rendit dans le jardin. Les trois princesses ses filles, qui n'étaient encore ni levées ni habillées, le suivirent avec leurs vêtemens de nuit.

Lisbonne, de tout temps, a été sujette aux ravages des tremblemens de terre. L'histoire en rapporte plusieurs qui, pendant les six derniers siècles, ont successivement ruiné cette capitale et tué ou englouti une grande partie de la population. Le tremblement de terre, le plus funeste des temps modernes, avant l'année 1755, eut lieu en février 1522, peu de temps après la mort d'Emmanuel, la première année du règne de son fils, Jean III. Les secousses durèrent huit jours; mais il ne paraît pas qu'elles eussent produit un incendie aussi destructif ou aussi considérable que celui qui eut lieu sous Joseph, quoique, sans compter les églises, les palais et les édifices publics de toute espèce, plus de mille cinq cents mai-

sons eussent été renversées. Dans Lisbonne seule, trente mille personnes périrent; Santarem, Almerin et plusieurs autres endroits furent engloutis avec leurs habitans. Jean III, la reine, son épouse et la famille royale, furent forcés de camper dans la plaine, sous des tentes, absolument comme Joseph, en novembre 1755. Quelques grandes que fussent ces convulsions de la nature, on peut les considérer comme légères, dans leur étendue et leurs effets, si on les compare à celles qui désolèrent la Calabre à des époques plus récentes, l'année 1783.

Il est évident que le tremblement de terre de 1755 parcourut une direction dont les ravages furent principalement de quatre à cinq milles, dans un espace ou cercle donné. Le feu qui s'y manifesta ensuite rendit la désolation complète. Quoique l'Alfama, ou l'ancienne ville mauresque, située plus haut sur le bord du fleuve, et le faubourg de Belem, placé plus bas, puissent être considérés comme formant une partie de Lisbonne, ils éprouvèrent comparativement peu de dommages. Si, dans

ces deux endroits , les principaux édifices et même les maisons furent ébranlés, ils ne furent pas détruits. En 1772, plus de la moitié de l'espace originairement dévasté par le tremblement de terre et le feu , avait été déjà rebâti. Plusieurs des nouvelles rues pouvaient même rivaliser en régularité et en magnificence avec celles des autres capitales de l'Europe. Elles formaient un contraste étonnant avec l'antiquité et la barbarie de l'extrémité orientale ou de l'Alfama.

La famille de Bragance n'a produit jusqu'à présent aucun souverain possédant des talens aussi distingués que les deux rois Jean II et Emmanuel, qui régnèrent en Portugal dans les quinzième et seizième siècles. Quoique Jean IV, fondateur de la dynastie de Bragance, ait recouvré l'indépendance nationale, il ne paraît pas avoir reçu de la nature les talens nécessaires pour achever une entreprise si périlleuse. Gustave Vasa , qui chassa de Suède le tyran Christiern II , Henri IV, qui anéantit la ligue en France , Guillaume I^{er} et Guillaume III , princes d'Orange, qui successivement délivrèrent

les Hollandais, le premier, du joug de l'Espagne, l'autre des armes de Louis XIV; tous ces princes étaient des hommes supérieurs: ils possédaient ces grandes qualités que la Providence accorde aux héros; mais le duc de Bragance était un homme ordinaire, dont les talens n'avaient rien de considérable. Son courage personnel ne fut pas même éprouvé sur le champ de bataille. Ce fut l'ame héroïque de son épouse qui, suppléant à ce qui lui manquait, le détermina à s'emparer de la couronne, qui, l'on peut le dire, lui était offerte par la faiblesse et l'incapacité du gouvernement espagnol sous Philippe IV. Elle était elle-même Espagnole de naissance, et fille du duc de Medina Sidonia. Elle s'appelait *Louise de Guzman*. Après la mort du roi son mari, en 1656, elle gouverna sous le nom de *régente*. Jean IV laissa deux fils, dont l'aîné, Alphonse VI, n'avait que treize ans. Tourmenté dès sa plus tendre enfance de maladies incurables ou de faiblesses de corps et d'esprit, il ne paraît pas avoir pu exercer les devoirs ou les fonctions de souverain. Tant que sa mère tint les

rénes de l'État, son incapacité et ses actes de violence ou d'imbécillité ne purent exciter aucunes commotions politiques d'une nature sérieuse; mais après la retraite et la mort de cette illustre princesse, en 1666, la déposition d'Alphonse eut lieu aussitôt. Il la méritait par ses excès et son inaptitude absolue à gouverner. Sa femme elle-même, princesse de la maison de Nemours, qu'il avait récemment épousée, mais avec laquelle il n'avait pu consommer son mariage, s'entendit avec don Pèdre, jeune frère d'Alphonse, et rempli de prudence, d'énergie, ainsi que d'habileté; tous deux firent arrêter et déposer Alphonse. En exécutant cet acte révolutionnaire, ils ne furent que les agens de la nation, qui unanimement le demanda, l'approuva et le soutint. Ainsi appelé, en 1668, à l'autorité suprême par la voix des Portugais, à l'âge de vingt ans, don Pèdre ne prit cependant pas le titre de roi. Comme le prince régent actuel, il se contenta de ce titre; mais il épousa Marié de Nemours, femme de son frère, ainsi qu'Henri VIII d'Angleterre avait

épousé Catherine d'Arragon. Jusqu'à la mort d'Alphonse, qui eut lieu dix-sept ans plus tard, en 1683, Pèdre exerça seulement la régence. Alphonse fut d'abord envoyé aux Açores ou aux îles occidentales. Il y résida plusieurs années, à Tercère, dans une honorable reclusion. Il fut ensuite jugé convenable de le reconduire en Portugal, et de le renfermer dans un des palais royaux, à Cintra, village peu éloigné de Lisbonne, près de l'embouchure du Tage, et dans un pays abondant en beautés de toute espèce, qui le rendent un des séjours les plus délicieux et les plus enchanteurs de l'Europe. A une époque plus récente, Cintra a acquis une triste célébrité, de la convention qui y fut conclue avec les Français, en 1808. J'ai visité dans le palais de ce village, l'appartement dans lequel Alphonse fut emprisonné et termina ses jours. Quoique un peu en ruines, l'an 1772, il était assez grand, ayant environ vingt pieds de largeur, et étant haut à proportion. Alphonse passa onze années, comme captif, dans cette chambre. Vers la fin de sa vie, son intelligence, naturellement très-

faible, s'aliéna tout à fait. Il devint furieux à un tel point, que l'on jugea nécessaire d'entourer son lit d'une balustrade de fer, et de ne lui accorder qu'un espace de quatorze à seize pieds pour prendre de l'exercice. Les briques du parquet étaient brisées dans cet espace par l'action constante de ses pas. Cependant, sa mort, autant que l'on peut l'assurer ou le conjecturer, ne fut accélérée par aucun acte de trahison ou de violence. Par une circonstance extraordinaire, Alphonse termina sa malheureuse vie le 12 décembre 1785, et sa première femme, Marie de Nemours, mariée à son frère puîné, don Pèdre, mourut le 17 du même mois et de la même année, sans avoir eu d'enfans de ce prince.

Pèdre II, qui continua de régner jusqu'au commencement du dernier siècle, en 1706, était certainement le plus habile des souverains qui, de 1640 jusqu'à ce jour, aient gouverné le Portugal. Jean V, son fils et son successeur, paraît avoir été un prince de talens fort ordinaires, passionné pour la représentation, mais sans goût, d'un esprit

étroit et esclave de la superstition. Il dépensa 45 millions de crusades ou près de 4 millions sterling, pour élever un palais à Mafra, environ à cinq lieues au nord de Cintra, et assez près des bords de la mer Atlantique. Ce fut un monument de prodigalité royale et de cagoterie. Qui croirait que, dans le dernier siècle, un prince eût élevé une résidence par imitation ou par émulation de l'escurial du roi d'Espagne, Philippe II ? Jean, à la vérité, ne donna pas à Mafra la forme d'un gril ; mais il réunit dans un seul édifice, exactement comme ce roi l'avait fait, un palais, une église et un couvent. L'église occupait le centre du bâtiment ; le cloître était contigu, avec les cellules et les appartemens des moines. Il y avait là trois cents franciscains, ordre monastique connu par l'aspect dégoûtant de son extérieur et de son costume. Il y avait même au centre de l'édifice un hôpital pour les membres infirmes ou malades. Un des premiers actes du règne de Joseph fut de déloger ces pieux importuns. Quand j'allai à Mafra, ils avaient été remplacés par des

prêtres séculiers, moins nombreux. Le palais démantelé, abandonné et ne formant qu'une dépendance du couvent, s'étendait de deux côtés et derrière l'église; mais il n'avait point de jardins ni de terrains d'agrément d'aucune espèce. Tel était Mafra, le Versailles du Portugal, et placé, comme ce palais, dans une situation peu favorisée de la nature. Jean V dépensa plus avantageusement les trésors de l'état, en construisant l'aqueduc d'Alcantara, qui, à peine à un mille de Lisbonne, fournit à la ville la plus grande partie de son eau. En grandeur et en solidité, c'est un ouvrage digne de l'ancienne Rome. Il traverse une profonde vallée ou un ravin d'une montagne à l'autre, au moyen d'arches, dont celle du centre a trois cents pieds de haut et quatre-vingt-dix de largeur. Le tremblement de terre de 1755 a épargné ce monument d'utilité nationale, qui n'a été que peu endommagé, et dont la construction me réconcilia en quelque façon avec le souverain qui l'a fait construire.

On peut plus justement appeler le règne de Joseph l'administration du comte d'OËy-

ras, créé depuis marquis de Pombal, que de le désigner d'aucune autre manière. Le nom de ce ministre était Sébastien-Joseph Carvalho. Sa naissance noble, mais non illustre, ne lui aurait jamais frayé la route du pouvoir, s'il n'avait été aidé par ses talens extraordinaires. Marie-Anne d'Autriche, fille de l'empereur Léopold I^{er} et épouse de Jean V, le recommanda à son fils Joseph, qui, à son avènement au trône, en 1750, nomma Carvalho secrétaire des affaires étrangères : son habileté fit le reste. Joseph paraissait lui avoir cédé le gouvernement absolu et exclusif de l'état, et il n'était pas indigne de ce choix. Lorsque je le vis, il avait atteint sa soixante-treizième année : mais l'âge ne paraissait pas avoir diminué la vigueur ni l'activité de ses facultés. Il était grand et mince ; son visage était long, maigre et rempli d'intelligence. Il possédait si peu l'affection du peuple, et l'on avait fait tant de tentatives pour l'assassiner, que jamais il ne sortait sans gardes. Même dans les rues de Lisbonne, sa voiture était toujours accompagnée ou environnée d'un détache-

ment de troupes à cheval, l'épée à la main. Il n'était pas, en effet, moins odieux à la noblesse et au clergé qu'au peuple ; peut-être même l'était-il davantage, un des plus grands objets de sa politique ayant été, pendant plus de vingt années, de réduire tous les privilèges des nobles et des prêtres à une dépendance absolue de la couronne et du gouvernement.

En 1772, les prisons d'état étaient pleines de malheureuses victimes : la tour de Belem, le fort de la Bougie, situés à l'embouchure du Tage, et le château de Saint-Julien, à l'entrée septentrionale de ce fleuve, étaient tous remplis de prisonniers, dont la plupart avaient été des jésuites, arrêtés en 1758 ou 1763 par ordre du ministre ; les casernes souterraines du château de Saint-Julien renfermaient environ cent individus, pouvant facilement être discernés par les personnes qui se promenaient sur les remparts de la forteresse, à travers les grilles de fer par lesquelles un peu de jour pénétrait dans ces sombres demeures. J'en ai vu moi-même plusieurs, à la profondeur de cinquante ou

soixante pieds , marchant çà et là : la plupart étaient jésuites et portaient l'habit de leur ordre ; ils excitaient une grande commisération. Le fameux Gabriel Malagrida , jésuite italien que l'on accusait , comme confesseur de la marquise de Tavora , d'avoir appris d'elle l'attentat médité sur la vie de Joseph , et de l'y avoir encouragée , fut long-temps emprisonné dans cette forteresse , et brûlé , attaché à un pieu , l'an 1761. Il paraît avoir été plutôt un visionnaire , un fanatique imbécille , qu'un homme à talens dangereux. Son supplice public , à près de soixante-quinze ans , doit être considéré comme un acte cruel et odieux qui entache Joseph et son ministre. Le nom de Malagrida est devenu proverbial parmi nous pour exprimer la duplicité , et il a été appliqué à un de nos grands hommes d'état modernes par les partisans de l'opposition. Plusieurs autres personnes de tous rangs , connues ou présumées impliquées dans la conspiration du duc d'Avevra , étaient encore enfermées dans diverses prisons d'état en Portugal. Ceux de ces malheureux qui vi-

vaient encore, ont, je crois, été depuis délivrés, en 1777, à l'avènement de la reine actuelle.

Il faut toutefois admettre, sinon pour justifier Joseph et son ministre, du moins pour les excuser, que le caractère des Portugais, à la fois superstitieux, cruel et vindicatif, demandait un gouvernement sévère. Jamais on n'a pu les réformer, les éclairer ou les réprimer par des moyens doux et des palliatifs. A la mort de Jean V, les rues de Lisbonne, même dans les quartiers les plus fréquentés, offraient des scènes perpétuelles de meurtre et de violences pendant la nuit : des cadavres poignardés et couverts de blessures étaient abandonnés dans les places publiques ; mais, avant 1772, la police introduite et rigoureusement renforcée par le marquis de Pombal, avait presque extirpé tous ces délits, et rendu la capitale presque aussi sûre que Londres. Quand j'y passai plusieurs semaines, telle était la vigilance de la garde, qu'il ne se commit qu'un seul assassinat. Je suis revenu à ma demeure, seul, à pied, aux heures les plus tardives, sans danger ni

inquiétude. Les soins du premier ministre ne se bornaient point à protéger la capitale ; son esprit vaste s'occupait de la rebâtir, de la rendre salubre , d'y faire toutes les améliorations possibles. On pourrait dire avec raison que Lisbonne renaquit de ses cendres, renouvelée et embellie, comme l'ancienne Rome sous Auguste. L'éducation de la jeune noblesse attirait aussi beaucoup l'attention du ministre. Un collège fondé uniquement pour elle, à grands frais, était déjà presque terminé. Je le visitai, ainsi que les manufactures de soie, de broderie, d'ivoire, et plusieurs autres établies sous les auspices de Pombal. Tout annonçait la grandeur et l'élévation de son esprit attentif à améliorer chaque chose, et guidé par des vues salutaires et vastes. Mais le plus grand nombre de ces institutions, de ces édifices et de ces fabriques étant incomplets, demandaient, pour être entièrement achevés, du temps et de l'argent. La haine qu'on lui portait en empêchait les progrès, et on ne doutait pas qu'aussitôt que la princesse du Brésil monterait sur le trône, sa superstition ou ses pré-

jugés ne renversassent tout ce que Joseph et son ministre avaient fait pour introduire dans le Portugal d'utiles innovations ou des réformes : l'événement a justifié cette prédiction.

Le règne de Joseph, marqué par des tremblemens de terre, des conspirations et la guerre, était regardé, non sans raison, par les Portugais, comme une époque très-calamiteuse. Cependant, si nous comparons les malheurs de ce temps avec ceux qui leur ont succédé, quand la souveraine, la famille royale et la principale noblesse ont été forcées d'abandonner leur pays natal, pour aller chercher un asile dans l'Amérique méridionale, tandis que la capitale et les provinces étaient occupées et ravagées par un ennemi révolutionnaire et de l'espèce la plus rapace, combien les malheurs éprouvés sous Joseph nous paraîtront comparative-ment tolérables, en les rapprochant de ceux qui ont eu lieu sous le règne de sa fille ! On peut dire que de 1807 à 1810, ils ont égalé, sinon surpassé la dégradation et le bouleversement qui, au seizième siècle, suivirent la mort de Sébastien, lorsque Philippe II se

rendit maître du royaume. Ayant nommé Sébastien, je vais dire quelques mots de l'histoire de ce malheureux prince. Il est bien connu qu'il périt ou disparut dans la fameuse bataille d'Arzila, livrée sur la côte de Barbarie, le 4 août 1578. J'ai vu au palais royal de Cintra, un petit balcon près des chambres du prince, dans lequel était une chaise de pierre, couverte d'une porcelaine grossière, et de chaque côté des bancs des mêmes matières. Selon la tradition, Sébastien, assis dans cette chaise, et ayant autour de lui ses ministres, tint le mémorable conseil dans lequel fut résolue l'entreprise sur Maroc, malgré l'opinion de ses conseillers les plus prudents. Il est certain qu'après la bataille d'Arzila, les Portugais ne le revirent plus ; mais il n'est pas absolument démontré qu'il y ait péri. Jamais on ne retrouva, ou, du moins, on ne reconnut son corps. J'ai causé à Lisbonne avec des hommes très-judicieux : ils penchaient à croire que l'individu qui parut à Venise en 1598, et se disant don Sébastien, était réellement ce prince.

Joseph avait une sœur appelée *Barbe*, qui, à dix-sept ans, épousa Ferdinand, prince des Asturies, le plus jeune des fils de Philippe V, roi d'Espagne, par sa première femme et son successeur. Cette princesse semble avoir été totalement dominée par la superstition et la musique. Avant de quitter Lisbonne, en 1729, pour devenir la femme de Ferdinand, elle se rendit à l'église de la Madre de Dios, ou Mère de Dieu, sur le bord du Tage, dans les faubourgs, et y fit à la Vierge une offrande solennelle des riches vêtemens, des dentelles et des bijoux de prix qu'elle avait portés à la cérémonie de ses fiançailles. Je voulus visiter l'église pour voir ce magnifique sacrifice fait par une femme, de ses ornemens. L'image, de la tête aux pieds, était habillée de la plus belle dentelle. La pièce d'estomac, le collier et les boucles d'oreilles se composaient de brillans. Lady Wortley Montague remarque dans une de ses lettres, écrite, je crois, de Cologne, que de son temps, en 1717 ou 1718, les prêtres avaient déjà enlevé, dans une partie des églises catholiques, les pierres

précieuses présentées aux saints par les dévots, en y substituant des pâtes ou d'autres imitations. Cette assertion peut avoir été bien fondée relativement à l'Allemagne; mais elle ne l'était pas en Portugal, beaucoup plus tard. Par la permission des prêtres, je vis de très-près ces diamans à travers une glace, dans laquelle la Vierge elle-même était renfermée, et je n'eus pas le plus léger doute qu'ils ne fussent bien ceux que la princesse avait offerts dans l'occasion dont j'ai parlé. Aux pieds de sa mère, et sous la même enveloppe de verre, est une figure en cire de l'enfant Jésus, orné de la même manière, et reposant dans un berceau d'argent. Je ne prétends pas dire combien de temps ces riches vêtemens ont resté dans l'église de la Madre de Diôs; mais on doit présumer que quand le prince régent s'embarqua pour Rio Janciro, il ne les laissa pas à la merci de la duchesse d'Abrantes, ou des généraux qui ne les auraient pas plus épargnés que Denis l'Ancien ne respecta la barbe d'or d'Esculape ou le manteau de Jupiter.

La princesse Barbe, devenue, en 1746, reine d'Espagne, fit le bonheur de Ferdinand VI, son époux, avec lequel elle vécut vingt-neuf ans dans un état d'union conjugale très-rare dans la vie humaine, et, encore plus qu'ailleurs, sur le trône. Ils n'eurent cependant point d'enfans. Comme son épouse, Ferdinand avait une passion, ou plutôt une fureur décidée pour la musique, et il est bien connu que, sous son règne, le célèbre Farinelli jouit, comme auparavant, sous Philippe V, d'un ascendant presque sans bornes sur l'esprit du roi et sur celui de la reine. Telle était sa prodigieuse influence, que l'on peut dire qu'il partagea le pouvoir suprême avec le marquis de la Ensenada, premier ministre de Ferdinand, prince qui, quoique ayant régné de notre temps, est à peine connu ou nommé hors des limites de l'Espagne. Ses talens étaient fort bornés, mais ses intentions étaient pures. Malgré les obligations du pacte de famille, il refusa, en 1756, au commencement de la guerre entre la Grande-Bretagne et la France, de se joindre à cette dernière

puissance, ou de se déterminer, comme le fit, en 1761, son fils Charles III, d'après les liens du sang qui l'unissaient à Louis XV. Jusqu'à sa mort, arrivée en 1759, Ferdinand observa une stricte neutralité. Cette mort fut, sans nul doute, causée par son chagrin de la perte de la reine, qui, l'année précédente, avait cessé d'exister. Depuis ce temps-là, Ferdinand fut en proie à la plus profonde mélancolie, qui non seulement affaiblit, mais même aliéna jusqu'à un certain degré son esprit. S'abandonnant au désespoir, il refusa toute société, et ne voulut plus changer de linge, ni prendre de remèdes pendant plusieurs semaines avant d'expirer. Enfin, il mourut victime de l'amour conjugal. En conséquence de cet événement, son demi-frère, Charles, fils de Philippe V, par la seconde épouse, princesse de Parme, qui régnait alors à Naples, devint roi d'Espagne.

Je passai une grande partie des années 1775 et 1776 en France, peu de temps après la mort de Louis XV, souverain dont le caractère et les actions m'ont toujours

paru dépréciés et rabaissés par les Français, presque dans la même proportion qu'ils ont exagéré ceux de Louis XIV. Ainsi, que son prédécesseur, Louis XV fut roi dès son enfance ; mais il n'eut pas les mêmes avantages que ce monarque, dont la mère, Anne d'Autriche, surveilla toujours la conservation avec une sollicitude maternelle. Louis XV, privé de son père et de sa mère, fut, pendant la régence du duc d'Orléans, principalement confié aux soins de Fleury, évêque de Fréjus, qui bientôt obtint sur son pupile un ascendant presque sans bornes. La régence dura plus de huit ans ; et depuis l'abdication de Jacques II, en 1689, il n'y eut point de temps où la France et l'Angleterre fussent aussi unies par des liens politiques. Georges I^{er} et le régent craignaient tous deux un prétendant ; celui-ci, dans la personne de Philippe V, roi d'Espagne ; l'autre, dans celle du fils de Jacques. Mûs par ces appréhensions, les deux princes subordonnèrent également la politique et les intérêts de leurs pays à leurs objets personnels d'ambition ou à leurs désirs. Philippe,

duc d'Orléans , était sans doute un des hommes les plus immoraux des temps modernes ; mais , malgré l'éloignement qu'inspirent les scènes scandaleuses de sa vie , on doit convenir qu'il montra plusieurs des grandes qualités et des talens convenables dans le cabinet ou sur le champ de bataille. Son descendant , qui a joué un si malheureux rôle dans la dernière révolution de France , ne lui ressembla que par ses vices. Il n'eût ni le courage distingué , ni l'ardeur pour l'instruction , ni les talens militaires , ni l'aptitude aux affaires publiques , ni l'ame élevée du régent. Si celui-ci n'eût pas été retenu par quelques considérations provenant d'un bon naturel ou par quelques sentimens d'affection , il eût facilement agi envers Louis XV , comme on prétend que Richard , duc de Gloucester , avait agi envers Edouard V , ou , comme on sait , que le dernier duc d'Orléans agit envers Louis XVI et la reine son épouse. Le régent termina ses jours , que les excès abrégèrent , dans les bras de la duchesse de Valori. Le faible ministère du duc de Bourbon eut ensuite

lieu. Il fut à peine de trois années; mais il produisit un événement fort intéressant pour le jeune roi et pour la France; je veux dire son mariage.

Il n'y a point dans le dernier siècle ou dans celui-ci, d'exemple d'une aussi haute élévation que celle de la princesse Leckzinska au trône de France; car on doit regarder le second mariage du czar Pierre avec la paysanne livonienne, Catherine, seulement comme une exception. A peine la Russie pouvait-elle être considérée comme formant une portion du système européen, et ses souverains comme soumis à nos usages. On peut assurément voir un des plus singuliers jeux de la fortune dans l'avènement au trône de France de la fille d'un noble polonais expatrié, que Charles XII, roi de Suède, avait pendant peu d'années donné de force pour roi à ses compatriotes. Cette singularité augmente, quand on réfléchit que le jeune monarque était non seulement fiancé à la fille de Philippe V, son oncle, roi d'Espagne, mais que la jeune princesse destinée à son lit, avait

long-temps résidé en France. Le mariage n'avait été différé que pour attendre que les deux parties eussent l'âge convenable. Cependant, malgré cet obstacle, le duc de Bourbon hasarda de renvoyer à Madrid la fille de Philippe. Près de cinquante ans plus tard, je la vis à Lisbonne, reine de Portugal, et transportée des bords de la Seine sur ceux du Tage, tandis que la princesse polonaise occupait sa place. Le motif attribué à la conduite extraordinaire du duc de Bourbon, fut sa crainte que le jeune roi, à qui sa constitution délicate promettait à peine d'atteindre à l'âge viril, ne mourût sans postérité.

Des personnes connaissant l'histoire secrète de la première partie du règne de Louis XV, m'ont assuré que quand le duc de Bourbon résolut de dissoudre le mariage non consommé du jeune roi et de la fille de Philippe V, il fut très-embarrassé de savoir qui il substituerait à cette princesse. Il avait une sœur, mademoiselle de Sens, née en 1705, que son âge et ses qualités personnelles rendaient une épouse digne de Louis.

Elle demeurait alors près de l'abbesse de Fontevrault, en Anjou, et il était naturel que le duc désirât de l'élever au trône. Mais il était lui-même l'esclave de sa maîtresse, la célèbre marquise de Prie, qui désirait avoir le mérite de nommer la future reine, dans la maison de laquelle et près de qui elle aspirait à occuper un rang distingué. D'un autre côté, tous deux craignaient de donner à leur souverain une épouse dont les charmes, les talens ou l'ambition la pourraient porter à prendre de l'empire sur son esprit. Louis entrant alors seulement dans sa seizième année, élevé dans une grande retraite, à peine initié aux affaires publiques, et, sans être dénué de talens, indolent, réservé, modeste, se défiant de lui-même, devait probablement, comme son oncle Philippe V, être gouverné par une femme douée d'esprit et d'énergie. Avant que le choix tombât sur la sœur du duc de Bourbon, la marquise voulait s'assurer si, choisie pour une si grande élévation, elle manifesterait de la facilité de caractère, de la reconnaissance et de l'attachement

envers celle qui aurait le plus concouru à sa haute fortune. Pour obtenir satisfaction sur un point si important, madame de Prie résolut d'avoir une entrevue avec mademoiselle de Sens, qui ne la connaissait pas personnellement, mais bien de réputation. Prenant donc un nom supposé, elle se rendit à Fontevault; et ayant été présentée à la princesse, trouva le moyen de faire tomber la conversation sur la marquise de Prie. Ignorant que l'étrangère était la marquise de Prie elle-même, la princesse exhala toute son antipathie envers une femme qu'elle considérait comme exerçant sur l'esprit de son frère une influence pernicieuse. Cette manifestation de ses sentimens arrêta le projet formé par madame de Prie, pour la mettre sur le trône de France, et lui fit tourner ses vues d'un autre côté.

Le duc de Bourbon, sans s'arrêter à l'obstacle provenant de la différence des religions, prit le parti extraordinaire de demander pour son maître la main d'une princesse anglaise. Il nomma, comme objet

de son choix, l'aînée des petites-filles de Georges I^{er}, Anne, qui depuis épousa Guillaume V, prince d'Orange. Cet événement eut lieu en 1725. Quelques fortes que fussent les objections naissant de sa profession de la foi protestante, à laquelle il lui eût fallu renoncer pour monter sur le trône de France, l'offre était séduisante; et d'ailleurs, Henriette, sœur de Charles II, avait épousé Philippe, duc d'Orléans et frère de Louis XIV, après la restauration de Charles. Mais Georges I^{er}, quoique flatté de la proposition de faire asseoir une princesse de sa famille sur le trône de France, était trop sage pour l'accepter. Il savait bien qu'une telle alliance, quelque brillante qu'elle fût, et quelques avantages politiques qu'elle semblât promettre, irriterait et mécontenterait ceux qui tenaient à prolonger la succession dans la maison de Hanovre. Madame de Prie ainsi déçue dans deux de ses tentatives pour disposer de la main de Louis XV, et fermement résolue d'effectuer sans délai son mariage, jeta les yeux sur Marie Leczinska, fille de Stanislas. Elle habitait alors, avec

son père, Wissembourg, en Alsace, ville peu éloignée du Rhin, sur la frontière de l'Allemagne, quoique appartenant à la France. Le roi de Pologne y vivait aussi obscurément que, sous le protectorat de Cromwell, Charles II avait vécu à Cologne, dans le siècle précédent. Il attendait si peu à marier sa fille à une tête couronnée, qu'il avait déjà prêté une oreille favorable à un simple gentil-homme, au comte d'Estrées, sujet de la France, qui lui demanda cette princesse en mariage. Stanislas accepta son offre, mais il désira différer la cérémonie jusqu'à ce qu'il pût procurer à sa fille le rang de duchesse à la cour de Versailles.

Dans cette vue, il agit pour faire obtenir le brevet de duc à son gendre projeté, le comte d'Estrées; mais ce fut sans succès. La fortune réservait à Marie Leczinska le premier diadème de l'Europe. Sa principale recommandation était la reconnaissance qu'elle devrait éprouver pour les auteurs d'un tel changement de sa fortune. Elle avait vingt-trois ans, et son futur époux seulement seize. On ne sait de quoi s'étonner le

plus ou de la singularité de ce choix ou de l'apathie de Louis XV, tandis que son ministre et madame de Prie disposaient ainsi de sa personne. Marie Leczinska ne lui apporta en mariage que de la modestie, des vertus et un excellent cœur. Cependant le jeune roi, pendant onze ou douze ans après son mariage, fut un modèle de fidélité conjugale qui contrastait fortement avec les amours de Louis XIV, à une semblable époque, quoique Marie-Thérèse, fille de Philippe IV, possédât plus de charmes que la princesse polonaise. La duchesse de la Valière, madame de Montespan et madame de Fontanges se disputèrent la jeunesse de Louis XIV. Son successeur était au midi et au soir de sa vie, quand il devint amoureux de la duchesse de Châteauroux, puis de la marquise de Pompadour et de la comtesse Dubarry.

Cependant, le pouvoir du duc de Bourbon et de madame de Prie dura peu. Le duc fut banni à Chantilly, en 1726, et, à cette époque, commença l'administration du cardinal de Fleury. Elle dura presque autant que celle de Richelieu, et fut d'environ dix-sept

ans. Quoique Fleury fût très-inférieur à son prédécesseur en force de caractère, en ressources, en énergie, cependant la France lui doit une égale gratitude. Pacifique, économe, doux et sans faste, il semblait propre à guérir les blessures faites à son pays par Louis XIV et le régent. Si Richelieu, comme une autorité contemporaine nous l'assure, osa élever ses yeux sur Anne d'Autriche et lui faire des propositions trop hardies, c'est également un fait, quelque incroyable qu'il paraisse, que Fleury, alors âgé de soixante-dix ans, porta encore plus loin la présomption envers Marie Leczinska. Je n'en rapporterai point les détails par délicatesse. Cependant, cette princesse, certaine de l'ascendant que le cardinal avait obtenu sur son époux, eut trop de prudence pour lui communiquer aussitôt le sujet de ses plaintes. Elle préféra sagement se confier à son père. Elle fit donc part à Stanislas de la témérité du vieux ministre, et le supplia de diriger sa conduite. Elle désirait sur-tout savoir s'il était convenable qu'elle fît part à son époux de cet événement. Sta-

nislàs, en réponse, l'exhorta à garder pour toujours ce secret dans son sein. Il observa, en même temps, que les souveraines sont placées à une assez grande élévation pour rendre presque impossibles aucunes propositions irrespectueuses, à moins qu'en quelque manière elles ne les encouragent. La reine eut la discrétion d'adopter ce conseil judicieux et paternel. Si je n'avais pas reçu cette anecdote d'une personne alors intimement liée avec les principaux personnages de la cour de France, et dont le caractère aussi élevé que son rang, ne laissait aucun doute sur l'authenticité de son récit, je n'aurais point osé hasarder ce fait.

La France doit à Louis XV l'acquisition de la Lorraine, pays dont l'inestimable valeur surpasse tout calcul, et qui surpasse aussi peut-être, en importance réelle, toute augmentation de territoire faite par les armes des Français pendant les trois derniers siècles. Henri II avait conquis sur l'empire germanique Metz, Toul et Verdun, et recouvré Calais, si long-temps possédé par les souverains de l'Angleterre. Henri IV prit

les comtés de Bourg et de Bresse, qui couvrent les frontières du côté de la Savoie. Louis XIII, son fils, ou, pour parler plus exactement, le cardinal de Richelieu y ajouta le Roussillon et la Cerdagne, situés à l'extrémité du royaume, du côté de la Catalogne, tandis que, d'un autre côté, il réduisait à l'obéissance de la France, l'Artois et l'Alsace. Louis XIV, dans le cours de sa longue et ambitieuse carrière de plus de soixante-dix ans, non seulement étendit et fortifia ses frontières vers le Rhin, mais il augmenta ses états par l'addition de la Franche-Comté et d'une partie de la Flandre.* Cependant on peut justement douter si aucune de ces possessions présentait autant de force et de sécurité que celle de la Lorraine. Quand on réfléchit à la beauté et à l'étendue de cette vaste province, qui sépare la Champagne de la Bourgogne, qui, à l'est, est contiguë à l'Allemagne, tandis qu'à l'ouest, ses limites se rapprochent de Paris même, on doit reconnaître que les Français sont ingrats envers la mémoire d'un prince qui réunit pour toujours une

telle étendue de pays. Cette acquisition mit le sceau aux efforts précédemment faits par les rois de France pour la sécurité, la grandeur et la protection de ce royaume. Elle compléta tous les desseins d'une ambition réelle ou sage. Nous ne pouvons, nous, trop sévèrement blâmer la politique indolente ou parcimonieuse et étroite de Walpole, qui laissa le cardinal de Fleury illustrer par un tel acte son administration.

La France ne put pas d'abord possession en son nom propre des duchés de Lorraine et de Bar. La fortune ayant élevé Marie Leczinska au trône de France, donna à son père ces fertiles provinces, en dédommagement de sa couronne idéale de Pologne. On lui en assura pendant sa vie les jouissances et les revenus. Une telle substitution était, en effet, changer l'armure de Diomède contre celle de Glaucus, un sceptre inutile contre un sceptre d'or.

Stanislas, lorsque cet événement eut lieu, en 1756, était âgé déjà de près de soixante ans. Il fut, pendant près de trente, duc de Lorraine. Son administration douce, bien-

faisante, libérale, le fit aimer de ses nouveaux sujets. Il embellit Nancy, sa capitale; mais il tint principalement sa cour et fit sa résidence à Lunéville, où il mourut par suite d'un accident extraordinaire : il y fut brûlé. Charles, roi de Navarre, surnommé *le Mauvais*, périt presque de la même manière, environ quatre cents années auparavant, à Pampelune. Feu lady Marie Churchill, fille de sir Robert Walpole, qui résidait alors à Lunéville avec son mari, m'a plus d'une fois raconté les particularités de la mort de Stanislas. M. Churchill et lady Marie, qui vivaient dans son intimité, dinèrent à son château de Bon-Secours, peu éloigné de Lunéville, la veille de la catastrophe qui termina sa vie. Elle m'assura que, quoique très-accablé par l'âge et les infirmités, ayant alors près de quatre-vingt-neuf ans, il conservait toutes ses facultés et sa bonne humeur. Naturellement galant, il avait une maîtresse nominale, la marquise de Boufflers, qui occupait une partie du palais de Lunéville, et à laquelle il était très-attaché, quoiqu'il ne montrât ni jalousie

ni mécontentement de la préférence qu'elle accordait à un plus jeune rival. Son chancelier était parvenu à s'insinuer dans les bonnes grâces de madame de Boufflers, et Stanislas ne l'ignorait pas. Se retirant, un soir, dans son appartement, il prit congé d'elle, l'embrassa, et lui dit : « Mon chancelier vous dira le reste. » Allusion plaisante aux paroles bien connues par lesquelles les rois de France, lorsqu'ils tiennent un lit de justice, finissent toujours leurs harangues. Stanislas, pendant les dernières années de sa vie, se retirait chaque soir à neuf heures, et son départ était le signal pour commencer le faro. Toutes les personnes des deux sexes composant sa cour et sa maison, s'occupaient alors de ce jeu, et le continuaient, sans interruption, jusqu'à une heure avancée. Une circonstance presque incroyable, c'est que la rage de ce jeu devint bientôt générale, et s'empara de tous les habitans du palais, y compris les marmitons et les valets. Assemblés autour de la table, ils jetaient leurs écus sur les cartes, par-dessus les têtes des personnes de la société. Un tel fait prouve

assez le relâchement de mœurs qui avait lieu à la cour de Lorraine sous Stanislas.

Sa mort , ainsi que lady Marie Churchill me le raconta , eut lieu en février 1766 , de la manière suivante. Le vieux roi , qui , selon l'usage des Allemands et des Polonais , avait beaucoup l'usage de fumer , consommait ordinairement plusieurs pipes de tabac en une journée. Seul , et en robe de chambre , il voulut jeter les cendres hors de sa pipe , et mit le feu à son vêtement. Son valet de chambre , qui seul avait le privilège d'entrer dans son appartement , venait , par malheur , de partir pour Lunéville. Les cris du roi ne furent pas aussitôt entendus ; mais quand ils parvinrent jusqu'à l'officier de garde dans la chambre extérieure , ce militaire courut au secours du prince. Il parvint à l'étendre à terre , et à éteindre bientôt les flammes. Stanislas eût pu survivre à un tel accident , s'il n'avait été accompagné d'une circonstance singulière. Devenu dévot pendant ses dernières années , ce prince , par pénitence , portait constamment sous sa chemise , sur sa peau , un reliquaire d'argent ,

ayant, d'espace en espace, des pointes dans l'intérieur. Ces pointes étant échauffées, et pressées contre son corps, lorsqu'on éteignit le feu, lui firent un grand nombre de blessures qui, dans un âge aussi avancé que le sien, furent trop graves pour sa faible constitution. Voyant que sa fin approchait, et qu'il ne lui restait que peu d'instans à vivre, il exprima un vif désir de voir M. Churchill et lady Marie. Ils se rendirent aussitôt près de lui. Le roi les reçut avec une grande bienveillance; et, parfaitement maître de lui-même, prit congé d'eux d'un air très-calme, remarqua la singularité de sa destinée, pendant toute sa vie, et ajouta, en songeant à l'étrange manière dont il mourait : « Il ne manquait qu'une pareille mort à un aventurier comme moi. » Il mourut peu de temps après, conservant son intelligence et sa présence d'esprit jusqu'aux derniers momens de son existence.

Si, par la paix de 1756, Louis XV acquit la Lorraine à la France, il couvrit de gloire militaire son pays, et lui-même, pendant la guerre qui commença en 1741, à la mort

de l'empereur Charles VI. Fleury n'était plus; lui et Wapole avaient terminé presque en même temps leurs jours et leur carrière politique. L'histoire, à aucune époque, n'offre l'exemple d'un premier ministre commençant, ainsi que Fleury, son administration à soixante-treize ans, et gardant le pouvoir jusqu'à quatre-vingt-dix. Un tel fait doit être considéré comme une exception aux lois générales de la nature, tant morales que physiques. Le cardinal Ximenès, en Espagne, approcha le plus de Fleury. Il mourut à quatre-vingt-un ans. En 1744, dans l'année qui suivit la mort de Fleury, Louis fut saisi, à Metz, d'une fièvre qui manqua de terminer sa vie. S'il fût mort alors, comme on s'y attendit presque à chaque moment pendant plusieurs jours, sa mémoire eût été vénérée dans les cœurs de ses sujets et dans tout le reste de l'univers. Les Romains n'offrirent pas au ciel des vœux plus ardens pour la guérison de Germanicus, que les Français pour la sienne. Ils furent, par malheur, exaucés, et on est forcé de s'écrier avec Juvénal :

« La Campanie prévoyante avait donné à Pompée une fièvre désirable ; mais les vœux d'une foule de villes et ceux du peuple l'en délivrèrent. »

Quoique Louis , comme Pompée , eût survécu à ces témoignages de faveur populaire , pendant tout le cours de la guerre , jusqu'à sa fin , en 1748 , il continua de mériter et conserva l'affection de la nation Française. Quatre brillantes et victorieuses campagnes , à l'une desquelles il assista , le rendirent maître de tous les Pays-Bas autrichiens. Les trophées militaires de Marlborough , érigés quarante ans plutôt dans les mêmes plaines , furent perdus à Fontenoy , Rocoux et Lawfeldt. Plus grand encore par sa modération que par ses conquêtes , il donna la paix à l'Europe , dans Aix-la-Chapelle , lorsque la Hollande était ouverte à ses attaques , et que M. Pelham , alors à la tête des conseils de l'Angleterre , ne possédait , pour soutenir la lutte , aucune ressource militaire ni pécuniaire. Louis XIV inspira , sans doute , plus de terreur à de certaines époques de son règne ; mais jamais il n'excita

plus de respect que son successeur, lors de la conclusion de la grande guerre qui eut lieu à l'avènement de Marie-Thérèse.

C'est un sujet curieux de réflexion, que, pendant cette brillante portion du règne de Louis XV, tandis que les armées françaises subjuguèrent ainsi les Pays-Bas, elles fussent commandées par des étrangers. A Condé, Turenne et Luxembourg, avaient succédé Catinat, Vendôme, Boufflers et Villars; mais ces derniers généraux ne laissèrent point de successeurs. En 1754, Villars, presque octogénaire, survivait seul à ces illustres chefs, qui, depuis la journée de Rocroy jusqu'à celle de Denain, avaient conduit la victoire dans tant de contrées européennes. En 1734, un Anglais, le duc de Berwick, fils naturel de Jacques II et d'Arabella Churchill, sœur du grand duc de Marlborough, était placé sur le Rhin à la tête des forces françaises; et de 1745 à 1747, un Allemand et un Danois soumirent la Flandre à Louis XV. Le premier de ces deux généraux, le maréchal de Saxe, acquit une réputation militaire à peine surpassée par

aucun autre guerrier dans les temps modernes. Lowendahl, le second, s'immortalisa par la prise de Berg-op-Zoom, alors regardée comme une place imprenable, et la mieux fortifiée du continent. Ils ne survécurent, l'un et l'autre, que peu d'années à la paix d'Aix-la-Chapelle. J'ai été dans l'appartement du palais de Chambord, près Blois, où le maréchal de Saxe mourut, en décembre 1750; exténué par les plaisirs qui avaient énérvé sa constitution herculéenne, et causé sa fin prématurée, à cinquante-quatre ans. Fils naturel d'Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, il hérita de son père une force de corps extraordinaire; mais comme Milon, l'antique athlète, « il périt par trop de confiance en ses forces prodigieuses. »

Il vivait magnifiquement à Chambord, et y entretenait constamment une troupe de comédiens, comme s'il eût été un souverain. Mademoiselle de Chantilly, actrice en grande réputation, à Paris, attira, par sa beauté non moins que par ses talents, l'attention du maréchal. Il lui fit proposer de

se rendre à Chambord pour y jouer sur son théâtre. Mais déjà mariée à l'auteur Favart, et connaissant les desseins du maréchal sur sa personne, elle rejeta toutes ces offres. Résolu de la posséder, le maréchal s'adressa au lieutenant de police, M. Berruyer, et le pria de la contraindre à faire le voyage de Chambord. Berruyer, voulant obliger le maréchal de Saxe, employa tous les argumens, et les fortifia par de très-grandes offres pécuniaires ; voyant toutes ses tentatives inutiles, il envoya à l'actrice une lettre de cachet pour lui ordonner de se rendre aussitôt en prison ou à Chambord. Il faut avouer que cet odieux abus de pouvoir, qui rappelle Appius et Virginie, excite l'indignation contre un agent du gouvernement, capable d'avoir recours à de tels expédiens pour satisfaire les desirs licencieux d'un débauché blasé. Ainsi placée entre la prison et le sacrifice de sa personne, madame Favart préféra le dernier parti, comme beaucoup d'autres eussent fait dans sa situation, sans peut-être se voir autant censurées qu'elle le fut. En effet, ce récit excite la pitié, non

la sévérité de tout homme généreux. Les moyens employés par le maréchal pour ranimer ses forces, le conduisirent au tombeau peu de temps après. Il mourut donc à peu près de la même manière que le duc d'Orléans, régent, environ vingt-cinq années auparavant. Sous le rapport des qualités de l'esprit, des vertus et des vices, le maréchal eut, avec ce prince, quelque analogie.

Non seulement Louis XV occupa la première place parmi les souverains de l'Europe pendant près de huit ans, depuis le traité d'Aix-la-Chapelle jusqu'à la guerre de 1756, mais long-temps après cette rupture, les succès furent du côté de la France. Ses armées maintinrent son ascendant au-delà de l'Atlantique, dans la Méditerranée et en Allemagne, aussi bien que sur ses propres côtes. Mézerai se fût étendu avec plaisir, comme Voltaire, sur les événemens de Minorque ou de Ticonderago, sur la défaite de Braddock dans la Caroline, sur les affaires de Closter-Seven, de Saint-Cast et de Rochefort ; d'un autre côté, Hume ni Smollett

n'eût pu retirer du récit de ces funestes journées aucun sujet de triomphe. On doit admettre que de 1759 à 1762, Louis et la France cédèrent à l'énergie du premier M. Pitt; mais tous les avantages obtenus par ce grand ministre dans les deux hémisphères, sur mer comme sur terre, des Philippines à Cuba, et du cap Breton au Sénégal, furent sacrifiés à la paix de Fontainebleau. Nous paraissions n'avoir affaibli les deux branches de la maison de Bourbon, que pour relever leur puissance, en leur rendant tout ce que sagement nous aurions dû retenir, et en acquérant ou retenant tout ce qu'en bonne politique nous aurions dû rendre à la France et à l'Espagne : témoins le Canada et la Floride que nous conservâmes; témoins la Havane, la Martinique, la Guadeloupe et tant d'autres îles que nous cédâmes, sans parler de Manille, dont le ministère Anglais ignorait la prise lorsqu'il signa le traité, et dont jusqu'à ce moment la rançon n'a pas encore été payée. Junius a pu s'écrier que l'ambassadeur qui signa des conditions si inconvenantes, avait vendu

son pays. Les amis de scandale ont pu, quoique sans doute injustement, assurer que la princesse douairière de Galles avait reçu de la cour de Versailles un présent de 100,000 livres sterling, et que le premier ministre, lord Bute, en avait eu pour sa part 96,000. La popularité de Georges III, soutenue de vertus privées, exemplaires et irréprochables, ne peut soutenir le choc d'une pareille paix qui le rendait l'objet de la censure, autant que la reine Anne le fut, lors du traité d'Utrecht.

De 1763 à 1770, la France répara ses pertes; et tant que ses conseils furent guidés par le caractère vigoureux et entreprenant de Choiseul, Louis XV, quoique vaincu dans la lutte précédente, reparut au moins avec autant de dignité sur le théâtre de l'Europe, que Louis XIV après la guerre de la succession. Choiseul, tranquille du côté de la Flandre et de l'Allemagne, par l'alliance existant avec la maison d'Autriche depuis 1756, donna des secours aux insurgens polonais contre Catherine II, jeta les fondemens de la révolution effectuée en

Suède par Gustave III, l'an 1772, et réduisit sous l'obéissance de son maître l'île de Corse. Ce fut presque dans ce temps que ce pays donna naissance à un homme dont l'insatiable ambition et l'infatigable vengeance ont également dévasté le territoire français, souillé de ses crimes ou converti en déserts les plus florissans royaumes du continent. L'horreur universelle excitée par ses atrocités, rend inutile de nommer ce monstre dont l'existence, et plus encore la retraite dans une île près des côtes délicieuses de la Toscane, à moitié chemin de Livourne et de Toulon, semble accuser la justice non moins que la politique des puissances européennes.

Louis XV, comme son prédécesseur, survécut à son fils unique, justifiant la remarque du poète romain sur les maux qui accompagnent et caractérisent une longue vie, lorsqu'il dit :

« Ceux qui vivent long-temps éprouvent cette infortune que les désastres de leurs maisons se renouvellent sans cesse, et qu'ils vieillissent dans de nombreuses douleurs,

dans une affliction perpétuelle et dans les vêtemens du deuil. »

Le dauphin Louis mourut à Fontainebleau, vers la fin de 1765, à environ trente-six ans. Si l'on considère sa mort en elle-même, eu égard à son caractère et aux qualités de son esprit, ou si l'on songe au règne déplorable de son fils, règne que, sans métaphore, on peut dire avoir conduit la France à l'échafaud, on sera forcé de regarder la mort prématurée du dauphin comme un des événemens les plus malheureux qui aient eu lieu pour la monarchie française et pour la maison de Bourbon. Des personnes qui avaient près de lui un accès facile, et qui occupaient dans sa confiance une place distinguée, m'ont assuré que cette mort prématurée fut l'effet des médecines qu'il prit pour chasser une éruption qui s'était manifestée à sa bouche. On supposa qu'il prit ce mal de son épouse, la dauphine, princesse saxonne, fille d'Auguste III, roi de Pologne, et qui avait dans le sang une violente humeur scorbutique. La méchanceté alla jusqu'à accuser le roi d'avoir causé la mort du dauphin, en

lui faisant donner du poison lent ; circonstance principalement fondée sur l'état d'affaiblissement et de langueur auquel il fut réduit pendant la longue maladie qui le conduisit au tombeau ; mais, dans la réalité, il n'exista pas le plus léger fondement pour une si atroce imputation.

Quoique Louis XV, naturellement indolent et porté au plaisir, devint sur la fin de sa vie porté à la débauche comme Tibère, ce prince ne se montra jamais cruel, ni d'un caractère féroce par système. Son fils possédait un esprit ferme et un jugement solide, acquis par la culture des lettres. Le dauphin montrait autant de penchant pour la société des hommes distingués par leurs talens, que Louis XV, pendant tout son règne, eut pour eux d'éloignement. Quoique dévot, il n'en cherchait pas moins les occasions de converser avec des gens connus pour avoir embrassé des idées contraires à la foi catholique aussi bien que subversives de la religion révélée. Il eut, peu de temps avant sa mort, un long entretien, principalement sur des questions.

philosophiques, avec David Hume, alors secrétaire de l'ambassade anglaise à Paris, et au plus haut point de sa réputation littéraire, et, comme le dit l'épître héroïque où il est nommé : *ivre de vins français et de louanges françaises*. Quand Hume fut présenté au dauphin : « Je sais, lui dit ce prince, que vous pensez très-librement sur des matières liées à la révélation ; mais mes principes sont fixés, ainsi parlez-moi ouvertement ; car autrement je ne ferais que converser avec un homme masqué. » Il fut le troisième dauphin en ligne directe, dans l'espace de cinquante-quatre ans, qui atteignit l'âge d'homme sans monter sur le trône. Sa mort fut suivie, peu de temps après, par celles de la dauphine sa veuve et de la reine sa mère. Louis XV, âgé de près de soixante ans, n'eut plus près de lui que ses filles et ses petits-enfants.

Louis XV disgracia Choiseul, et rejeta l'occasion favorable qui lui était offerte par la dispute de l'Angleterre et de l'Espagne pour les îles Falkland, de recouvrer les pays perdus par la France dans la guerre.

précédente : dès ce moment il s'abandonna à des plaisirs peu faits pour son âge. Par malheur pour sa mémoire, il a été jugé d'après cette portion peu glorieuse de sa vie. Cependant, lors même que les ducs d'Aiguillon et de Richelieu dirigeaient les affaires publiques, lorsque le grand-sceau de France était confié à Maupeou, et que l'abbé Terray était ministre des finances, lorsqu'enfin une femme telle que madame Dubarry présidait aux amusemens du monarque, il donna encore des preuves de vigueur dans sa conduite envers les parlemens de son royaume, qu'il envoya en exil; bien différent de son trop facile successeur, qui se laissa accabler par les effets progressifs des innovations populaires.

Quand Louis XV mourut, la France se livra aux espérances les plus vastes et se forma les plus grandes visions de félicité sous le nouveau règne. Cependant Louis XV, en 1770, avait refusé de se réunir à Charles III, roi d'Espagne, lorsque tout l'invitait à rompre avec l'Angleterre. Il avait pris, à la connaissance du public, la résolution inal-

térable de terminer ses jours en paix. On peut donc affirmer qu'un tel prince, à soixante-huit ou soixante-dix ans, n'eût pas envoyé Lafayette et Rochambeau au-delà de la mer Atlantique, pour y puiser les principes de rébellion et de républicanisme qu'ils revinrent inspirer à la France et qui renversèrent le trône. Louis XVI, quatre années seulement après son avènement à la couronne, souscrivit, quoique ce fût contre son sentiment personnel, à cette résolution pernicieuse et imprudente, d'où résulta en grande partie la chute de son pouvoir.

On ne peut se rappeler sans surprise que Louis XV manifesta, dans sa dernière maladie, plus de soin pour le bien-être et la fortune de madame Dubarry sa maîtresse, après sa mort, que son prédécesseur n'en avait montré pour madame de Maintenon, à laquelle il avait été uni pendant plus de trente ans par les nœuds du mariage. La veuve de Scarron ne possédait rien en propre, le 1^{er} septembre 1715, époque de la mort de Louis XIV, excepté la terre de Maintenon qu'elle avait achetée et une pension de la

couronne de 2000 louis d'or par an. Madame Dubarry, outre les sommes immenses qu'elle avait reçues de son royal âmant pendant sa faveur, eut de lui le beau château et la terre de Lucienne, près Marly. Cependant Louis XIV, avant de mourir, se contenta de recommander sa future veuve à la protection du duc d'Orléans. Son successeur, au contraire, dès le commencement de sa maladie, exprima de grandes inquiétudes à l'égard de sa maîtresse, et remit confidentiellement aux mains du duc d'Aiguillon, pour l'usage de madame Dubarry, dans le cas où il viendrait à mourir, un portefeuille contenant, en billets de caisse, 3 millions de France. Le duc, en vrai courtisan, porta ce dépôt au nouveau roi.

A soixante-quatre ans, Louis XV mourut de la petite vérole à Versailles, comme son grand-père, le dauphin, fils unique de Louis XIV, en était mort à Meudon, en 1711. Tant qu'on put raisonnablement espérer sa guérison, madame Dubarry continua de se tenir près de lui. On lui cacha soigneusement toute idée de la nature de

son mal; on ne le laissa point se regarder dans une glace, pour qu'il ne connût pas le changement opéré sur son visage par les pustules qui le couvraient. Le duc de Richelieu veillait à la porte de sa chambre à coucher, pour empêcher qu'aucun ecclésiastique ne vînt l'avertir de son danger; mais aussitôt que sa situation fut connue, aussitôt que l'on répandit le bruit de l'impossibilité de sa guérison, puisqu'il était attaqué d'une maladie si funeste, madame Louise de France, la plus jeune des filles du roi, qui avait pris le voile, comme carmelite, quitta le couvent dont elle était prieure à Saint-Denis, et se rendit à Versailles. Elle insista pour être admise près de son père, de manière à ne pas être refusée; et l'avertit de son état, ainsi que de la mort qui le menaçait. Déjà les ravages du mal ne permettaient plus de conserver aucun espoir. Madame Dubarry, quelques jours auparavant, avait été renvoyée à Lucienne. Le roi expira dans un petit lit blanc placé entre deux croisées de son appartement, constamment ouvertes à cause de la chaleur,

quoique la saison ne fût pas très-avancée, puisqu'on n'était qu'au 10 mai 1774. Ces particularités m'ont toutes été racontées peu de temps après par un de ses pages, qui resta près de lui pendant tout le cours de sa maladie.

Il est évident, d'après ces faits, que le successeur de Louis XV monta sur le trône sous les plus favorables auspices. A la majesté de la première couronne de l'Europe, il joignait l'éclat de la jeunesse, n'ayant pas encore atteint sa vingtième année; mais, quoique jeune, il ne possédait ni les grâces, ni l'activité, ni la vivacité d'esprit qui ordinairement caractérisent cette époque de la vie. Lourd, inactif, disposé à la corpulence, et peu propre aux exercices du corps, à l'exception de la chasse, il paraissait, comme Jacques 1^{er}, peu fait pour paraître sur un champ de bataille. Ses manières étaient réservées. C'était le résultat de son éducation négligée qui, pendant la vie de son grand-père, le faisait appeler, par madame Dubarry, le *gros garçon mal élevé*. Cependant jamais prince ne manifesta des inten-

tions plus droites, une plus grande probité, ou un plus grand désir d'accroître le bonheur de son peuple. Son jugement ne le rendait nullement incapable de réaliser ces desseins bienfaisans. Il travailla même, dès le commencement de son règne, à réparer les défauts de son éducation, en se livrant à des études particulières. Il montra pour la géographie une passion sans égale, et il est bien connu qu'aucun de ses ministres ne l'égalait dans cette branche de connaissances. Avant 1778, époque où le cabinet de France prit l'imprudente détermination d'aider les Américains, en leur envoyant d'Estaing avec une flotte, Louis XVI possédait si bien la topographie du continent, que, du fleuve Saint-Laurent à l'extrémité méridionale de la Floride, pas un cap, pas une baie, une rivière, et presque pas le moindre atterrage ne lui étaient inconnus. Très-attaché à la reine sa femme, et prévenu contre toute liaison de galanterie, il eut une fidélité conjugale hors de doute, et dans toutes les relations de sa vie domestique, on dut le regarder non seulement comme irréprocha-

ble, mais comme digne de grands éloges. Georges III lui-même ne mérita pas plus d'estime et d'approbation pour son caractère privé.

Pénétré des plus profonds sentimens de piété filiale, et de respect pour la mémoire et les préceptes du dauphin son père, il choisit ses ministres d'après ses instructions écrites qu'il avait conservées avec soin, et auxquelles il porta une obéissance religieuse. Ces instructions le déterminèrent à placer le comte de Maurepas à la tête de la nouvelle administration, quoique ce seigneur fût déjà d'un âge très-avancé. Il était, en effet, aussi vieux que le cardinal de Fleury, quand il prit la conduite des affaires, en 1774. Il avait alors soixante-treize ans, dont il avait passé les vingt-cinq précédentes en exil à Bourges, obscure capitale de la province centrale du Berry. On peut cependant mettre en question si, dans ce choix, Louis XVI fut heureux. Quoique Maurepas fût un homme doué de talens supérieurs et qu'il conservât, dans un âge avancé, toute la fraîcheur de son esprit, il entraîna son pays

dans l'alliance avec l'Amérique , qui , peu de temps après , fut reconnue pour la principale cause de toutes les calamités révolutionnaires dont la France a été désolée. Le roi parut manifester plus de discernement en choisissant Vergennes pour le département des relations extérieures. J'étais à Stockholm , en juin 1774 , lorsque le courrier qui apporta la nouvelle de la mort de Louis XV , remit à M. de Vergennes , alors ambassadeur de France en Suède , des lettres qui le rappelaient à Paris pour y devenir membre du ministère. Heureusement pour eux , ni Maurepas ni Vergennes ne vécurent assez pour voir le commencement de la révolution.

Si la réunion de presque toutes les qualités qui , dans une condition privée , concilient l'estime et excitent le respect , avaient pu assurer à Louis XVI un règne tranquille , il eût justement pu prétendre à ce bonheur. Mais , malheureusement , il lui manquait ces traits de caractère plus hardis et plus fermes , qui assurent le pouvoir , répriment ou anéantissent les innovations , retiennent

les diverses classes de sujets dans leur sphère, inspirent une crainte utile, et préservent le trône de toute insulte comme de toute attaque. Ces défauts ne furent pas apparens pour la nation dès 1776; mais ils n'en frappaient pas moins ceux qui avaient accès près de la personne du roi : peut-être eût-il pu se soutenir à son rang, s'il eût régné dans des temps plus tranquilles, ou s'il eût été le successeur immédiat de Louis XIV, sous lequel, quoique la monarchie fût agitée, et quoiqu'elle eût été presque renversée par des ennemis étrangers vers la fin de son règne, cependant le principe et le pouvoir monarchique restaient fermement imprimés dans l'opinion publique. Mais avant le commencement de la guerre d'Amérique, Voltaire, Rousseau et leurs disciples avaient miné à la fois les fondemens du trône et de l'autel, en avançant des principes philosophiques, dont les résultats devaient porter les classes inférieures au-dessus des premiers ordres de la société. Non seulement un esprit de recherches, de mécontentement, de plaintes et de réforme, pénétrait dans la masse de la popu-

lation, mais il avait encore infecté l'armée, la marine, et, quelque étrange que la chose puisse paraître, l'Eglise elle-même : il menaçait des résultats les plus alarmans. Henri IV et Sully l'eussent prévu et détruit à son origine ; Louis XIII et Richelieu l'eussent combattu et dompté, les armes à la main ; Louis XIV et Louvois l'auraient dispersé ou bien intimidé par des mesures de rigueur ; enfin, le duc régent, Fleury ou Choiseul ne lui auraient pas indolément permis d'accroître sa puissance destructive jusqu'à ce qu'il produisit un incendie général.

Si jamais la France eut besoin d'un chef fort et même sévère, ce fut à la mort de Louis XV, lorsque la personne de ce prince et le trône lui-même étaient également, quoique d'après différentes causes, rabaissés dans l'opinion. Un homme énergique et possédant des talens militaires, au lieu de réformer les troupes de la maison royale, de désarmer l'autorité souveraine, puis de convoquer imprudemment les états-généraux, aurait monté à cheval, mis dans la Bastille une forte garnison, arrêté les premiers

instigateurs de la sédition, envoyé le duc d'Orléans à Vincennes; enfin, il se serait mis à la tête de son armée contre des sujets rebelles : un tel roi eût défié la révolution. Mais Louis XVI avait une double inaptitude morale et physique à prendre un tel parti. Depuis Philippe de Valois, et peut-être même depuis Hugues Capet, fondateur de la troisième dynastie, il était le seul roi de France qui, dans aucune occasion, n'avait paru en personne au milieu de ses soldats. Quoique Louis XV et son fils le dauphin ne se fussent pas distingués par leur ardeur martiale, ils avaient cependant paru à l'armée. Ils firent une campagne dans les Pays-Bas; et à la bataille de Fontenoy, furent placés par le maréchal de Saxe de manière à être au moins spectateurs de la victoire remportée dans ce jour mémorable. Leur infortuné descendant ne put jamais consentir à de semblables démarches : il avait même de la répugnance à se montrer dans la paisible cérémonie d'une revue.

Dans l'été de 1776, lorsque je quittai la France, Marie-Antoinette avait atteint au

plus haut degré de sa beauté et de sa popularité. L'attachement de la nation pour elle déclina depuis 1777, époque où son frère l'empereur Joseph II vint à Paris. Après leur entrevue, les ennemis de la reine l'accusèrent, avec autant de fausseté que de malignité, de sacrifier à ses liaisons de famille avec l'Autriche, les trésors et les intérêts de la monarchie française. Ses charmes personnels, que Burke a exagérés, consistaient plus dans son air de dignité, la noblesse de sa taille et les grâces de son maintien, qui tous annonçaient une reine, que dans ses traits, qui manquaient de douceur et de régularité. Elle avait les yeux faibles ou plutôt échauffés; mais son teint, qui était éblouissant, sa jeunesse, la richesse de sa parure, dans laquelle elle montrait beaucoup de goût, frappaient tous ceux qui la voyaient. A cette époque de sa vie, le plus grand reproche que la nation lui fit, était sa stérilité; car elle était mariée depuis six ans sans donner l'espoir qu'elle eût des enfans. Mais Anne d'Autriche avait, pendant près de vingt-deux années, mérité le même repro-

che, avant de donner le jour à Louis XIV. Le comte de Provence était aussi sans enfans, quoiqu'en 1771, il eût épousé une fille du roi de Sardaigne. Le comte d'Artois, le plus jeune des trois frères, marié à une autre princesse de Savoye, était déjà devenu père. Son fils, né en 1775, avait été créé duc d'Angoulême. La reine enfin, en décembre 1778, donna le jour à une fille, que ses souffrances non méritées, sa piété filiale et ses vertus ont rendue justement chère à toute l'Europe. Marie-Antoinette ne donna le jour à un dauphin que quelques années plus tard.

Des trois frères, le comte d'Artois avait l'extérieur le plus gracieux. Toute la dignité de Louis XIV était devenue son partage. Son frère aîné, le comte de Provence, qui ressemblait au roi, était moins connu de la nation en 1778, que les deux autres princes. D'un caractère modéré, et aimant à vivre retiré, possédant un vigoureux esprit, mais nuls talens dangereux, il se montra dans toutes les occasions le sujet le plus soumis. Les deux frères du roi résidaient constamment à Versailles, dans une partie du cha-

teau. Ils accompagnaient le roi , lorsqu'il allait à Compiègne et à Fontainebleau. D'ordinaire ils allaient aussi avec lui à la messe ou à la chasse , et ne s'absentaient jamais , même pour aller à Paris , sans sa permission. Philippe , duc de Chartres , trop bien connu par ses intrigues politiques , fruits de la vengeance et du crime , et qui plus tard concoururent si fortement à la chute de la maison de Bourbon , était déjà , dès le temps dont je parle , l'objet du blâme et des mépris du public. Il était alors marié depuis plusieurs années à la seule fille et héritière du duc de Penthievre , seul descendant mâle qui restât des enfans illégitimes de Louis XIV. La voix publique accusait le duc de Chartres d'avoir plongé le prince de Lamballe , son beau-frère et seul fils du duc de Penthievre , dans des débauches qui terminèrent sa vie à la fleur de l'âge. Ce prince avait épousé très-jeune une des princesses de Carignan , collatérales de la maison de Savoye , et dont la mort tragique , en 1792 , forme un trait révoltant dans l'œuvre de sang appelée la *révolution française*.

Comme le prince de Lamballene laissa pas d'enfans, on assura que le duc de Chartres avoit accéléré ou plutôt causé sa mort, d'après le motif sordide et détestable d'hériter, aux droits de son épouse, des vastes possessions du duc de Penthièvre. Quoique cette imputation soit destituée de preuves, et peut-être même d'un juste fondement, le caractère dissolu du duc la fit généralement croire véritable. Affectant de prendre pour modèle le duc d'Orléans régent, son bisaïeul, dont le portrait étoit toujours suspendu près de son lit, il n'imita ce prince que dans ses mœurs dépravées et ses débauches. Le régent fut blessé en Italie, l'an 1706, lorsqu'il se battait avec un courage étonnant dans les tranchées devant Turin : en Espagne, il commanda les armées françaises avec gloire ; en France, il gouverna pendant la minorité de Louis XV. Quels qu'aient été ses vices, il les racheta, jusqu'à un certain degré, par sa valeur, sa loyauté et sa capacité. Son descendant dégénéré encourut l'horreur de toute l'Europe, renversa le trône de France, périt sur l'échafaud, et

peut être considéré comme l'individu le plus atroce et le plus criminel qui ait paru dans les temps modernes, pour le malheur du monde, à l'exception du seul Buonaparte.

Revenu en Angleterre, dans l'été de 1776, j'allai peu de temps après visiter lord Nugent, à Gosfield, dans le comté d'Essex. Ce lieu a depuis, lors des événemens révolutionnaires de nos jours, accordé un asile temporaire au représentant de la race capétienne, lorsqu'il fut exclu d'un pays sur lequel ses ancêtres avaient régné par une succession non interrompue de mâle en mâle, depuis plus de huit cents années ! Quand je vins à Gosfield, parmi les hôtes qui attiraient le plus d'attention, il faut placer le dernier lord Temple, alors fort âgé et fort infirme. Il était grand et gros sans être trop gras. Une maladie dont le siège était dans ses côtes, le courbait presque en deux, et le forçait, en marchant, de se servir d'une espèce de béquille ; mais son esprit paraissait n'avoir point baissé. Sa conversation était animée, brillante et pleine d'agrément. Quoique dans des ouvrages satyriques ou

dictés par l'esprit de parti, on lui eût donné un sobriquet qui lui reprochait une naissance commune, et que ce reproche parût fondé, il n'en avait pas moins l'air d'un homme de haut rang, quand il était assis à table, avec les décorations de l'ordre de la jarretière. Il est bien connu que, tout en cédant à la violence ou à l'importunité de ses ministres, Georges II manifestait souvent dans ces occasions beaucoup de répugnance et même de mauvaise humeur. Ce prince détestait fortement lord Temple. Obligé cependant, d'après des arrangemens politiques très - opposés à ses inclinations personnelles, de conférer à ce seigneur l'ordre de la jarretière, il ne prit nullement la peine de cacher son aversion, tant pour l'individu que pour la cérémonie. Au lieu de placer avec dignité le ruban sur l'épaule du nouveau chevalier, le roi, détournant la tête et murmurant d'une manière indistincte, quelques paroles de mécontentement, le lui jeta, puis lui tourna le dos, au même instant, de l'air le plus dur.

Georges III, dans ces occasions, possé-

dait ou exerçait plus d'empire sur ses passions que son grand-père. Cependant, il n'exécutait pas toujours les ordres de son ministre, lorsqu'ils lui étaient désagréables, sans faire quelque résistance. Je tiens d'une autorité très-respectable, que la cérémonie où le marquis de Camden actuel, revenu d'Irlande où il avait été lord-lieutenant, reçut l'ordre de la jarretière, le roi, fort peu disposé à le lui accorder, montra beaucoup de mauvaise humeur. Cependant, sachant que la chose devait avoir lieu, car Pitt avait fortement insisté sur ce point, le roi prit le ruban dans sa main, et se tournant vers une personne présente, avant que le nouveau chevalier approchât, il lui demanda s'il connaissait le nom de baptême de lord Camden. Le courtisan lui répondit qu'il s'appelait Jean Jeffreys. « Quoi ! quoi ! dit le roi, Jean Jeffreys ! C'est, je crois, le premier chevalier de la jarretière qui jamais se nomma Jean Jeffreys. » L'aversion de Georges II envers lord Temple eut son origine dans des motifs personnels, mais des motifs politiques l'augmentèrent. La répu-

gnance du roi actuel pour accorder l'ordre de la jarretière à lord Camden vint probablement de ce qu'il ne regardait pas sa naissance comme assez illustre, quoiqu'elle fût très-respectable; mais les grands talens et les qualités de lord Temple ont donné du lustre à son nom de Pratt; et lord Camden était l'héritier et le représentant d'un homme qui, dans son caractère public, réunit une partie des plus brillantes qualités dont l'espèce humaine puisse être ornée. Son fils dut originairement à ces qualités le titre de pair dont il hérita. La faveur de M. Pitt lui procura ensuite la décoration de la jarretière.

Lord Nugent fut créé comte irlandais, lorsque j'étais à Gosfield. Il avait obtenu auparavant le titre de vicomte Clare. Dans le cours d'une longue vie, il s'était élevé de l'état de simple gentil-homme, d'une ancienne famille irlandaise, au titre de comte d'Irlande. Il parvint à transmettre cette dignité, ainsi que son nom, au dernier marquis de Buckingham, alors M. Grenville, qui avait épousé sa fille unique. Ils étaient tous

deux à Gosfield, dans le temps dont je parle. Lord Nugent partit pour la ville, afin de baiser la main du roi, à cause de la nouvelle création. Il revint le lendemain, lorsque nous étions à table, après-dîner. Le sujet de sa visite à Saint-James était bien connu de toutes les personnes présentes; mais il nous l'annonça, aussitôt après avoir pris place, en remplissant de vin un verre, et en portant la santé de sa fille, sous la dénomination de *lady* Marie Grenville.

Lord Nugent, dans sa jeunesse, avait occupé une place dans la faveur du prince de Galles, et fut plus d'une fois destiné à remplir un emploi dans ces administrations imaginaires dont parle Dodington, que l'on forgeait sans cesse à Leicester-House pendant le long espace de temps qui s'écoula entre l'avènement de Georges II et la mort du prince, en 1751. Ce prince devait alors beaucoup à lord Nugent, et cette dette ne fut pas même liquidée; à moins que l'on ne considère les charges et les dignités conférées par George III à lord Nugent, à diverses époques de son règne, comme une sorte

de rétribution pour les prêts qu'il avait faits au père de ce roi. Pour reconnaître ces marques de faveur royale , il présenta à la reine des vers qu'il accompagna d'une pièce d'étoffe irlandaise. Sa Majesté reçut le tout gracieusement ; mais les satyriques dirent alors que la poésie et l'étoffe n'étaient que de la marchandise irlandaise.

Lord Nugent joignait à une parfaite connaissance du monde , un esprit naturel et vif, quoique quelquefois licencieux , qu'aucun lieu, aucune société ne pouvaient l'empêcher de montrer, et dont l'effet était augmenté par l'accent irlandais qu'il ne perdit jamais. Il est bien connu que quand on passa un bill dans la chambre des communes pour que la capitale fût mieux gardée, pour atteindre plus sûrement ce but , l'une des clauses portait que les gardes de nuit seraient *obligés* de dormir pendant le jour. Lord Nugent se leva gaiement et demanda « qu'on le mentionnât nominativement dans les clauses du bill , parce qu'il était souvent si tourmenté de la goutte, qu'il ne pouvait dormir ni jour ni nuit. »

Pendant que je suis sur ce sujet, je ne peux résister au désir de rapporter une anecdote qui, vers la fin du règne de Georges II, fit un peu parler de lord Nugent, ou plutôt de M. Nugent, car il n'était alors qu'un simple particulier. Georges, comte de Bristol, l'ainé des trois fils du fameux lord Hervey, que Pope a très-injustement fait connaître à la postérité sous les noms de lord Fanny et de Sporus, avait, comme son père, quelque chose d'efféminé dans sa personne, ses manières et son vêtement. Il est probable que ses habitudes, en l'exposant à quelques ridicules, firent supposer qu'elles étaient liées à un défaut d'énergie, et que le lord ne ressentirait pas une insulte. M. Nugent, alors homme très à la mode, considéré, opulent et vivant dans la meilleure société de la capitale, était un soir chez lord Temple, dans Pall-Mall, où se trouvait rassemblée une brillante compagnie des deux sexes. Il fit avec ce lord le singulier pari qu'il cracherait dans le chapeau du comte de Bristol. Le défi fut accepté, et M. Nugent se mit aussitôt en devoir de tenir la gageure.

Dans ce dessein, il s'approcha du lord Bristol, qui se tenait à l'entrée d'un des appartemens, richement habillé, tenant son chapeau sous son bras, l'intérieur renversé. M. Nugent tournant tout autour de lui comme pour cracher, et affectant de ne pas voir lord Bristol, cracha dans le chapeau.

Il prétendit aussitôt être on ne peut plus désolé de la grossièreté involontaire qu'il avait commise, fit mille excuses au lord et demanda la permission d'essuyer le chapeau avec son mouchoir de poche. Lord Bristol prit tranquillement son propre mouchoir, pour ce même usage, invita M. Nugent à ne pas être embarrassé, essuya le dedans du chapeau, et le remplaçant sous son bras, demanda à M. Nugent s'il désirait recommencer. Après cela le lord, sans changer de contenance ou manifester de colère, quitta le lieu où il était, se mit à jouer aux cartes avec sa société ordinaire, fit deux ou trois parties et retourna chez lui. M. Nugent, triomphant et s'étant emparé des enjeux, regarda l'affaire comme terminée, mais il comptait sans son hôte. Le lendemain

matin de bonne heure, avant d'être levé, il reçut un billet de la même espèce que celui que Gil-Blas nous apprend avoir été reçu de son maître, don Mathias de Sylvá; mais M. Nugent ne manifesta pas la même célérité insouciant pour y répondre, que le seigneur espagnol du roman de Le Sage. Le billet portait que lord Bristol attendait et exigeait sur le champ satisfaction de l'insulte du soir précédent; il indiquait le lieu aussi bien que l'heure, et demandait réponse au moment même.

M. Nugent s'aperçut qu'il s'était attiré une affaire d'honneur fort grave, lorsqu'il n'avait pensé qu'à faire une plaisanterie hasardee. Quoique personnellement brave, il sentit que l'exercice de son courage, pour couvrir ou justifier une insulte préméditée, qu'aucun sophisme ne pouvait absoudre ou excuser, ne ferait qu'aggraver son tort. D'après cette idée, il résolut de faire réparation au lord; il lui écrivit et lui fit toutes les excuses possibles, pour une action qui, de son aveu, eût été inexcusable, si elle eût été commise pour faire affront à ce sei-

gneur. Il ajouta, comme le meilleur moyen d'affaiblir cet oubli apparent de toute décence, qu'il n'avait pas eu le moindre dessein d'insulter le comte, le tout ayant commencé à l'occasion d'un pari. Il terminait en assurant qu'il était prêt à lui demander pardon de la manière la plus complète, et le priaît de ne pas donner d'autres suites à cette affaire. Lord Bristol lui répondit que, quoiqu'il fût disposé à admettre et à accepter la réparation proposée, l'affront ayant été commis dans une société publique, les excuses devaient également y avoir lieu ; et il indiqua la chambre du club de White, comme l'endroit où il recevrait les excuses de M. Nugent. Lord Bristol ajoutait qu'il ne les recevrait cependant pas de lui seul ; car, comme il apprenait que la chose avait résulté d'un pari, il était clair qu'une autre personne devait avoir part à cette affaire. Il insistait donc pour connaître le nom de celui dont il devait aussi exiger des excuses, comme ayant eu part à l'insulte. Il déclara enfin qu'il n'abandonnerait point à d'autres conditions sa juste demande à une satisfaction

personnelle. En conséquence d'une résolution si péremptoire, M. Nugent convint que lord Temple était la personne dont il avait voulu parler ; et les deux parieurs furent réduits à se soumettre aux volontés du lord, en lui demandant pardon dans la salle de White. Alors lord Bristol déclara qu'il se regardait comme satisfait, et que l'affaire était terminée.

Le dernier lord Sackville m'a dit que, dans sa jeunesse, il avait connu beaucoup lord Mark-Kerr, seigneur dont la personne étant comme celle de lord Bristol, jetée par la nature dans un moule fort délicat, l'exposait quelquefois à des insultes parmi les étrangers. Ils supposaient qu'un homme d'une figure si féminine ne serait pas disposé à ressentir un affront. Ils furent cependant fort trompés dans ce calcul, car il avait un courage déterminé. Peu de temps après la bataille de Dettingue, pendant l'été de 1743, le comte de Stair, alors commandant des forces anglaises en Allemagne, sous Georges II, recevait à sa table plusieurs officiers français faits prisonniers dans cette

action. Une compagnie nombreuse était un jour à dîner dans sa tente : lord Mark en faisait partie. Fils du marquis de Lothian et proche parent de lord Stair, il remplissait près de lui les fonctions d'aide de camp. Lord Sackville était présent à ce dîner. Une différence d'opinion s'éleva pendant le repas sur un point que l'un des officiers français soutenait avec une grande obstination. Lord Mark-Kerr, d'un ton de voix très-doux, essaya de le mettre sur la véritable voie de la discussion. Le Français ne connaissant pas sa qualité, et pensant peut-être qu'un corps si délicat ne renfermait point une âme courageuse, le contredit dans des termes que des gens bien élevés n'emploient ni ne souffrent. Cette affaire eut lieu trop près de lord Stair pour ne pas attirer nécessairement son attention. On ne s'en occupa plus alors, et après le dîner la compagnie se donna rendez-vous dans une autre tente où le café fut servi. Lord Mark arriva environ un quart d'heure après les autres. Lord Stair ne l'eut pas plutôt aperçu, que le prenant à part : « Mon neveu, lui dit-il, il est impos-

sible que vous pardonniez l'affront que vous avez reçu, à ma table, de l'officier français ; vous devez lui en demander satisfaction, quoique je m'afflige beaucoup que vous y soyiez obligé. »

« Oh ! mylord, répondit lord Mark avec sa douceur ordinaire, vous n'avez pas besoin d'être inquiet à cet égard. Nous nous sommes battus ; je l'ai percé de part en part. Il est mort sur le champ, et on est occupé, en ce moment, à l'enterrer. Je savais trop bien ce que je me devais, et j'étais trop convaincu de la manière de penser de votre seigneurie, pour ne pas demander raison à l'officier, sans perdre un seul instant. »

Je passai à Londres l'hiver suivant (de 1776 à 1777). Cette époque est aujourd'hui si éloignée, et les usages aussi bien que les habitans de la capitale ont éprouvé depuis ce temps un changement si complet, qu'ils ne conservent presque plus aucune ressemblance. Les sinistres évènements de la guerre d'Amérique avaient déjà commencé à jeter un nuage politique sur la capitale et le royaume ; mais ce nuage ne peut être nul-

lement comparé à la terreur et aux alarmes qui frappèrent les plus fermes esprits, en 1792 et 1793, après la première explosion de la révolution française et le commencement de la guerre continentale, en Flandre. En 1777, nous ne combattions dans le fait que pour la domination. Aucunes craintes de subversion, de ruines, de soumission à une tyrannie étrangère, ou aux systèmes révolutionnaires, n'interrompaient la tranquillité générale de la société. Elle était soumise à d'autres liens, dont ensuite nous nous sommes affranchis, ceux de l'habillement et de l'étiquette. L'espace de deux siècles pourrait à peine produire, dans ces particularités, une plus grande altération qu'il n'y en a eu dans environ quarante années. Le costume, qui est maintenant borné aux levers ou aux assemblées de cour, était alors porté par les personnes de condition, à peu d'exceptions près, par-tout et chaque jour. M. Fox et ses amis, qu'on pouvait appeler les *régulateurs de la ville*, affectant de la négligence sur leurs personnes, et manifestant du mépris pour tous les usages alors

établis, jetèrent d'abord sur la toilette une sorte de discrédit. De la chambre des communes, et des clubs de la rue Saint-James, la contagion s'étendit aux assemblées particulières de Londres. Mais la toilette, quoique graduellement attaquée et périssant peu à peu, ne tomba pas totalement jusqu'à l'époque du jacobinisme et de l'égalité, en 1793 et 1794. Ce fut alors que les pantalons, les cheveux courts, les souliers à cordons, ainsi que l'absence totale de boucles, de manchettes et de poudre caractérisèrent les hommes; tandis que les dames coupèrent ces tresses qui avaient fait tant de ravages, et dont une seule *boucle enlevée* avait donné naissance au plus beau modèle de la poésie héroï-comique, dont notre langue ou aucune autre puisse se vanter. Elles nous montrèrent des têtes rondes à *la victime*, comme si elles eussent été préparées pour recevoir le coup de la hache fatale. Une draperie plus convenable au climat de la Grèce ou de l'Italie, qu'à la température d'une île située au cinquante-unième degré de latitude, une draperie classique, élégante, riche,

et pittoresque , mais très-mal choisie pour défendre du froid et des brouillards , succéda aux anciens vêtemens des dames de la Grande-Bretagne , et finit par faire disparaître presque toute distinction extérieure entre les femmes du plus haut rang et celles du plus bas , dans notre pays. Peut-être à quelque époque fort peu éloignée , trouvera-t-on nécessaire de faire renaître , dans un certain degré , l'empire de la toilette , malgré ses embarras , ses assujétissemens et ses inconvéniens.

Au temps dont je parle , les gens de lettres , ou les *bas-bleus* , comme on les appelait communément , formaient , au milieu de Londres , une phalange très-nombreuse , très-puissante et très-serrée. Les deux ouvrages que j'avais récemment publiés , l'un sur les royaumes du nord de l'Europe , l'autre sur l'histoire de France sous la race des Valois , quelque peu de mérite qu'ils pussent avoir , me facilitèrent et me procurèrent mon admission dans cette société. Mistress Montague était alors la madame du Delfant de la capitale de l'Angleterre. Sa maison formait

le point central de réunion pour toutes les personnes déjà connues, ou qui désiraient de l'être, par leurs talens et leurs productions. Sa suprématie, différente de celle de madame du Deffant, était établie sur des fondemens plus solides, elle s'appuyait sur des matières plus palpables qu'aucunes de celles que Shakspeare lui-même eût pu lui fournir. Quoiqu'elle n'eût pas encore commencé à faire bâtir le splendide hôtel qu'elle habita depuis, près de Portman-Square, elle occupait une maison fort élégante dans Hill-Street. Sans doute, d'après sa connaissance du monde, fortement convaincue de cette grande vérité proclamée par Molière, et qu'aucun homme de lettres ne combattit jamais :

« Le véritable Amphytrion,
Est l'Amphytrion où l'on dîne, »

mistress Montague avait coutume d'ouvrir sa maison à une nombreuse compagnie des deux sexes qu'elle invitait souvent à dîner. Un service en vaisselle plate, une table abondamment servie, disposaient ses convives à

ne pas moins admirer l'éclat de sa fortune que celui de ses talens. Elle avait vu les mêmes résultats naître des mêmes causes , pendant son séjour à Paris , après la paix de 1763, lorsqu'elle avait déployé aux yeux des littérateurs étonnés de cette capitale , l'étendue de ses ressources pécuniaires, aussi bien que celle de ses talens. Comme ce sujet de conversation était un de ceux qui lui plaisaient le plus, elle consentait facilement à le traiter avec l'air de la plus grande complaisance. Les éloges prodigués à ses repas, et l'étonnement que l'on montrait de la grandeur de ses revenus , qui paraissaient prodigieusement augmentés par leur transformation de livres sterling en livres françaises, parurent l'avoir autant satisfaite que les panégyriques de son *Essai sur le génie et les ouvrages de Shakspeare*.

Mistress Montague , en 1776, approchait de sa soixantième année ; mais mince et bien conservée , sa figure semblait moins âgée. Elle paraissait presque tout à fait exempte des infirmités qui souvent sont le partage d'un âge avancé. Toute sa conte-

nance annonçait de l'esprit, et ses yeux étaient bien en harmonie avec ses traits, qui avaient quelque chose de satyrique et de sévère, plutôt que d'aimable et de séduisant. Elle possédait une grande gaité naturelle et beaucoup de vivacité; aimait à parler, et parlait bien sur presque tous les sujets; conduisait la conversation, et était propre à présider son cercle, quelque matière que l'on y traitât : mais ses manières étaient plutôt dictatoriales et sententieuses, que conciliatrices et modestes. Il n'y avait en elle rien de féminin ; et quoique ses opinions en général fussent justes, et rendues dans un langage propre à leur donner de la force, l'organe qui les faisait entendre n'était ni doux ni harmonieux. Sans goût pour disposer sa parure, elle étudiait ou affectait cependant ces moyens de plaire plus qu'il ne paraissait convenir à un esprit philosophique, appliqué à des occupations plus élevées que celle de la toilette. Cette faiblesse de son sexe fut la sienne, lors même qu'elle approchait de quatre-vingts ans. Elle ne put jamais quitter son collier

et ses anneaux de diamans, qui, comme le ruban *rougissant* de sir William Draper, dont parle Junius, formaient les soirs le perpétuel ornement de sa personne amargie. Je pensais volontiers que ces brillantes marques d'opulence l'aidaient quelquefois à éblouir les disputeurs que ses argumens ne pouvaient pas toujours convaincre, ni sa réputation littéraire intimider. Cette réputation n'avait pas encore reçu l'attaque violente que le docteur Johnson dirigea contre elle dans la suite, lorsque, si nous en croyons son biographe Boswell, il traita avec une extrême irrévérence son Essai sur Shakspeare. Malgré les défauts et les faiblesses que j'ai indiqués, mistress Montague possédait une mâle intelligence, éclairée, cultivée et étendue par la connaissance des hommes et des livres. Un grand nombre des plus illustres personnages, pour leur rang ou pour les talens, dans les règnes de Georges II et Georges III, ont été ses correspondans, ses amis et ses admirateurs. De ce nombre étaient Pulteney, comte de Bath, dont le portrait était sur la cheminée de son salon,

et Georges , le premier lord Lyttleton , et recommandable par son génie. Elle était toujours entourée par ceux que distinguaient leurs qualités ou leurs talens , hommes ou femmes , anglais ou étrangers ; et je serais presque ingrat , si je ne reconnaissais pas les avantages que j'ai retirés de leur conversation et de leur société.

Quoique mistress Montague occupât la première place parmi les beaux esprits à cette époque , on ne manquait pas de personnes qui aspirassent à une telle distinction. On peut dire que mistress Vesey tenait le second rang , différant de mademoiselle de Lespinasse qui , dans Paris , éleva un étendard littéraire séparément de madame du Deffant. Mistress Vesey n'aspirait qu'à suivre à une humble distance les brillantes traces de mistress Montague. La première semblait plutôt désirer de rassembler chez elle ou à sa table des personnes célèbres ou habiles , que de prétendre se mettre elle-même du nombre. Quoiqu'elle ne fût pas logée avec autant de magnificence que mistress Montague , cependant elle recevait de la société , mais

avec moins de formes et d'ostentation. Les repas de mistress Vesey étaient mieux choisis et plus délicats. Plus âgée que mistress Montague, elle n'avait point de manières brillantes et ne recherchait pas les ornemens de la toilette. La simplicité et une sorte d'inattention aux choses qui se passaient sous ses yeux, la caractérisaient. On aurait pu dire qu'en fait d'absence d'esprit, elle égalait presque le duc de Brancas, chambellan d'Anne d'Autriche, à l'égard de cette violation continuelle des règles sociales les plus communes, dont madame de Sévigné nous a laissé des anecdotes si amusantes. Mistress Vesey poussait quelquefois ces distractions jusqu'à se ressouvenir à peine de son propre nom. A peine croira-t-on qu'elle déclama un jour contre les seconds mariages, en s'adressant à une dame de qualité qui avait été deux fois mariée, et quoique M. Vesey fût son second époux. Quand enfin la dame lui en fit l'observation, elle s'écria seulement : « Ah ! mon dieu ! ma chère, je l'avais tout à fait oublié. » Il y avait réellement quelque faiblesse d'es-

prit dans un tel défaut de mémoire. Sa belle-sœur, qui habitait la même maison, formait avec elle un parfait contraste, tant au moral qu'au physique : elle surveillait tous les détails domestiques. D'après leurs figures et leurs qualités contraires, on appelait l'une le *corps*, l'autre l'*esprit*.

On voyait dans ces deux maisons une grande partie des personnes des deux sexes qui brillaient par leurs connaissances littéraires, ou qui avaient une célébrité quelconque. On rencontrait fréquemment dans cette société mistress Thrale, plus connue sous le nom de *mistress Piozzi*, suivie ou accompagnée de M. Thrale et du docteur Johnson. Il est inutile de rien dire du premier ; et quant au second, après les portraits travaillés, finis, qui ont été faits de lui sous tous les aspects, qu'est-il possible d'en dire de nouveau ? J'avouerai librement que son extérieur rude, ses gestes sauvages, ses contorsions, jointes à la manière dure ou dogmatique dont il donnait sur-tout ses opinions ou ses décisions, le rendaient si désagréable en compagnie, si fatigant dans

la conversation, que, selon moi, toute la supériorité de ses talens ne pouvait pleinement couvrir ses défauts. Dans la colère, ou même dans la chaleur de la discussion, lorsqu'il éprouvait quelque contrariété, il ne respectait souvent ni l'âge, ni le rang, ni le sexe; et les usages de la société n'imposaient que peu de contrainte à ses expressions ou à ses sentimens. Que penserons-nous d'un homme qui, selon le témoignage de son propre biographe, appelait lord Russell et Algernon Sidney des *coquins*; qualifiait Pennant de l'épithète de *chien*, parce que, dans ses opinions politiques, il était whig; donnait à Fielding les noms de *benêt* et de vrai *coquin*; qui, enfin, parlant du roi Guillaume III, disait toujours, ce *bé-ltre*? Si Johnson n'était pas irascible, il était certainement impérieux, brutal, et quelquefois presque insociable. Il réduisait au silence, par sa dureté, ceux qu'il ne pouvait toujours vaincre par la force de son intelligence, par la profondeur et l'ordre de ses argumens, et par l'ascendant de ses facultés prodigieuses. Cependant, à peine

était-il parti, à peine ces imperfections personnelles avaient-elles disparu avec lui, que les sublimes qualités de son esprit laissaient une impression complète sur tout l'auditoire ; car c'est ainsi qu'on peut, en quelque sorte, appeler toute réunion où il était présent. Ses beaux ouvrages, tant en prose qu'en vers, la bienveillance et la bonté réelles de son caractère, ses productions laborieuses, utiles et volumineuses, tout cela joint à sa renommée et à sa prééminence littéraire, imposait tellement au petit nombre de ceux qui se hasardaient à disputer avec lui, que la soumission et le silence étaient l'unique refuge auquel ils eussent recours.

Nous ne pouvons assez regretter qu'un homme doué de talens poétiques, tels que ceux qu'il a montrés dans ses deux imitations de Juvénal : *Londres* et *la Vanité des désirs humains*, ait négligé cette branche de composition dans laquelle il eût atteint une si grande supériorité. Si les imitations d'Horace, par Cope, ont plus de douceur, de délicatesse et de goût que les productions

de Johnson ; ce dernier respire un sentiment de morale sévère et sublime, joint à une grandeur philosophique de pensées qui est aussi séduisant que pénétrant et instructif. Que sa peinture de Charles XII, opposée à celle d'Annibal, est admirable ! que sa comparaison entre Séjan et Volsey est belle ! Y a-t-il rien de supérieur au jugement qui a fait choisir Charles VIII, l'empereur bavarois, de 1741, pour l'opposer au Xercès du satyrique romain ! La langue anglaise n'offre peut-être rien de plus pur, de plus correct, de plus harmonieux que ces vers, exempts de pédanterie et d'érudition affectée. Le fait est, cependant, que Johnson n'osa pas se livrer aux séductions de sa muse, ni s'abandonner à l'inspiration de la poésie. Il fut forcé de renfermer ses efforts dans les routes plus modestes de la prose, quelque capable qu'il se sentit de rivaliser Addison, Gray ou Pope. Il est bien connu qu'il était sans cesse sujet à une humeur mélancolique, morbifique, et qui, augmentant avec les années, approchait, en certaines occasions, de l'aliénation d'esprit. Se con-

naissant bien cette infirmité, il en appréhenda les effets. Topham Beauclerk, qui vivait avec lui dans une grande intimité, lui exprima souvent la surprise et le regret naturellement excités par sa négligence apparente des talens poétiques dont la nature l'avait favorisé. Johnson l'écoutait en silence, ou ne répondait presque rien à ses observations. Mais lorsque M. Beauclerk fit les mêmes remarques à M. Thrale, celui-ci lui répondit aussitôt : « La vraie raison pour laquelle Johnson n'applique point ses talens à la poésie, est qu'il n'ose se fier à lui-même pour ce travail, son esprit n'étant pas assez fort pour l'espèce d'inspiration que les vers demandent. Dans les compositions en prose, au contraire, morales, philosophiques ou biographiques, il peut continuer ses travaux sans crainte d'aucune conséquence funeste. »

Si, après avoir rendu hommage à ses admirables talens, que mon témoignage ne peut rabaisser, je peux me hasarder à critiquer un homme sirecommandable, comme ayant été inférieur dans quelque branche de

connaissances, je dirai que cette infériorité a lieu à l'égard de l'histoire. Boswell a très-justement comparé son jugement à un moulin intellectuel, dans lequel les sujets étaient placés pour être moulus ou broyés. Mistress Piozzi remarque quelque part, dans de meilleurs termes que je ne le peux faire de mémoire, « que son esprit ressemblait à un jardin royal, dans les vastes dimensions duquel tout ce qui sert à la beauté, la dignité ou l'utilité se trouve, depuis le haut cèdre jusqu'à la plante ou l'herbe la plus humble. » Quiconque l'a connu, conviendra que cette assertion est parfaitement juste en général. Il est incontestable qu'il possédait très-bien l'histoire moderne de l'Europe, pendant les deux ou trois derniers siècles. On ne niera pas non plus qu'il ne connût parfaitement toutes les époques classiques de l'histoire grecque ou romaine. Mais il a partagé, avec plusieurs de ses contemporains, ces connaissances. Quant à l'histoire de l'Europe pendant le moyen âge, par laquelle j'entends celle de la destruction de l'empire romain en Occident, l'année 476, et les

dix siècles suivans, écoulés avant la renaissance des lettres, je l'en ai toujours cru fort imparfaitement instruit, si même, pour quelques parties, il n'était pas entièrement ignorant. C'eût été une insulte, à la vérité, que de comparer les connaissances sur ces matières avec celles que Gibbon ou Robertson possèdent; mais, autant que je puis hasarder mon opinion, il était, dans toute la science de l'histoire, très - inférieur à Burke ou à Fox.

Même en biographie, qui est la moindre partie de l'histoire, Johnson, profond, savant et fin dans tout ce qui a rapport à la critique, à l'examen du mérite littéraire, m'a toujours paru manquer de plusieurs qualités essentielles, ou montrer beaucoup de négligence. Je ne parle point de ses préjugés ou de sa partialité politique, qui lui ont difficilement permis de rendre justice à Milton ou à Addison, parce que l'un était un républicain et l'autre un whig, et qui lui font appeler Hampden le *partisan de la rébellion* : j'entends des erreurs qui ne peuvent être nées que de l'ignorance des

faits qu'il aurait pu et dû connaître. Que dirons-nous, lorsque nous l'entendons nous rapporter que le poëte Stepney fut invité à s'occuper d'affaires publiques par le duc de Dorset ? L'évènement en question doit avoir eu lieu vers 1683, à la fin du règne de Charles II. Mais la création du duché de Dorset n'eut lieu qu'en 1720, sous Georges I^{er}. Il nous apprend de la même manière, que Prior publia, vers 1706, un volume de poëmes, avec le panégyrique de feu son patron le *duc* de Dorset. Nul doute qu'il ne veuille parler de Charles, *comte* de Dorset, qui mourut vers ce temps. Ses méprises, ou ses omissions et son défaut d'information dans la vie de ce seigneur, sont beaucoup plus reprehensibles. Johnson le fait succéder à Jacques Cranfield, son oncle, *second* comte de Middlessex, en 1674 : il était déjà mort depuis plusieurs années. Le comte de Dorset succéda donc ou fut élevé par Charles II au titre du *troisième* comte de Middlessex, Lionel. Le biographe garde le silence ou est mal informé sur toutes les intéressantes particularités de ses mariages,

de sa vie privée et de sa mort, qui devaient si naturellement exciter une ardente curiosité. On me dira que ces inadvertances, surtout celles qui tiennent à la chronologie, sont peu importantes; soit. Il importe peu que le grand duc de Marlborough soit mort en 1722 ou 1723; mais celui qui entreprend d'écrire sa vie, doit savoir et rapporter avec soin les principaux faits qui la caractérisent. On peut être sûr que Johnson lui-même eût été le premier à reconnaître et à remarquer de telles erreurs dans un autre écrivain.

Mistress Thrale m'a toujours semblé posséder au moins autant de connaissances, un esprit aussi cultivé et aussi brillant que mistress Montague; mais, en société, elle ne paraissait pas descendre d'une aussi grande hauteur, et parlait beaucoup plus, ainsi qu'avec moins d'appareil, sur toute espèce de sujets. Elle était la conductrice de Johnson, qui vivait presque toujours près d'elle, ou plutôt près de M. Thrale, tant à Londres qu'à Streatham. Cependant, il ne l'épargnait pas plus que les autres femmes, si elle provoquait ses attaques. Il ne paraissait pas plus

ménager ni respecter Garrick, qui venait souvent dans cette assemblée. Sa présence répandait toujours la gaité dans la salle, mais il semblait éviter un contact trop intime avec Johnson, dont l'esprit supérieur et les rudes embrassades réduisaient également Garrick à se tenir sur la défensive. Mistress Carter, si distinguée par son érudition, cette madame Dacier de l'Angleterre, était plus propre à réprimer l'aspérité et les originalités de Johnson, d'après son caractère religieux, son air noble et ses connaissances. Le docteur Burney, et sa fille, l'auteur d'*Evelina* et de *Cécilia*, quoique presque toujours présens, semblaient, je pense, plutôt éviter que solliciter qu'on s'occupât d'eux. Horace Walpole, quand il paraissait, enrichissait la conversation d'anecdotes personnelles et historiques, dont plusieurs devenaient plus curieuses ou plus intéressantes, en ce qu'il en avait été témoin, ou qu'il les tenait de son père, sir Robert Walpole. Sir Josué Reynolds était privé, par sa surdité, de se mêler à la conversation générale, mais, son cornet appuyé

à son oreille , il jouissait des attentions de ceux qui lui adressaient la parole ; et les ressources de son esprit le mettaient en état de payer avec intérêt cet acte de complaisance.

Mistress Chapone, sous un des extérieurs les plus repoussans qu'ait jamais eus aucune femme, cachait des qualités très-supérieures et des connaissances fort étendues. Burke , quoique occupé de discussions parlementaires et d'attaques contre les ministres, qui lui laissaient peu de temps à donner aux littérateurs ou à la littérature, laissait cependant apprécier quelquefois son mérite par des personnes capables de faire ressortir les moyens de plaire et d'instruire, que le génie et l'étude lui avaient procurés. Cependant on désirait plus souvent sa présence que l'on n'en jouissait. Le docteur Shipley , évêque de Saint-Asaph , accompagné de sa fille, miss Shipley , depuis mariée à sir William Jones, venaient souvent dans cette réunion. L'abbé Raynal, qui passa cet hiver à Londres, fut admis volontiers et très-recherché. Il faut convenir que la variété de ses con-

naissances et la facilité avec laquelle il était toujours prêt à faire part de ce que renfermait sa riche mémoire, l'auraient rendu intéressant dans quelque cercle que ce fût ; mais sa loquacité fatiguait généralement, même ceux à qui elle procurait du plaisir et de l'instruction. Le lord Erskine actuel, qui, trente ans plus tard, obtint le grand sceau, n'avait pas encore commencé son cours de jurisprudence ; mais la diversité de ses talens, l'énergie de son caractère et la vivacité de sa conversation, manifestaient assez, même alors, l'effet qu'une telle union de qualités pourrait produire, quand elles seraient fortement dirigées vers un but. Heureusement pour lui, il ne lui manquait pas la plus forte impulsion, née d'embarras domestiques bien propres à mettre en activité toutes les ressources du talent. Il est curieux de penser que, s'il fût né un degré plus haut, si, au lieu d'être le plus jeune fils d'un *comte* écossais, son père eût été un *marquis*, jamais il n'eût pu paraître au barreau. Certes, ses talens, quelque grands qu'ils fussent, ne l'auraient point élevé dans

à toute autre profession à la pairie, à la fortune et à la célébrité. Cependant, si nous en croyons le biographe de M. Fox, cette célébrité n'avait point passé le détroit de Douvres, même en 1802. Alors le Corse, 1^{er} consul, ne parut pas avoir connu son nom.

Mistress Boscawen, quoique inférieure à mistress Montague en réputation littéraire, et ayant peut-être moins de savoir, se conciliait plus de bienveillance. Son esprit était tourné vers les études historiques, et, dans le cours d'une longue vie passée au milieu des premiers cercles de la société, elle avait recueilli et retenu un grand nombre d'anecdotes curieuses et intéressantes de son temps. M. Pepys, maintenant sir William Pepys, à la connaissance et à l'amitié duquel je dus en grande partie la facilité d'être admis dans cette société de personnes distinguées, est le dernier dont je parlerai. Il joignait de grands talens pour la conversation, à un esprit orné et fortifié par la lecture de bons auteurs. Ami du premier lord Lyttleton, de sir James Macdonald et de Topham Beauclerk, il était en

principes un whig déterminé; et comme on pouvait voir en Samuel Johnson un tory violent et dévoué, il y avait souvent entr'eux des débats politiques, parmi lesquels jaillissaient des deux côtés des étincelles du feu qui animait leurs esprits philosophiques et versés dans l'histoire.

Quoique la réputation littéraire ou des talens reconnus et de la célébrité dans un genre quelconque semblassent constituer le principal titre d'admission dans ces conversations, d'où toute espèce de jeu était exclue, cependant le rang et la beauté y avaient leurs places, et contribuaient à les rendre intéressantes au plus haut degré. On y voyait souvent la dernière duchesse douairière de Portland, petite-fille du lord trésorier Oxford, et femme d'un goût distingué dans plusieurs branches d'arts. Il était impossible de la regarder sans songer qu'encore enfant, elle avait été l'objet des hommages poétiques de Swift, et reçu ceux de la muse expirante de Prior. J'ai vu la duchesse de Devonshire, alors dans la première fleur de la jeunesse, attentive aux sentences

qui sortaient de la bouche de Johnson, et disputant la place la plus proche de sa chaise. Tout le cynisme du philosophe et du moraliste morose semblait se dissiper à une approche si flatteuse; et il n'était rien moins qu'insensible au plaisir et à la distinction qui en résultaient pour lui. On peut voir dans sa vie, par Boswell, combien il devenait facile, aimable et accommodant, lorsqu'à Inverary, il était assis entre le duc et la duchesse d'Argyle.

Il est naturel de demander si la société littéraire de Londres, dans le temps dont je parle, pouvait entrer en comparaison pour l'étendue des talens et la supériorité des connaissances, avec la société de Paris, qui se réunissait dans les appartemens de madame du Deffant et de mademoiselle de l'Espinasse, sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI; en d'autres termes, si les personnages qui formaient les assemblées dans la capitale de l'Angleterre, pouvaient soutenir la comparaison, quant au mérite et à la réputation, avec ceux qui avaient l'habitude de se réunir dans la capitale de la France. Si j'ose

donner mon sentiment sur cette question, je n'hésiterai point à dire que, ni pour le temps de sa durée, ni pour le nombre, le mérite ou la supériorité d'esprit des principaux membres, la société anglaise ne pouvait soutenir aucun parallèle, et que même elle ne pouvait entrer en comparaison avec celle de France. On peut dire que ces dernières assemblées ont duré près de cinquante ans, de 1725 ou 1730 jusqu'en 1775 ou 1780, chez madame du Deffant ou chez mademoiselle de l'Espinasse, ou chez toutes deux en même temps. Les assemblées des *bas-bleus*, chez mistress Montague et mistress Vesey, ne demeurèrent dans un état brillant que pendant quinze années, de 1770 à 1785. Avant cette dernière époque, mistress Vesey avait cédé aux progrès du temps et des infirmités; et mistress Thrale, alors devenue mistress Piozzi, s'était transportée des bords de la Tamise sur ceux de l'Arno.

Mistress Montague, à la vérité, vivait encore, et ses dîners, ainsi que ses assemblées, continuèrent jusqu'à une époque très-avan-

cée de sa vie; mais le charme, et l'impulsion qui les avait mis en faveur, n'existaient plus. Ils avaient été principalement soutenus par les talens gigantesques de Johnson, qui était comme le corps autour duquel se réunissaient tous les membres secondaires : ils tombèrent avec lui. Après sa mort, arrivée en 1786, il fut impossible de le remplacer. Burke, comme je l'ai déjà observé, avait des sujets d'attraction plus puissans; il aspirait à d'autres honneurs et à d'autres avantages que ceux qui pouvaient lui revenir par de simples distinctions littéraires. Hume et Adam Smith, hommes doués de connaissances supérieures, et qui auraient pu contribuer à soutenir une telle société, ou s'étaient retirés en Écosse, ou avaient déjà cessé de vivre. Robertson, lord Kaimes et lord Monboddo demeuraient à Edimbourg, ne venant à Londres que par hasard, pour des affaires ou par amusement. Gibbon, je crois, ne fut jamais jaloux d'être membre de ces assemblées, et ne s'y trouva jamais. Ainsi que Burke, il songeait à la politique plutôt qu'aux lettres, pour en retirer une récom-

pense solide, étant à la fois membre de la
 chambre des communes et un des lords des
 corporations commerçantes. Peut-être, au
 reste, la liberté des opinions de Gibbon et
 de Hume sur des sujets liés à la religion,
 liberté consignée dans leurs livres, eût-elle
 rendu leur admission difficile, et leur société
 peu agréable aux principales personnes de
 ces réunions, où rien qui parût relâché sur
 des sujets si sérieux, ne trouvait d'appui ni
 de protection. Johnson, comme on le sait,
 avait une extrême répugnance pour toute
 espèce de scepticisme sur les objets de
 croyance religieuse. Quand il composa son
 dictionnaire, il ne voulut pas citer le célèbre
 philosophe Hobbes comme une autorité,
 pour aucun mot ou expression employés par
 cet auteur; uniquement parce qu'il avait en
 aversion les principes de Hobbes. Johnson
 blâmait Tyers, pour avoir seulement rendu
 justice à Hobbes sur les qualités de son ca-
 ractère, totalement étrangères à ses écrits;
 et il disait « qu'il songerait autant à louer
 un chien enragé. » Johnson, enfin, aurait
 eu de la peine à rester dans la même cham-

bre avec Hume et Gibbon, quoiqu'une fois, par une sorte de surprise, il eût consenti à dîner avec Wilkes, dont il avait cependant parlé avec le dernier mépris.

Il en était tout autrement à Paris, où aucuns travaux politiques ne venaient distraire les hommes de lettres, et où l'incrédulité, et même le matérialisme, loin d'être des causes d'éloignement, auraient plutôt fait rechercher ceux qui les professaient. Parmi la réunion d'hommes et de femmes distingués qui venaient chez madame du Defant et chez mademoiselle de l'Espinasse, le plus grand nombre étaient ouvertement des *esprits forts*, qui, non contents de l'être eux-mêmes, cherchaient à faire des prosélytes par leurs écrits. En conséquence, il est évident que le cercle à Londres était, par plusieurs causes, nécessairement plus rétréci qu'en France, où, à peu d'exceptions près, toutes les personnes distinguées par leurs talens résidaient dans la capitale. Voltaire, banni hors du territoire français, par le gouvernement, vivait près de Genève plus par contrainte que par choix ou par inclination.

Rousseau était Genevois de naissance : il ne venait que de temps en temps à Paris, et quelquefois dans le voisinage, souvent errant, proscrit et fugitif. Après avoir rapporté ces faits, qui peuvent expliquer les causes de la supériorité des sociétés littéraires ou des assemblées de Paris sur celles de Londres, il serait inutile de contester qu'elles éclipsaient les nôtres sous presque tous les rapports du génie, de la science et des qualités intellectuelles. Qui, en effet, dans les maisons de mistress Montaigne, ou dans celles de mistress Vesey, pouvait balancer les noms de Maupertuis, Helvétius, Montesquieu, Fontenelle, Voltaire, madame du Châtelet, le marquis d'Argens, mademoiselle de Launay, le président Hénault, d'Alembert, Diderot, la Condamine, la duchesse de Choiseul, Marmontel, Raynal, le duc de Nivernais, Marivaux, l'abbé Barthelemy, Turgot, Condorcet, et tant d'autres personnages illustres des deux sexes, qui composaient la société littéraire de la capitale de la France ? A peine peut-on dire que nous ayons à opposer à une telle foule de

personnes éminentes, autre chose que le seul nom de Johnson.

Il semble réellement que, dans le caractère national des Français, du moins avant l'extinction temporaire de l'ancienne monarchie, le règne du jacobinisme et le despotisme militaire, il y ait quelque chose de plus propre à ces assemblées littéraires que parmi nous. Depuis le milieu du dix-septième siècle, et en remontant jusqu'à la régence d'Anne d'Autriche, nous voyons que de semblables assemblées existaient à Paris, et qu'elles y jouissaient d'un grand degré de célébrité. L'hôtel de Rambouillet, dès 1650, était le point de réunion pour tous les individus des deux sexes qui se distinguaient dans la carrière des lettres. Catherine de Vivonne, marquise de Rambouillet, la madame du Deffant de cette époque, y présidait. Elle méritait cet honneur par la délicatesse de son goût et la supériorité de son esprit. Dans sa maison, qui devint une sorte d'académie, les productions du temps étaient appréciées et passées en revue. Quand elle mourut, en 1665, elle fut remplacée par

Henriette de Coligny, comtesse de la Suze, qui, quoique avec moins de réputation, continua de rassembler les beaux esprits dans son hôtel. Sa haute naissance, sa beauté extraordinaire et ses talens politiques attirèrent à son cercle tous les personnages éminens de la capitale. Ce fut en son honneur que l'on fit quatre vers latins très-ingénieux et très-connus. Après sa mort, arrivée en 1673, il paraît que ces conversations languirent pendant environ cinquante ans, jusqu'à ce qu'elles fussent ranimées et reformées par la duchesse du Maine, princesse du sang, petite-fille du grand Condé, et mariée au duc du Maine, fils naturel de Louis XIV. Sortie du château de Dijon, où le duc d'Orléans, régent, l'avait détenue prisonnière, en 1717, pour avoir participé à la conspiration du prince de Cellamare, elle commença, vers l'année 1722, à rassembler chez elle des gens célèbres dans la littérature, et elle passa la plus grande partie de ses loisirs dans leur société. Ces réunions se tenaient principalement au palais de Sceaux, près de Paris, et continuèrent jus-

qu'à la mort de la duchesse du Maine, arrivée en 1733. On y voyait plusieurs des personnes de l'un et de l'autre sexe, qui dans la suite formèrent les cercles réunis chez madame du Delfant et mademoiselle de l'Espinasse. Vers le même temps, madame de Tencin, sœur du cardinal de ce nom, une des femmes de France les plus séduisantes et l'Aspasie de ce pays, recevait les gens de lettres dans son hôtel. On peut dire qu'elle rivalisa la duchesse du Maine, en qualité de protectrice du goût et des belles connaissances.

Il ne paraît pas que rien de semblable ait existé à Londres, entre la restauration de Charles II, en 1660, et la fin du siècle, excepté la société qui se rassemblait chez la fameuse Hortense Mancini, duchesse de Mazarin et nièce du cardinal de ce nom. Depuis 1667 jusqu'à sa mort, arrivée en 1699, elle eut coutume de recevoir dans son appartement les personnes lettrées des deux sexes. Saint-Evremond, étranger, exilé, fugitif, comme elle, était le principal soutien et l'ornement de ces assemblées, où le che-

valier de Grammont , si connu par les Mémoires publiés sous son nom , venait aussi. Il est curieux de remarquer que les premières assemblées de *bas-bleus* , et, je crois, les seules qui aient mérité ce nom , tenues à Londres jusqu'à celles dont il a été parlé, furent établies par des Français expatriés et résidant à Londres. Car ni les lettres , ni les écrits d'Addisson , de Gay , de Steele , de Swift ou de Pope n'indiquent que des assemblées semblables aient eu lieu depuis 1700 jusqu'au commencement du présent règne. Lady Wortley Montague , lady Hervey , la duchesse de Queensberry et plusieurs autres dames distinguées par leurs talens , non moins que par leur haut rang , brillèrent à cette époque ; mais elles ne paraissent pas avoir recherché la trace suivie avec tant de succès par mistress Montague , quoiqu'elles reçussent , par occasion , dans leurs salons , les beaux esprits et les poètes des règnes de la reine Anne , de Georges I^{er} et de Georges II. Les étrangers ont reproché aux Anglais , avec raison , d'être trop adonnés au jeu , aux clubs composés exclusivement

d'hommes, pour être capables de goûter les réunions des deux sexes, dont les recherches de goût et de littérature constituent la base, et forment le point central d'union.

Je quittai l'Angleterre pendant l'été de 1777, et fis quelque séjour à la Haie, où je fus présenté au prince d'Orange par notre ambassadeur, sir Joseph Yorke. J'eus ensuite l'honneur de souper avec ce prince au palais du Bois, et de me trouver dans sa société particulière. Ce prince a été si bien connu de nous, depuis sa retraite précipitée de Hollande, dans l'hiver de 1795, par sa longue résidence en Angleterre, qu'il n'est pas nécessaire d'entrer dans de grands détails sur son caractère et ses qualités. Même à l'époque dont je parle, il n'inspirait pas de respect en public ou d'intérêt particulier. Sa personne, dénuée de dignité, correspondait à ses manières froides, réservées, et peu convenables à la dignité de stathouder. S'il n'avait aucuns vices éclatans, il ne cachait pas non plus, ou ne pouvait cacher plusieurs faiblesses faites pour lui nuire dans l'esprit du public. Un penchant continuel au sommeil, accru

avec l'âge, était chez lui trop souvent accompagné d'excès plus nuisibles à sa réputation, je veux dire ceux de la table, et principalement du vin. Je l'ai vu à la Haie, un soir, au milieu d'une grande compagnie, chez sir Joseph Yorke, dans l'état que je décris ici. Il manquait de cette vigueur, de cette habileté, de ces ressources dans l'esprit qui l'eussent rendu capable de lutter avec avantage, comme Guillaume III, contre des temps difficiles ou orageux. Si Guillaume V eût possédé l'énergie d'un grand prince, nous n'eussions jamais été engagés dans une guerre avec la Hollande, comme il arriva vers la fin de 1780; le stathoudérat n'eût point été détruit, en 1795, et les sept provinces qui avaient résisté avec succès à tout le pouvoir de Philippe II, ne seraient pas devenues un pays esclave du Corse dominateur de la France.

Les deux frères, Jean et Corneille de Witt, furent, dans tous les sens, des adversaires aussi formidables pour Guillaume III, que van Berkel et Neufville pour son successeur; mais Guillaume V permit à la fac-

tion française, à Amsterdam, agissant sous la direction de Vergennes, de consolider ses forces, de conclure un traité avec les insurgens d'Amérique, et de précipiter une rupture avec l'Angleterre. Son magnanime prédécesseur, à peine arrivé à l'âge d'homme, combattit et dompta tous les efforts du parti républicain, soutenu par Louis XIV, qui avait dessein de soumettre la Hollande. Van Berkel mérita le sort que subirent injustement les deux de Witt, et n'y échappa que par l'inertie du stathouder, qui laissa passer l'occasion la plus favorable de lui infliger une punition publique, comme ayant violé les lois des nations, troublé la tranquillité de l'État, et s'être montré l'ennemi de son pays. On ne peut se former aucune opinion relativement au courage personnel de Guillaume V, parce qu'il ne fut jamais mis à l'épreuve; mais il ne possédait ni l'activité ni aucune des autres qualités nécessaires pour la conduite des armées. On doit cependant admettre que son esprit était cultivé; sa mémoire très-bonne, sa conversation, lorsqu'elle n'était pas embarrassée,

agréable et même instructive, abondante en traits historiques, qui annonçaient beaucoup de connaissance des belles-lettres. Il joignait de plus, à un goût éclairé pour les beaux-arts, et en particulier pour la peinture, une protection généreuse envers les artistes. En un temps de tranquillité, son gouvernement eût pu ne pas éprouver de reproches; mais le stathoudérat, à toutes les époques, depuis celle où il commença dans la personne de Guillaume I^{er}, et où les Pays-Bas se révoltèrent contre Philippe II, a demandé les plus grandes qualités dans les personnes placées à la tête de la république de Hollande.

La nature, qui rarement accorde des talens supérieurs en ligne héréditaire, parut s'être écartée de cette règle, en faveur de la maison de Nassau-Orange. Elle y produisit successivement cinq princes, dont tous furent remarquables, dans un degré plus ou moins grand, par leur courage, leur capacité, et ces talens qui donnent ou confirment la puissance politique. Les cinq empereurs romains Nerva, Trajan, Adrien et les deux

Antonins, qui se succédèrent dans l'antiquité, n'étaient pas unis entr'eux par les liens du sang : l'adoption seule forma le nœud qui les unit; et Commode, que l'on suppose avoir été fils de Marc-Aurèle, le dernier de ces cinq Césars, ne fut distingué que par ses crimes ou par son incapacité. Guillaume I^{er}, et ses deux fils de différentes femmes, Maurice et Frédéric Henri, que l'on peut dire avoir successivement occupé le rang de stathouder ou de capitaine général des Provinces-Unies pendant quatre-vingts ans sans interruption, de 1567 à 1647, furent trois des hommes les plus illustres que l'on ait vus dans les temps modernes. Guillaume II lui-même, quoique sa mort ait été prématurée, et en quelque sorte malheureuse, ne manifesta pas moins de vigueur de caractère que ses trois prédécesseurs. Toute l'existence de Guillaume III, depuis sa première jeunesse jusqu'au tombeau, ce qui comprit plus de trente années, offrit le développement continuél de son courage, de sa patience, de ses travaux pénibles tant civils que militaires. Avec lui expira, en 1702, la grande famille

de Nassau-Orange. En 1747, la dignité et les fonctions de stathouder, qui avaient été suspendues pendant quarante-cinq ans, renaquirent dans la personne de Guillaume IV, chef de la branche de Nassau-Dietz, collatéralement parente de la race précédente. Ce prince, époux de la princesse Anne, fille de Georges II, était peu favorisé de la nature dans sa conformation physique ; elle était très-défectueuse, ressemblait à l'idée populaire que l'on a de Richard III, et il ne possédait pas à un très-haut degré les qualités intellectuelles ; toutefois, pendant le peu d'années qu'il vécut après son élévation, il eut la dignité extérieure et une conduite morale irréprochable. Mais on peut dire que dans les mains de Guillaume V, son fils, le stathoudérat disparut : dignité inférieure seulement à celle de roi, et qui, peut-être, savamment ménagée, serait plus redoutable.

La réception que Georges III fit au dernier prince d'Orange, lorsqu'il chercha, en 1795, un refuge dans ce pays contre l'invasion des Français, ne fut pas moins affec-

tuense, hospitalière et cordiale que le traitement éprouvé en 1689 par Jacques II, de la part de Louis XIV. Si Jacques, justement chassé par ses sujets anglais pour sa tyrannie politique et religieuse, fut logé au château de Saint-Germain, et traité en roi par le monarque français, Guillaume fut également reçu dans le palais d'Hamptoncourt. Les princes de la famille royale et la nation entière lui prodiguèrent à l'envi des démonstrations du respect, de la compassion et des égards. La princesse d'Orange, femme d'un caractère beaucoup plus élevé, plus ferme et plus mâle que son époux, éprouva du roi et de la reine de la Grande-Bretagne un accueil aussi généreux, aussi poli que Marie de Modène, épouse de Jacques, en avait reçu en France. D'une taille supérieure à celle de la plupart des femmes, cette princesse ressemblait extrêmement au dernier roi de Prusse, Frédéric Guillaume, son frère, qui était aussi d'une stature colossale. La fortune qui l'avait persécutée en Hollande, ne se montra pas plus favorable pour elle en Angleterre. Son second fils, le prince

Frédéric d'Orange, jeune homme qui donnait les plus heureuses espérances et promettait plusieurs vertus, était entré au service d'Autriche, lorsque son père eut été expulsé de Hollande. Sa mère avait envers lui une prédilection particulière, et le regardait comme formé pour soutenir l'honneur des maisons de Nassau et de Brandebourg, dont il descendait également. Il était d'une exactitude exemplaire dans l'accomplissement de tous ses devoirs militaires; et c'est à cette cause que l'on doit attribuer sa mort prématurée, arrivée à Venise en janvier 1799. Elle fut occasionnée par une fièvre maligne, qu'il prit en visitant des soldats malades dans un hôpital de cette ville.

Le roi d'Angleterre lut d'abord la nouvelle de cet événement chez la reine, dans un papier français, le soir du 31. janvier 1799. Touché de ce récit, et n'étant pas sûr de son authenticité, il mit le papier dans sa poche, et prenant la reine à part, lui communiqua la nouvelle avec beaucoup de tristesse. Comme il y avait de grandes probabilités qu'elle était vraie, ou plutôt, comme

on ne pouvait raisonnablement entretenir aucun doute à cet égard, ils convinrent de ne pas tarder à annoncer ce malheur au prince et à la princesse d'Orange, qui autrement auraient pu recevoir une si affligeante communication par quelque journal anglais, ou même par le bruit public. Ils exécutèrent cette résolution le lendemain, au palais de la reine, où ils retinrent le prince et la princesse pendant deux ou trois semaines, jusqu'à ce que la violence des émotions occasionnées par la mort de leur fils eût diminué. Pendant huit ou dix jours, après l'arrivée de la nouvelle, on eut quelques faibles espérances qu'elle n'était pas vraie; mais bientôt elle fut pleinement confirmée. Tout le monde convenait que le prince Frédéric possédait éminemment des talens, de l'honneur et du courage. Son malheureux père était venu en Angleterre dans une situation politique fort triste; il y resta plusieurs années, sans que le public prit une plus haute idée de son caractère; enfin, il quitta précipitamment ce pays, dans un état encore plus malheureux, uniquement pour s'enfermer au fond

de l'Allemagne, et y mourir délaissé et presque inconnu. Telle a été de notre temps la destinée du représentant de cette auguste maison qui, dans le seizième siècle, à la tête des armées hollandaises, combattit et humilia l'Espagne, et qui, dans le dix-septième, mit des limites à l'ambition de la France, où régnait Louis XIV. Un aventurier Corse a depuis opprimé et ravagé, pendant plusieurs années, le pays aux conseils duquel Barnevelt, les deux de Witt et Heinsius avaient présidé, pour qui van Tromp et Ruyter avaient combattu, triomphé, et étaient morts; le pays où l'esprit de liberté semblait animer chaque individu, tandis que le duc d'Albe désolait ses provinces. C'est en faisant ces réflexions sur les Hollandais modernes, en opposant leur conduite à l'héroïsme de leurs ancêtres, que l'on s'écrie involontairement avec Goldsmith: « Dieux! qu'ils sont peu semblables aux anciens Belges leurs pères! »

Lorsque j'étais à la Haie, en juillet 1777, le prince Louis, un des frères du duc régnant de Brunswick Wolfenbützel, et géné-

ral en chef des forces hollandaises, jouissait dans le public d'une considération beaucoup plus grande que le stathouder. J'ai rarement vu dans ma vie un homme d'une taille aussi énorme. Guillaume, duc de Cumberland et fils de Georges II, dont la corpulence était extrême, n'était cependant pas encore aussi gros que lui. Mais cette masse de chair prodigieuse ne semblait pas l'avoir rendu indolent ou inactif, quoiqu'il fût naturel de supposer qu'elle énerverait ou affaiblirait son esprit. La force de son caractère et la solidité de ses talens suppléaient, en quelque sorte, à l'incapacité du prince d'Orange, et animaient, en même temps, la vaste machine qu'elles habitaient. Le prince Louis ne manifestait en compagnie aucun penchant au sommeil, et il ne se laissait point aller à table à des excès nuisibles à sa réputation. A la parade et dans ses fonctions militaires, il montrait de la vivacité et les connaissances de son état. Attaché aux intérêts de la maison d'Orange et à ceux de la Grande-Bretagne, il devint naturellement suspect à la faction française en Hollande ;

Elle finit par lui faire ôter l'emploi qu'il exerçait au service de la république, et le força de se retirer hors du territoire hollandais, peu d'années après l'époque dont je parle. Il mourut, je crois, en 1788. Son renvoi et son départ frayèrent la route à la ruine du stathoudérat, malgré le triomphe passager du dernier duc de Brunswick et la prise d'Amsterdam, dans l'été de 1787 par les troupes prussiennes.

Son frère, le prince Ferdinand de Brunswick, qui commanda l'armée alliée avec tant de réputation pendant la guerre de sept ans, depuis 1757 jusqu'à 1763, et qui occupa en ce temps une place si distinguée dans l'histoire de l'Europe, était, sans contredit, un général habile et un bon tacticien; mais il n'avait de talens supérieurs d'aucune espèce. Au lieu d'avoir conservé le degré de renommée qu'il avait acquis sur les champs de bataille, on peut assurer qu'il n'aurait pas dû survivre à sa dernière campagne, comme Juvénal dit de Marius, qu'il aurait dû rendre le dernier soupir, « lorsque vainqueur des Teutons, il descendait de son

char de triomphe; » car, peu de temps après, le prince Ferdinand s'abandonna aux doctrines et aux rêveries des illuminés, qui, comme on le sait très-bien, obtinrent alors un ascendant très-fort dans toute l'Allemagne. Ils réduisirent son esprit à un état d'imbécillité qui ne pouvait exciter que la compassion. L'on aura peine à croire qu'avant l'année 1773, il était subjugué par eux, au point de passer souvent plusieurs heures dans les cimetières, pour évoquer des morts et faire venir des apparitions. Ces gens triomphaient de sa crédulité, en lui faisant accroire qu'il voyait des spectres ou des formes aériennes. De telles occupations offraient des preuves suffisantes de l'affaiblissement de son intelligence. Elles portèrent le grand Frédéric, dont le solide jugement méprisait les illuminés, à renvoyer le prince Ferdinand du service de Prusse. Alors il se retira à Magdebourg, où il était doyen du chapitre sécularisé.

Il habita principalement cette ville jusqu'à sa mort, sans aucun commandement militaire, et dans une espèce de retraite;

mais ayant une bonne table, et recevant les étrangers qui, par hasard, visitaient Magdebourg. Ses revenus, dont une partie considérable provenait d'une pension que lui faisait le gouvernement anglais, le mettaient en état de soutenir un établissement convenable à son rang. M. Osborn, mon ami intime, et qui, à mon grand regret, n'existe plus, était dans ce temps ministre d'Angleterre à la cour de Dresde. Connaissant parfaitement le prince Ferdinand, il dînait souvent avec lui. Le prince, qui le traitait avec une grande considération, désirait faire de lui un prosélyte. Un jour, il lui proposa de l'accompagner, la nuit suivante, à un cimetière, en lui promettant qu'un esprit leur apparaîtrait certainement. M. Osborn accepta la proposition, et promit de l'accompagner au lieu de ces apparitions surnaturelles, pourvu que le prince ordonnât à six grenadiers de les suivre, avec leurs fusils chargés à balles, et qu'il leur enjoignit de tirer sur tout objet qui aurait l'apparence d'un esprit. Le prince n'adopta nullement cette idée; en conséquence, la partie n'eut

pas lieu. Je ne forme aucun doute sur cette anecdote, car je la tiens de M. Osborn lui-même, dont l'honneur et la véracité étaient incontestables. Le prince Ferdinand continua jusqu'à sa mort, arrivée en juillet 1792, à être la dupe et le partisan des illuminés.

Sir Joseph Yorke, créé depuis lord Dover, occupait, en 1777, un rang distingué parmi les membres du corps diplomatique, à la Haie. Sa table, splendide et hospitalière, était ouverte aux étrangers de tout pays. Elevé par Horace, lord Walpole et par le premier lord Hampden, ses manières avaient quelque chose de cérémonieux; mais la vigilance et l'habileté qu'il déploya pendant plus de vingt-cinq ans qu'il fut ambassadeur d'Angleterre près des états-généraux, firent plus que compenser ces défauts de sa conduite extérieure. Jamais, peut-être, dans aucun temps moderne, les intérêts de la Grande-Bretagne ne furent soutenus avec autant de zèle, et cependant de modération que par lui, excepté par sir William Temple sous Charles II. Le stathouder avait pour sir Yorke une sorte de déférence filiale. En

1777, le roi d'Angleterre et son peuple continuaient de conserver de l'ascendant sur les conseils des Hollandais ; mais les malheurs croissans et les disgrâces accumulées de la guerre d'Amérique mirent enfin la France en état d'obtenir une influence prédominante, et forcèrent lord North à rappeler de la Haie sir Joseph Yorke.

Je passai dans la cour et la capitale de la Pologne une partie considérable de l'été de 1778, avec un autre ministre de Sa Majesté en pays étranger, M. Wrouhgton, qui devint depuis sir Thomas Wroughton. Varsovie, destinée à devenir à des époques plus récentes, le théâtre du carnage et des révolutions, jouissait alors d'un calme trompeur, tandis que l'Autriche, la Saxe et la Prusse étaient en guerre, à cause de la succession de Bavière. Wroughton, à l'époque dont je parle, avait environ quarante-six ans. Il avait été fort bien dans sa jeunesse, et, quoique devenu un peu gros, il conservait encore plusieurs des grâces et beaucoup de l'activité de cette époque de la vie. Si son éducation n'avait pas rendu son esprit

fort cultivé, elle l'avait parfaitement disposé à réussir dans le monde; et une résidence de plus de vingt ans dans les cours de Pologne et de Russie, avec un caractère public, rendaient, sur tous les points liés à l'histoire du nord de l'Europe, sa conversation aussi agréable qu'instructive. J'ai appris de lui un grand nombre de faits curieux touchant les deux impératrices russes, Elisabeth et Catherine. Brantôme les eut, sans doute, transmises à la postérité; mais, sans blesser la décence, on ne peut les rapporter dans ce temps-ci.

Sir Thomas Wroughton, âgé de vingt-trois ou vingt-quatre ans, fut envoyé à Pétersbourg, où il devint consul anglais, sous le règne de la première de ces deux princesses. Personne n'était mieux instruit du caractère d'Elisabeth, ni des intrigues politiques qui signalèrent ses dernières années. Il m'assura qu'elle mourut victime de ses excès, et presque une tasse d'eau-de-vie de cerises à la bouche, les défenses de ses médecins n'ayant jamais pu empêcher les femmes qui la servaient dans sa chambre

et au lit, de lui accorder ce plaisir pernicieux. La dernière princesse de la famille de Stuart qui a régné parmi nous, fut accusée d'une passion semblable, si nous nous en rapportons à l'histoire du temps, ou si nous en croyons le couplet qui fut attaché au piédestal de sa statue, en face de l'église de Saint-Paul, par des esprits satyriques, en 1714. Les amours de l'impératrice Elisabeth furent semblables à ceux des Messaline et des Faustine, dans la capitale de l'univers romain, sans délicatesse, sans honte et sans retenue. Suetone aurait eu de la difficulté à les rapporter, et Juvénal n'aurait pu exagérer les particularités des galanteries de cette princesse.

Sir Thomas Wroughton parlait toujours avec admiration et respect, quoique librement, de Catherine. Il lui avait de grandes obligations pour son avancement, car c'était elle qui lui avait fait obtenir la place de consul à Pétersbourg. Comme il était alors à la fleur de l'âge et d'une figure imposante, il attira son attention : elle l'honora même de marques de prédilection si parti-

culières, qu'elles lui attirèrent le ressentiment du grand duc, époux de cette princesse. Quand il monta sur le trône, en 1762, sous le nom de Pierre III, il obtint pendant son règne de peu de durée, que Wroughton fût rappelé de Russie. La cour d'Angleterre l'envoya alors à Dresde, comme ministre près d'Auguste III, électeur de Saxe, dans sa qualité de roi de Pologne. Il accompagna ou suivit ce monarque de Saxe à Varsovie, dans la dernière visite qu'Auguste fit à ses états polonais. Comme Wroughton était devenu ouvertement l'objet de l'aversion et de la jalousie de Pierre, et que Catherine le distinguait par des attentions personnelles de la nature la plus flatteuse, ce n'était pas faire une supposition improbable que de croire qu'elle porta sa préférence pour lui aussi loin qu'elle pouvait aller. Cependant il m'a toujours assuré, même dans les moments de la plus grande confiance, qu'il n'avait jamais dépassé un instant envers elle les bornes du plus profond respect, et que jamais non plus il n'avait reçu d'elle des encouragemens pour

montrer une telle présomption. « Le comte Poniatowsky, ajouta-t-il, était son amant ; et moi, simplement son très-humble ami et serviteur. »

Il m'a raconté dans quelle occasion il entendit, pour la première fois, prononcer le nom d'Orloff, et vit cet officier, devenu ensuite, sous le nom de prince Orloff, le favori avoué de Catherine. Il traversait la cour du palais d'hiver, à Pétersbourg, en l'année 1760. La grande duchesse, à laquelle il donnait le bras, lui montra un jeune homme vêtu de l'uniforme des gardes russes, et qui alors la saluait avec son épée. Elle ajouta : « Voyez-vous ce beau jeune homme ? le connaissez-vous ? » Wroughton répondit négativement. « Il s'appelle Orloff, dit Catherine ; croiriez-vous qu'il a eu la hardiesse de me faire l'amour ? »

« Il est bien hardi, madame, reprit-il en souriant. » La conversation n'alla pas plus loin, mais elle resta fortement dans le souvenir de Wroughton, qui, de ce moment, prévint en silence la future faveur d'Orloff.

Sir Thomas Wroughton m'a toujours

parlé de la participation ou du consentement de Catherine à la mort de Pierre III, comme involontaire, donné à regret, et le résultat d'une insurmontable nécessité. Il regardait même comme très - problématique qu'elle eût eu connaissance de l'assassinat de l'empereur Ivan, poignardé par ceux qui le gardaient à Schlussembourg, en 1764, pour empêcher que Mirovitsch ne le délivrât. Mais il croyait, avec tous les Polonais, que Catherine avait trouvé les moyens de faire tomber dans un piège la princesse Tarrakanoff, fille de l'impératrice Elisabeth, et de la transporter à Pétersbourg, où on assura qu'elle mourut dans sa prison, où pénétrèrent les eaux de la Néva. Il n'y a pas de doute qu'Alexis Orloff, si connu dans l'histoire du règne de Catherine, et qui alors commandait la flotte russe dans la Méditerranée, ne soit devenu, en cette occasion, l'instrument de sa vengeance, ou plutôt de ses appréhensions, en attirant à bord de son vaisseau, dans le port de Livourne, l'infortunée dont il s'agit. Cette accusation, soutenue par plusieurs faits graves, et par des

preuves apparentes , a été racontée au long et soumise depuis au tribunal de l'Europe , dans la *Vie de Catherine II* , publiée par Castéra , en 1797 , peu de temps après la mort de l'impératrice. Sir John Dick était consul anglais à Livourne dans le temps de l'emprisonnement de la prétendue princesse. Il est nommé dans l'ouvrage dont je parle , comme ayant été complice dans son enlèvement et son transport à bord du vaisseau de l'amiral russe. Son épouse est également accusée d'avoir participé à une si odieuse conspiration.

J'ai vécu plusieurs années familièrement avec sir John Dick , qui , à quatre-vingts ans , conservait toute l'activité du milieu de la vie , avec l'usage parfait de sa mémoire et de ses facultés. C'était un homme agréable , intéressant et bien élevé , qui avait beaucoup vu le monde. Le dimanche 10 février 1799 , dînant en grande compagnie , chez M. Thomas Hope , dans Berkeley-square , j'étais assis près de sir John Dick. Connaissant très-bien son intimité avec Alexis Orloff , je lui demandai où était alors ce comte.

« Il est maintenant, me répondit sir John Dick, à Leipsick, d'où il m'a écrit depuis seulement trois semaines. L'empereur Paul lui a ordonné de voyager, après l'avoir fait assister aux cérémonies funéraires de Pierre III, avec le prince Baratinski, qui, comme lui, a concouru à la mort de ce prince. Ils ont tenu les coins du poêle, et monté la garde près du corps dans l'église de la citadelle de Pétersbourg, où ils ont passé la nuit entière. Alexis a rempli ces fonctions avec beaucoup de sang-froid. »

Encouragé par la franchise de cette réponse, je me hasardai à lui demander s'il avait lu le récit de la prise de la princesse Tarrakanoff, dans la *Vie de Catherine II*. « Certainement, me dit-il, je l'ai lu, et non sans quelque chagrin ; car j'y suis accusé par mon propre nom, aussi bien que ma femme, d'avoir pris part au transport que l'on effectua, par violence, d'une princesse jeune, innocente et sans méfiance, à bord de la flotte russe. Je vais vous rapporter, en homme vrai, toute la part que j'ai prise à l'affaire, et tout ce que j'ai su de la pré-

tendue princesse, que l'on assure avoir été fille d'Élisabeth, impératrice de Russie, et d'Alexis Razumoffsky.

« Dans le temps que l'escadre russe était au port de Livourne, en 1771, Alexis Orloff, qui en était l'amiral, résidait fréquemment ou même principalement à Pise, où il tenait une maison splendide. Un matin, vers onze heures, un Cosaque qui était à son service comme courrier, arriva chez moi, chargé d'un message. Il m'informait que son maître, avec de la compagnie en trois voitures, avait l'intention de dîner chez moi ce jour-là. Je donnai des ordres en conséquence. Quand il arriva, il amena avec lui une dame qu'il présenta à ma femme et à moi ; mais jamais il ne prononça son nom. Il l'appelait seulement, en italien, *cette dame*. Elle n'était point belle, quoique d'un aspect aimable, âgée en apparence de trente ans, et elle semblait avoir été malade. Il paraissait y avoir en elle quelque chose de mystérieux qui excita ma curiosité, mais que je ne pus pénétrer. Quand je l'eus considérée avec attention,

je fus fortement frappé de l'idée que je l'avais vue auparavant, et que c'était en Angleterre. Déterminé à me satisfaire sur ce point, s'il était possible, je lui dis, comme nous étions avant le dîner devant la cheminée de mon salon : « Je crois, madame, que vous parlez anglais ? »

« Je le parle un peu, » répondit-elle. Nous dinâmes. Après le repas, Alexis Orloff proposa à ma femme et à une autre dame présente, d'accompagner lui et l'étrangère à bord de son vaisseau. Toutes les deux refusèrent, et Orloff partit dans la soirée avec la dame. La chaîne était alors tendue dans le port, mais un canot arriva du vaisseau amiral russe. Orloff y fit entrer la dame, et l'accompagna en sûreté jusqu'à bord.

« Le matin suivant, lorsque Orloff vint à terre, il se rendit chez moi. Ses yeux étaient très-enflammés, et sa contenance annonçait beaucoup d'agitation. Sans m'expliquer la cause de cet état de désordre, il avoua qu'il avait passé une fort mauvaise nuit, et me pria de lui prêter un des livres les plus amusans de ma bibliothèque, pour divertir

la dame qui était à bord de son vaisseau. Je ne l'ai jamais revue; mais je sais que, peu de temps après, Alexis l'envoya sur une frégate à Cronstadt. De là, sans avoir jamais débarqué, elle fut transportée, en remontant la Néva, à la forteresse de Schlussembourg, à l'entrée du lac Ladoga. Catherine l'y confina dans la chambre que Pierre III avait fait bâtir pour l'y renfermer elle-même. Il est constant que la dame mourut de chagrin dans sa prison; mais elle ne fut pas noyée par l'entrée de l'eau de la Néva dans sa chambre, comme l'assure l'auteur de la *Vie de Catherine II*.

« Après vous avoir rapporté ces détails, continua sir John Dick, je vais vous informer de ce qu'était la dame en question. Bien loin d'être, comme on le prétend, fille de l'impératrice Élisabeth, elle avait pour père un boulanger de Nuremberg, en Franconie. Si, sur ce point, mon témoignage pouvait vous paraître douteux ou suspect, le margrave d'Anspach qui est en Angleterre, et qui la connaissait bien, est prêt à attester le fait. Elle fut pendant quelque temps une

femme de plaisir, tant à Paris que dans cette ville de Londres, où elle a appris quelques mots d'anglais. Le prince Nicolas Radzivill, que les Russes avaient chassé de Pologne, la rencontra, en fit sa maîtresse, et l'emmena en Italie. Pour se venger de Catherine qui l'avait banni de son pays, et qui s'était emparée de ses immenses possessions en Lithuanie, il résolut de l'appeler la princesse Tarrakanoff, prétendant qu'elle était la fille d'Élisabeth. Beaucoup de personnes qui la virent la considérèrent en effet comme telle; et ce bruit acquerrant de la force, parvint jusqu'à Pétersbourg. Catherine fut naturellement alarmée de l'existence d'une femme qui pouvait réclamer des droits au trône de Russie. Elle sut que le prince Radzivill soutenait la légitimité de ces droits, attendu que cette dame était fille légitime d'Élisabeth, secrètement mariée à Razumoffsky. Elle pensa qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour s'assurer de la personne d'une si dangereuse rivale. Elle envoya donc des ordres secrets à Alexis Orloff, et lui enjoignit de se rendre maître de la

prétendue princesse , à tout prix et par tous les moyens possibles, soit par argent, soit par force. Les craintes de l'impératrice étaient portées à un si haut degré, qu'Orloff m'avoua qu'il avait reçu d'elle l'ordre positif de la poursuivre, s'il était nécessaire, jusqu'à Raguse, où l'on disait qu'elle s'était retirée; de la demander au gouvernement de cette petite république; et s'il refusait de la livrer, de réduire la ville en cendres par un bombardement. Mais Alexis trouva les moyens de la tromper ou de la séduire sans peines et sans hostilités. Il la traita comme sa maîtresse, tant qu'il résida dans Pise, et lorsqu'elle fut à Livourne, à bord de son vaisseau. Voilà toutes les particularités que je sais sur cette dame, et toute la part que j'ai eue à sa détention ou à ses malheurs. »

Quelque naturel et plausible que paraisse ce récit, ou même quelque vrai qu'il puisse être de point en point, il est probable qu'il ne convaincra pas tous les esprits. J'avoue qu'il ne produisit point en moi ce sentiment, quand sir John Dick me l'adressa, et qu'a-

près l'examen le plus approfondi, je ne suis pas pleinement persuadé que la dame ne fût pas la fille d'Élisabeth. On paraît avoir généralement admis, et l'on m'a toujours assuré que cette impératrice épousa secrètement Razumoffsky, et qu'elle eût de lui, depuis 1740 jusqu'à 1745, plusieurs enfans dont l'un, du sexe féminin, vécut et reçut le nom de princesse ou comtesse Tarrakanoff. Comme on l'assure dans la *Vie de Catherine II*, le prince Radzivill peut avoir trouvé les moyens de l'enlever, et après l'avoir conduite à Rome, l'y avoir abandonnée. Il est hors de doute, même d'après le récit de sir John Dick, que Catherine la redoutait, et qu'Orloff, par ses ordres, tendit des pièges à cette femme infortunée, la séduisit et se rendit enfin maître de sa personne. Mais Orloff, pour réussir dans son dessein lâche et barbare, l'a-t-il réellement épousée, ou a-t-il prétendu l'épouser? A-t-elle passé plusieurs jours dans la maison de sir John Dick au milieu des amusemens et de la dissipation? « Le consul, sa femme et la femme « du contre-amiral Greig, se sont-ils assis

« près d'elle dans la chaloupe qui la coti-
 « duisait à bord de la flotte russe ? » Enfin,
 un consul anglais a-t-il déshonoré lui-même,
 son souverain et sa nation, en facilitant ou-
 vertement l'exécution d'un acte si perfide ?
 Toutes ces assertions de Castéra et plusieurs
 autres, relatives à la manière dont elle fut
 traitée sur le vaisseau d'Orloff, me paraissent
 ne mériter aucune croyance. Elles sont dé-
 menties par le récit que me fit sir John
 Dick, à moins qu'on ne le suppose tout à
 fait dénué de foi et d'honneur. D'un autre
 côté, on révoque presque en doute sa véra-
 cité, lorsque l'on voit qu'il a gardé le silence
 sur une telle accusation portée contre lui à
 la face de toute l'Europe, sans essayer de la
 repousser ou de la démentir d'une manière
 publique, lorsque l'attaque l'avait été. Son
 démenti, adressé à moi dans une conversa-
 tion particulière, ne pouvait réhabiliter son
 caractère dans le monde. Nous devons aussi
 nous rappeler que sir John avait à Cathe-
 rine II des obligations personnelles. Elle lui
 avait accordé un de ses ordres de chevalerie,
 et lorsque Orloff était à Livourne avec sa

flotte, le consul anglais avait retiré de ce séjour de grands avantages pécuniaires. La manière dont Alexis le traitait en amenant dans sa maison une étrangère, dont il n'avait annoncé le nom ni à lui ni à sa femme, et dont il faisait sa maîtresse; cette conduite, dis-je, semble annoncer de la part du consul une grande dépendance, et empêchera sans doute de croire, sans examen, ses assertions. Toutefois je laisse à chacun la décision de ce point.

Mais la dame était-elle ou non fille d'Élisabeth? Il me paraît impossible, faute de preuves, de répondre à cette question d'une manière satisfaisante. J'avoue cependant que je crois plus probable qu'elle était, comme l'assurait sir John Dick, une allemande que le prince de Radzivill avait instruite, ou déterminée à prendre le nom et le titre de princesse Tarrakanoff. Il est même, tout considéré, difficile de condamner le désir qu'eut l'impératrice Catherine de s'emparer de sa personne; car si elle eût passé à Raguse, et de là dans les états Ottomans, elle eût été une adversaire bien dangereuse, à

cause de ses prétentions au trône, lorsqu'elle se fût trouvée parmi les Turcs, avec lesquels la Russie était en guerre. Il faut se rappeler que Catherine elle-même avait obtenu la couronne impériale par une révolution et par le meurtre de son mari, sans aucun droit héréditaire. Pour elle, une fausse prétendante était presque aussi redoutable qu'une légitime. L'histoire du faux Démétrius, au commencement du dix-septième siècle, histoire si fameuse dans les annales moscovites, devait lui inspirer une juste terreur. Des scènes semblables pouvaient se renouveler sous son règne dans l'intérieur de ce vaste empire. Pugatcheff avait été longtemps considéré par une grande partie du peuple russe, comme l'empereur Pierre III. Ces considérations doivent, du moins sous un point de vue politique, justifier les mesures que prit Catherine pour empêcher la dame en question d'être contre elle-même un instrument de vengeance dans les mains d'ennemis ambitieux. Aux yeux de la morale et de l'humanité, le règne et l'administration de cette impératrice, quelque bril-

lans, quelque imposans que Voltaire ou le prince de Ligne puissent nous les représenter, ne peuvent soutenir un examen sévère.

On aura également de la peine à excuser sa conduite, relativement à la première grande duchesse de Russie, épouse de Paul. On croit qu'elle périt ou du moins qu'elle disparut, par les ordres ou la permission de Catherine, d'une manière encore plus tragique que la prétendue princesse Tarrakanoff. J'ai vu cette grande duchesse, en 1774, dans le salon de Peterhoff, peu de temps après son mariage. Elle était née princesse de Hesse-Darmstadt, et avait été choisie de préférence à deux de ses sœurs qui l'avaient accompagnée dans un voyage d'Allemagne en Russie. Elles devaient avoir fort peu de charmes, si le choix de Paul résulta de sa supériorité sur elles, sous ce rapport. J'ai rarement vu une jeune personne moins favorisée de la nature. Elle avait sur le visage une humeur scorbutique, et son air n'annonçait ni intelligence ni dignité; mais on dit que ses manières avaient de l'agrément

et de l'amabilité. Il est certain qu'elle mourut pendant sa reclusion après une couche, et mariée depuis environ deux ans; il est également hors de doute que des imputations de la nature la plus grave se renouvelèrent alors contre l'impératrice Catherine, et qu'on l'accusa d'avoir ordonné la mort de la grande-duchesse. Je vais rapporter les particularités de cette mort, d'après le témoignage de deux princes de Hesse-Philipstahl, parens de cette princesse, et que je rencontrai à Vienne, en 1778, chez le maréchal Haddick, ainsi que dans d'autres maisons de cette capitale. Ils venaient chercher du service dans les armées de Marie-Thérèse, et ne paraissaient se piquer d'aucune réserve dans cette histoire, toute récente qu'elle était; voici à peu près ce qu'ils disaient :

« Wilhelmina, princesse de Hesse-d'Armstadt, qui, lors de son mariage avec Paul, prit le nom de *Natalie Alexiewna*, devint grosse en 1775, à la grande satisfaction de Catherine, et de tout l'empire qui attendait avec impatience un héritier du trône.

- Par malheur pour la grande duchesse, quoiqu'elle accouchât à terme, elle eut une couche longue et dangereuse. Non seulement son enfant mourut en naissant, mais ses médecins et ses chirurgiens déclarèrent qu'elle serait incapable à l'avenir de devenir mère, dans le cas même où elle guérirait du mal qu'elle avait souffert. L'affaire était pour la Russie d'une sérieuse conséquence, Paul n'ayant ni frère ni sœur, il devenait indispensable à la prospérité de l'état qu'il eût des héritiers. On soumit le fait à l'im-
- pératrice et à quelques conseillers choisis, comme une question politique. Après une mûre délibération, on résolut enfin de sacrifier la princesse à l'intérêt public, et de se défaire d'elle. Un grand obstacle, toutefois, restait à surmonter : non seulement on savait que Paul était très-attaché à sa femme, mais on crut que ses principes de morale et d'humanité ne lui permettaient pas de sanctionner par son consentement une telle action. En effet, lorsqu'on lui en suggéra l'idée, quoique indirectement et d'une manière ambiguë, il manifesta une horreur et

une indignation extrême. En conséquence, dans la vue d'éteindre en lui tous les sentimens de cette nature, et de le faire consentir à la proposition, les gens employés à cet effet l'attaquèrent par d'autres argumens que ceux de la politique et de la nécessité. « Ainsi, lui dirent-ils, votre altesse impériale s'imagine que la grande duchesse a été fidèle à sa couche, et que l'enfant qu'elle avait mis au monde vous appartenait ? » Il répondit affirmativement; alors ils lui attestèrent qu'elle avait eu une intrigue criminelle avec un des jeunes seigneurs de la cour les plus aimables et les plus accomplis. Paul néanmoins continuant d'être incrédule, ils mirent dans ses mains plusieurs lettres de la princesse et de son amant, qui, disaient-ils, avaient été découvertes ou interceptées, et qui, contenant des preuves non équivoques d'une tendresse mutuelle, suffisaient pour convaincre le grand duc de l'infidélité de son épouse. Alors ils l'abandonnèrent à son sort, et les médecins ayant reçu leurs instructions, achevèrent le reste avec autant de promptitude que d'efficacité. »

Tel fut le récit des princes de Hesse-Philippstadt; et une circonstance qui en augmente la probabilité, c'est que le seigneur accusé d'avoir été l'amant de la grande duchesse, résidait alors à Vienne. Selon le bruit commun, il y avait été envoyé par Catherine, sur les plaintes de son fils, immédiatement après la mort de la malheureuse princesse. Pendant mon séjour à Vienne, je fus long-temps intimement lié avec lui. Il occupa depuis le poste d'envoyé de Russie à une cour italienne, où l'on croit qu'il porta sa témérité et ses succès plus haut encore qu'à Pétersbourg. J'ai peu vu ou connu d'hommes mieux formés par la nature pour être aimés des femmes. Sa figure était belle, ses manières, quoique hautaines, devenaient aimables et séduisantes quand il voulait plaire. Son air, qui avait quelque chose d'un Calmouck, était cependant très-distingué et annonçait beaucoup d'esprit et d'intelligence. Il avait servi sur la flotte russe, sous Alexis Orloff, et assisté à la mémorable victoire de Tcheshmé, sur la côte de Natolie, en 1770, lorsque l'escadre turque fut

détruite dans la baie. Il acquit sous les amiraux Elphinstone et Greig, nonseulement la connaissance de notre tactique navale, mais celle de la langue anglaise qu'il parlait avec beaucoup de facilité. En examinant l'histoire de la famille impériale de Russie, depuis le règne de Pierre I^{er} inclusivement, nous ne trouverons dans cette anecdote rien d'improbable.

Si Catherine n'hésita pas à rendre par un crime son fils veuf, elle ne perdit pas de temps pour lui procurer une seconde femme. Dans ce dessein, immédiatement après la mort de la malheureuse grande duchesse, elle s'adressa au Grand Frédéric, roi de Prusse, et l'invita de choisir pour Paul une princesse allemande, qui remplit le vide occasionné dans sa famille. Elle traça même de sa propre main les qualités principales de l'esprit et de la personne qu'elle considérait comme indispensables. Frédéric exécuta avec une grande habileté cette commission délicate. Ayant pris tous les renseignemens nécessaires, il recommanda à l'impératrice la princesse Sophie de Wirtemberg. Il était

peut-être impossible de faire un choix plus judicieux pour un rang si dangereux, qui conduisait fréquemment à un couvent, en Sibérie ou à la mort. La princesse n'avait pas encore dix-sept ans, et, outre les grâces de la jeunesse, elle possédait des charmes personnels très-propres à captiver les affections du grand duc. Son jugement solide et sa conduite irréprochable lui assuraient l'estime générale; et, en même temps, elle ne montrait ni énergie ni ambition capables d'occasionner des craintes à Catherine. Paul, accompagné du maréchal Romanzoff, si célèbre par ses victoires sur les Turcs, fut envoyé, en 1776, par Catherine à Berlin. Frédéric, qui avait ainsi contribué à lui procurer une épouse, le traita magnifiquement à Potsdam.

A l'un des repas qui, si je m'en souviens bien, eut lieu dans le nouveau palais de Sans-Souci, au milieu du dîner, une forte partie du plafond tomba sur la table, remplit toute la chambre de poussière, et causa un étonnement, une confusion extrêmes à toute la compagnie. Le roi, avec une admi-

nable présence d'esprit, passa aussitôt ses bras autour de Paul, assis près de lui, et le tint étroitement embrassé, sans le laisser changer de place, jusqu'à ce que l'on connût bien les causes et les conséquences du désastre. Quand on eut découvert qu'il provenait seulement d'un défaut dans le plâtre du plafond, et qu'il avait été purement accidentel, un courrier partit pour aller informer Catherine, à Pétersbourg, des détails de l'évènement, et l'assurer en même temps que son fils était dans une parfaite santé. On ne peut qu'admirer la promptitude du jugement de Frédéric. Ignorant la cause d'un fait si peu naturel et si alarmant, il résolut, au moment même, de partager avec le grand duc le danger et le malheur s'il y en avait. Dans le fait, s'ils eussent dû périr, ils devaient périr ensemble. La méchanceté des hommes eût sans nul doute soupçonné quelque trahison; si quelque accident, dans lequel le roi n'eût pas été enveloppé, eût atteint son hôte. Frédéric, par sa promptitude, empêcha la possibilité de toute mauvaise interprétation, soit à Pétersbourg,

soit dans toute autre cour de l'Europe.

Pendant les dix ou quinze premières années du règne de Catherine II, on croyait communément, et en Pologne, où l'on hasardait de parler plus librement qu'en Russie, j'ai souvent entendu soutenir dans des sociétés particulières, que le grand duc Paul disparaîtrait tôt ou tard, comme Pierre III, en 1762, et le malheureux empereur Ivan, en 1764. Si Catherine eût redouté son fils, un tel événement eût pu n'être pas improbable; mais elle le connaissait, et ne le craignait pas. La plus forte preuve qu'elle n'avait aucune inquiétude sur les efforts qu'il pourrait faire pour monter avant le temps sur le trône de Russie, fut la permission qu'elle lui accorda de voyager en Allemagne, en France et en Italie. Pierre I^{er} n'étendit jamais à ce point la liberté de son fils, le Czarowitz Alexis. Paul, dans son voyage, fut accompagné par la grande duchesse, pour laquelle il manifestait la plus grande affection.

La prétendue princesse Tarrakanoff et la première grande duchesse de Russie ne fu-

rent pas les seules femmes d'un haut rang que Catherine II est accusée d'avoir fait mourir. On suppose qu'Augusta-Caroline, fille aînée du célèbre duc de Brunswick, mortellement blessé à Auerstaedt (Iéna), périt aussi d'une manière mystérieuse, et, selon quelques personnes, non moins tragique. Cette princesse, née vers la fin de 1764, épousa, avant l'âge de seize ans, le roi actuel, alors prince de Wirtemberg(1). Il avait alors vingt-six ans, et pouvait être considéré comme l'héritier de son oncle, Charles-Eugène, duc de Wirtemberg, qui n'avait pas d'enfans. Lorsque j'étais, dans l'automne de 1777, à la cour de Brunswick, j'y vis plus d'une fois la princesse, alors âgée de treize ans, dans l'appartement de sa mère. Elle était fort belle, avait des cheveux blonds, des traits agréables et une figure intéressante. Quelques années après son mariage, elle accompagna en Russie le prince son mari, quand il entra au service de cette puissance, à l'héritier de laquelle sa

(1) Celui qui vient de mourir à la fin de 1816.

sœur, comme on l'a dit, avait été mariée. Ils résidèrent pendant quelque temps à Pétersbourg ou dans d'autres endroits de l'empire russe; mais, en 1787, il quitta le service et les états de Catherine, y laissant sa femme dont on assurait que la conduite lui avait donné des sujets de plainte. Ils avaient trois enfans vivans, deux fils et une fille, que l'impératrice lui permit d'emmener, quand il quitta le service, mais elle retint la princesse sous sa protection. Après une année ou deux, il fut notifié au prince, ainsi qu'au duc de Brunswick, que la femme de l'un, fille de l'autre, n'était plus. Le duc son père demanda aussitôt, de la manière la plus pressante, qu'on lui rendit son corps; mais on ne satisfit point à sa prière, et il ne reçut même jamais des preuves authentiques de sa mort. Il connut encore moins les circonstances qui l'avaient accompagnée. Non seulement on douta que cette mort fût naturelle, mais on mit en question si elle ne vivait pas encore en Sibérie ou dans les déserts voisins du pôle, comme plusieurs autres exilés de sa propre famille, que l'im-

pératrice Elisabeth avait bannis, lorsque, en 1741, après la déposition d'Ivan, elle avait monté sur le trône.

En mai 1797, la princesse royale d'Angleterre fut mariée au prince de Wirtemberg, qui, avant la fin de cette même année, devint duc par le décès de Frédéric-Eugène son père. Au commencement de l'été de 1798, un seigneur causant avec moi sur la mort de la première princesse de Wirtemberg, m'assura qu'il avait vu et lu tous les papiers relatifs à son emprisonnement et à sa mort. D'après le désir du prince et par son ordre, ils avaient été transmis à Georges III. Ce roi les ayant examinés, fut parfaitement convaincu qu'il n'avait aucune part dans cet acte mystérieux et funeste. Ce seigneur enfin me dit, comme son opinion personnelle, que si la mort de la princesse n'avait pas été naturelle, Catherine seule l'avait fait empoisonner.

« Frédéric - Guillaume, duc régnant de Wirtemberg, ajouta-t-il, entra dans sa jeunesse au service de Prusse, ce qui est généralement connu. Le vieux Frédéric l'aima

et le distingua. Désirant l'attacher, par des liens durables, à la maison de Brandebourg, et le considérant comme un homme de mérite, ce roi lui-même proposa et enfin conclut son mariage avec la fille aînée du duc de Brunswick, son neveu et son général favori. Cet événement eut lieu en 1780. Environ cinq années plus tard, Frédéric fut disposé à former une seconde alliance avec la famille de Wirtemberg, en mariant son petit-neveu, roi actuel de Prusse, aussitôt que son âge le permettrait, avec la princesse Élisabeth, sœur du prince. Il l'envoya dans ce dessein à Pétersbourg. Ses instructions étaient de demander à la grande duchesse, également sa sœur, d'exercer son influence à la cour de Stuttgard, pour que le duc promît sa nièce à l'héritier éventuel du trône de Prusse. Cette négociation échoua par la demande que l'empereur Joseph II fit, vers le même temps, de la princesse Élisabeth de Wirtemberg pour son neveu, François, prince héréditaire de Toscane, et aujourd'hui empereur d'Autriche. Ce mariage eut lieu au commencement de 1788.

* Quand le prince de Wirtemberg arriva dans la capitale de la Russie, cette alliance était déjà arrêtée, ou du moins trop avancée pour qu'il pût l'empêcher. Ayant donc fait en vain tous ses efforts près de la grande duchesse pour s'y opposer, il revint à Potsdam. Soit que Frédéric le soupçonnât de duplicité, soit qu'il fût seulement fâché d'être trompé dans son espoir, il est certain qu'il reçut très-froidement le prince. L'impératrice de Russie l'invita peu de temps après à entrer à son service : il quitta celui de Prusse, et revint à Pétersbourg. L'impératrice l'employa dans la guerre de 1787 contre les Turcs, et il commanda une des trois armées mises sur pied. L'avant-garde, de 40,000 hommes, lui fut confiée. On dit qu'il montra de grands talens militaires, et qu'il rendit à Catherine des services essentiels.

« Lorsqu'il entra au service de Russie, il emmena avec lui à Pétersbourg, la princesse sa femme, ainsi que les deux garçons et la fille qu'elle lui avait donnés. A la fleur de l'âge et douée de plusieurs qualités aimables

bles, elle plut bientôt à Catherine, et obtint une place distinguée dans sa société et sa confiance intime. On ne peut être étonné que la princesse ait dévié du sentier de la morale. La cour et le palais étaient le séjour de la dissipation et de la licence. Cependant, lorsque le prince alla servir contre les Turcs, il fut contraint de laisser son épouse exposée à toutes ces tentations. En effet, pendant son absence, elle se conduisit avec autant d'imprudence qu'à son retour. Après la campagne, il se vit dans la nécessité d'adopter envers elle quelques mesures vigoureuses. Placé dans cette situation pénible, il écrivit au duc de Brunswick, père de la princesse, l'informa de la mauvaise conduite de sa fille, et le consulta sur ce qu'il y avait à faire dans ces circonstances. Il fut résolu entr'eux qu'il fallait d'abord la faire sortir de Russie. Le prince demanda donc à Catherine la permission de quitter ses états avec sa femme et sa famille. L'impératrice lui permit de se retirer, et d'emmener avec lui ses enfans ; mais elle lui refusa positivement la faculté de ramener son épouse en Allemagne. Toutes

remontrances étant vaines, la princesse resta à Pétersbourg, et le prince revint avec ses enfans à Wirttemberg.

« Environ quinze jours après son départ, la princesse, sans que l'on en donnât la raison, fut envoyée, par ordre de Catherine, au château de Lhode, situé à environ deux cents milles de Pétersbourg, mais je ne peux dire dans quelle partie de cet empire immense. Il paraît qu'elle y resta strictement enfermée pendant environ dix-huit mois; tous ses domestiques allemands lui furent ôtés. A la fin de ce temps, le prince reçut de l'impératrice une lettre qui lui apprenait que son épouse était morte d'une hémorragie. Catherine donna la même nouvelle au duc de Brunswick. Les lettres ne portaient aucune particularité; et, à ce qu'il paraît, on ne connut point d'autres circonstances. Le duc de Brunswick, sachant qu'il ne pouvait rendre la vie à sa fille, ni demander compte de sa mort à l'impératrice, se soumit avec patience à ce malheur; mais, pendant plusieurs années, il ne communiqua point à la duchesse son épouse la nouvelle

de la mort de leur fille. Ignorant donc cette catastrophe, elle continua de croire que la princesse était toujours prisonnière à Lhode ou dans quelqu'un des déserts de la Russie. Elle parlait toujours d'elle comme étant vivante en Sibérie, et ceci explique comment on le croyait généralement. »

Si le récit qui me fut fait par sir John Dick, à l'égard de la prétendue princesse Tarrakanoff, laisse obscures plusieurs circonstances de son histoire, il faut convenir, après avoir examiné ce récit, qu'il n'y a pas moins d'incertitude dans l'histoire de la princesse de Wirtemberg. Il est naturel de demander pourquoi Catherine aurait fait mettre en prison, ou emprisonné cette princesse. Ses galanteries, quelque publiques qu'elles fussent, ne pouvaient être un crime aux yeux de l'impératrice qui, dans sa propre conduite, s'affranchissait de tout scrupule et de toute retenue. C'était le prince de Wirtemberg qui se trouvait offensé et irrité. Quelles preuves, autres qu'une simple assertion, a-t-on qu'il ait ignoré l'intention qu'avait Catherine, de bannir et de

tenir en prison son épouse ? A l'égard des deux empereurs Pierre III et Ivan , ainsi que de la prétendue princesse Tarrakanoff et de la première grande duchesse de Russie , les motifs pour leur ôter la vie par un crime sont évidens. Mais ici rien de semblable. Il y a , de plus , d'autres circonstances qui doivent nous faire hésiter à avoir , sur ce sujet , une opinion décidée. La mort de la princesse de Wirtemberg à Lhode fut marquée dans tous les almanachs allemands , imprimés avec permission , au 22 septembre 1788. Son mari resta veuf environ huit ans après cet événement , avant d'essayer d'obtenir la main de la princesse royale de la Grande-Bretagne. Pendant un si long espace de temps , il ne paraît point avoir adopté de mesures pour repousser les rapports calomnieux répandus dans toute l'Europe , de sa participation à la mort de sa femme ; rapports qui , bien que faux , firent la plus funeste impression , même en Angleterre. A la vérité , Georges III fut parfaitement convaincu de l'innocence de ce prince , avant de consentir à son union avec sa fille

ainée. Mais, quoique le roi se rendit aux preuves qu'on lui administra sur ce point, il est bien connu qu'il le fit avec répugnance et hésitation, et qu'il consentit plutôt au désir avoué de la princesse sa fille, qu'il ne désira lui-même ce mariage. Il était si loin de le favoriser, que je sais de bonne part qu'après tous les préliminaires et la fixation du jour nuptial, il offrit à la princesse de tout rompre, si elle le voulait, en prenant sur lui-même toute la responsabilité du manque de parole. Il est certain que la négociation avança beaucoup plus rapidement après la mort de l'impératrice. La noce fut célébrée le 18 mai 1797. Un voile épais ou même impénétrable est donc jeté sur la nature et la cause de la mort de la princesse de Wirtemberg. Laissons au temps à le soulever, si toutefois la chose n'est pas devenue impossible.

Avant de quitter ce sujet, je ne peux m'empêcher de remarquer que, pendant le dix-huitième siècle, la famille de Brunswick, dans ses diverses branches, ne produisit pas moins de cinq princesses, qui

successivement offrirent les plus frappans exemples de l'infortune humaine. La première fut Sophie de Brunswick, mariée à Georges I^{er}, qui, accusée mais non convaincue de galanterie avec le comte de Kohnismark, fut enfermée pendant près de quarante années dans le château solitaire d'Ahlden, dans l'électorat de Hanovre, où elle mourut en 1726. Charlotte-Christine de Brunswick-Blankenberg, épousa, en 1711, le Czarowitz Alexis, fils unique de Pierre-le-Grand. Cette princesse était douée par la nature de presque toutes les qualités aimables et estimables, tant au physique qu'au moral; elle était à la fois belle et vertueuse. A la fleur de son âge, elle périt victime des traitemens cruels de son époux. Elle mourut en couche, à Pétersbourg, en 1715, à l'âge de vingt-un ans, pleurée par tout l'empire, excepté par Alexis, que son caractère brutal rendait incapable d'apprécier son mérite. Brunswick-Wolfenbuttel fournit l'exemple suivant dans la personne d'Élisabeth, mariée en 1765, au dernier roi de Prusse, alors prince royal, divorcée quatre

ans après, à cause des irrégularités de sa conduite, et confinée à Stettin, où je l'ai vue, en 1774. Elle vit, je crois, encore, oubliée et inconnue, dans quelque partie de la domination prussienne, après avoir vu la chute temporaire de sa maison, et les calamités que Buonaparte a fait éprouver à celle de Brandebourg. Caroline Mathilde de Brunswick-Lunebourg, fille posthume de Frédéric, dernier prince de Galles et sœur de Georges III, est la quatrième de cette nomenclature. Bannie du Danemark, en 1772, par une révolution opérée au nom de son faible époux Christian VII, elle ne survécut que trois ans, et termina sa courte carrière à la fleur de l'âge, dans Zell, en 1775. Augusta Caroline de Brunswick-Wolfenbüttel, dont nous avons vu la triste histoire et la mort équivoque, termine la liste. On doit trouver singulier que, dans un espace d'à peine cent années, tant de femmes de cette illustre famille aient éprouvé une telle fatalité.

Dans l'automne de 1778, je vins à Dresde pour la seconde fois. Cette cour était alors

particulièrement agréable aux Anglais par les manières polies et hospitalières de sir Joseph Stepney, ministre de notre roi en Saxe, et l'un des personnages les plus recommandables qui aient été employés près des gouvernemens étrangers, sous le règne actuel. Les *illuminés* avaient fait alors à Dresde sur les esprits une impression profonde et générale. Quelques années auparavant, Schrepfer avait choisi cette ville pour le théâtre de sa fameuse apparition du chevalier de Saxe. Ayant rendu compte dans un précédent ouvrage de cette mémorable fourberie, je ne reviendrai point sur ce sujet ; mais je ne peux m'empêcher de rapporter une autre histoire à peu près du même genre, qui me fut racontée par le comte de Felkesheim, pendant mon séjour à Dresde. C'était un gentil-homme livonien, établi en Saxe, très-instruit, et également supérieur à la crédulité ou à la superstition. Nous étions ensemble, en octobre 1778. Par hasard, la conversation tourna sur le caractère et les actions de Schrepfer.

« J'ai causé, me dit-il, avec plusieurs per-

sonnes qui avâient été présentes à la scène du spectre ou du fantôme évoqué par lui dans la galerie du palais du duc de Courlande. Toutes s'accordaient dans les principales circonstances. Quoique je ne prétende pas expliquer par quels procédés ou quelles subtilités cette affaire a été conduite, j'ai toujours considéré Schrepfer comme un imposteur adroit, et ses spectateurs comme des dupes. Je ne suis pas, toutefois, assez décidément sceptique sur la possibilité des apparitions surnaturelles, pour les tourner en ridicule, parce qu'elles paraissent opposées aux notions philosophiques. J'ai été élevé à l'Université de Königsberg, et j'ai eu l'avantage d'assister à des discours sur la philosophie morale, prononcés par un professeur regardé comme très-habile dans cette science. Cependant, quoique ecclésiastique, il avait la réputation d'être un peu incrédule sur divers points liés à la religion révélée. Lors donc qu'il lui devenait nécessaire, dans le cours de ses leçons, de traiter de la nature de l'esprit, comme détaché de la matière, de discuter l'immortalité de

l'ame, et d'entrer dans la doctrine d'une vie à venir, j'écoutais ses opinions avec une attention plus qu'ordinaire. Il me paraissait éprouver un embarras si visible dans son langage et ses expressions, lorsqu'il traitait ces mystérieux sujets, que j'éprouvai la plus vive curiosité de le questionner davantage à leur sujet. Peu de temps après, me trouvant seul avec lui, je hasardai de lui adresser mes observations sur sa conduite, et je le priai de me dire si elles étaient fondées ou non. »

« L'hésitation que vous avez remarquée, me répondit-il, provenait de l'embarras que j'éprouve quand je porte mes idées sur un sujet où mon intelligence est en opposition avec mes sens. La raison et la réflexion me disposent également à regarder avec mépris et incrédulité l'existence des apparitions. Mais ce que j'ai vu de mes propres yeux, autant qu'on peut se fier à ce sens ou à tout autre, ce qui a même reçu depuis une sorte de confirmation, par des circonstances liées avec le fait original, me laisse en cet état de septicisme et de doute qui s'apercevait

dans mon discours. Je vais vous raconter le fait. Elevé pour embrasser l'état ecclésiastique, je reçus du dernier roi de Prusse, Frédéric Guillaume I^{er}, un petit bénéfice dans l'intérieur du pays, à une distance considérable, au midi de Kœnigsberg. J'y allai pour prendre possession, et trouvai une maison de ministre fort propre, où je passai la nuit dans la chambre à coucher de mon prédécesseur. On était alors aux plus longs jours de l'été. Le matin suivant, qui était un dimanche, je veillais dans mon lit, les rideaux ouverts, et le jour entièrement venu. J'aperçus la figure d'un homme vêtu d'une large robe, debout devant un pupitre sur lequel était un gros livre, dont il paraissait de temps en temps tourner les feuillets. A ses côtés étaient deux petits enfans qu'il regardait attentivement par intervalles, et, à chaque regard, il paraissait toujours pousser un profond soupir. Son air pâle et affligé indiquait de cruelles peines d'esprit. J'avais de tous ces objets une vue complète; mais j'éprouvais trop de terreur pour me lever, ou pour adresser la parole à ces figures. Je

restai pendant quelques minutes hors d'haleine, et sans proférer un mot ou changer de situation. A la fin, l'homme ferma le livre, et, prenant les deux enfans par la main, il les conduisit doucement à travers de la chambre. Je les suivis exactement des yeux, jusqu'à ce que les trois figures disparussent graduellement, ou se perdissent derrière un poêle de fer qui était dans le coin le plus reculé de l'appartement.

« Quoique profondément affecté et surpris de cette vision, quoique incapable de me l'expliquer d'une manière satisfaisante, je recouvrai assez de forces pour me lever. Je m'habillai en hâte, et quittai la maison. Le soleil était levé depuis long-temps; je marchai vers l'église : elle était ouverte, mais le sacristain l'avait quittée. Quand j'entrai dans le presbytère, mon esprit et mon imagination étaient si fortement frappés de ce que j'avais vu, que je cherchai à en dissiper le souvenir, en regardant autour de moi. Dans presque toutes les églises luthériennes des états prussiens, c'est un usage établi de suspendre aux murs de quelques parties de

l'édifice, les portraits des pasteurs qui en ont successivement eu le bénéfice. Un certain nombre de ces tableaux, grossièrement exécutés, étaient dans une des ailes. Je n'eus pas plutôt fixé les yeux sur le dernier, qui était le portrait de mon prédécesseur immédiat, que je les tins fixement attachés sur cet objet; car, au même instant, je reconnus la figure que j'avais vue dans ma chambre à coucher, quoiqu'elle n'offrit pas la même expression de mélancolie ou de malheur.

« Le sacristain arriva lorsque je considérais encore cette tête intéressante, et j'entraî aussitôt en conversation avec lui sur les pasteurs qui m'avaient précédé dans ce bénéfice. Il s'en rappela plusieurs sur lesquelles je lui fis diverses questions. Je finis par le dernier, dont je désirais le plus savoir l'histoire. » Nous le regardions, dit le sacristain, comme un des hommes les plus instruits et les plus aimables qui aient jamais demeuré parmi nous. Sa charité et sa bienfaisance le rendaient cher à ses paroissiens, qui pleureront long-temps sa mort.

Mais il nous fut enlevé, au milieu de l'âge, par une maladie de langueur, dont la cause a fait naître parmi nous plusieurs rapports désagréables, et est encore un sujet de conjectures. Cependant on croit communément qu'il mourut de chagrin. »

« Ma curiosité fut encore plus vivement excitée par cette circonstance. Je pressai le sacristain de m'apprendre ce qu'il savait sur ce sujet.

« On n'en sait précisément rien, reprit-il; mais le scandale a propagé le récit d'une union criminelle qu'il aurait formée avec une jeune femme du voisinage. On a même assuré qu'il en avait eu deux enfans. Pour confirmer ce rapport, je sais que l'on a certainement vu au presbytère deux petits garçons d'environ quatre à cinq ans. Mais ils disparurent tout à coup, peu de temps avant la mort de leur prétendu père, quoique nous ignorions tout à fait en quel lieu on les a envoyés, ou ce que l'on a fait d'eux. Il est également certain que les soupçons et les opinions défavorables formés sur cette mystérieuse affaire, et qui doivent

nécessairement être parvenus jusqu'à notre dernier pasteur, empirèrent, s'ils ne la causèrent pas, la maladie dont il mourut. Mais il est parti pour rendre compte de sa conduite, et nous devons penser charitablement des morts..»

« Il n'est pas nécessaire de dire avec quelle émotion j'écoutai ce récit. Il me rappelait, et semblait rendre réel tout ce que j'avais vu. Ne voulant cependant pas souffrir que mon esprit fût subjugué par des fantômes qui pouvaient avoir été l'effet de l'erreur ou de la fraude, je ne communiquai point au sacristain ce que je venais de voir, et je ne voulus même pas quitter la chambre où l'apparition avait eu lieu. Je continuai d'y loger sans rien y rencontrer de semblable; et, à mesure que l'automne avança, le souvenir même commença de s'en effacer. Quand l'approche de l'hiver rendit nécessaire d'allumer du feu dans la maison, je donnai ordre d'en faire dans le poêle de fer, derrière lequel j'avais cru voir disparaître la figure d'homme et les deux enfans. On éprouva quelque difficulté pour y par-

venir. Le poêle fumait beaucoup, et d  plus il exhalait une odeur fort désagréable. J'envoyai chercher un chaudronnier pour l'examiner et le réparer. Il découvrit dans l'intérieur, tout au fond, les ossemens de deux petits corps humains. Ils correspondaient très-bien, sous le rapport de la taille, et sous tous les autres, avec la description que le sacristain m'avait faite des deux jeunes garçons vus au presbytère. Cette dernière circonstance mit le comble à mon étonnement, et sembla donner une sorte de réalité à une apparition qui, autrement, aurait pu passer pour une erreur des sens. Je résignai le bénéfice, quittai ce lieu, et revins   K nigsberg; mais cet  v nement a produit sur mon esprit l'impression la plus profonde, et fait naître les incertitudes, les contradictions que vous avez remarqu es dans mon dernier discours. »

Telle fut l'histoire du comte Felkesheim. Elle me parut, d'après sa singularité, mériter d'être rapportée, quelque mépris que l'on doive d'ailleurs avoir pour de telles anecdotes.

Une des plus intéressantes parties de ma vie fut le temps que je passai à Naples, pendant l'été de 1779. Sir William Hamilton, ministre de Sa Majesté, fournissait la plus grande partie du plaisir ou de l'instruction que cette capitale offrait alors aux étrangers. Il m'honora de son amitié, jusqu'à la fin de sa vie. Sa taille était haute et maigre, son teint brun, son nez aquilin, et souvent il me faisait songer au Rolando de Gilblas. Cependant, il avait un tel air d'intelligence, un aspect si distingué, qu'il s'attirait l'affection. Sa mère, lady Archibald Hamilton, avait eu, comme on le sait très-bien, une place distinguée dans la faveur du dernier prince de Galles. Dès sa jeunesse, sir William avait été élevé avec le roi actuel, qui, parvenu à la couronne, le fit son écuyer. Il entra jeune au service, assista à la bataille de Fontenoy, et, je crois, aussi à celle de Lawfeldt. Je voudrais pouvoir rapporter avec délicatesse une anecdote qu'il me raconta sur la première de ces batailles.

« Nous fûmes exposés long-temps, dit-il, comme on le sait bien, à un feu d'artillerie

très-meurtrier, sans pouvoir changer de place. Les ordres étaient formels de rester où nous étions postés. De temps en temps, les boulets emportaient des files entières, et produisaient même parmi nos gens les plus déterminés des sensations fort peu agréables. J'eus occasion alors de voir un exemple des effets physiques de la peur sur le corps humain. Beaucoup de grenadiers anglais, quoique capables d'affronter la mort sous toutes ses formes, et empressés de marcher à l'ennemi, éprouvaient, malgré eux intérieurement les douleurs les plus fortes. Incapables de les supporter, pressés par une nécessité irrésistible, et forcés de rester à la même place, plusieurs d'entr'eux satisfirent au besoin qui les tourmentait, en tournant le dos aux canons de l'ennemi. Ils voulaient montrer ainsi leur mépris pour ce même danger qui excitait intérieurement en eux de si fortes sensations. »

La versatilité du caractère de sir William Hamilton formait un de ses traits distinctifs. Possédant un jugement supérieur, un esprit philosophique, et une grande in-

clination pour l'étude de plusieurs branches de sciences, ou pour la littérature, il était aussi très-habile dans tous les exercices corporels. Après avoir étudié, ainsi que l'ancien Plinè, les phénomènes du Vésuve; après avoir exploré les antiquités de Pompeia ou de Stabia avec autant d'enthousiasme que Pausanias explora celles de l'ancienne Grèce, il passait des journées et presque des semaines entières avec le roi de Naples. Il chassait à la grosse bête ou au vol dans les forêts royales, ou bien, exposé aux rayons d'un soleil brûlant, et faisant, dans une barque ouverte, un travail plus fatigant, il harponnait le poisson dans la baie de Castellamare. Agé de plus de soixantedix ans, il conserva tout son goût pour ces exercices, principalement pour la pêche, à laquelle il se livrait avec ardeur. Il unissait ainsi des passions d'esprit et de corps rarement réunies dans le même homme. Moins de deux ans avant sa mort, je lui ai vu danser la tarentelle, danse de la Pouille, qui, sans nul doute, est une copie des amusemens des bacchantes antiques, et ainsi ne

demande pas peu de force et de vivacité : ce fut dans une occasion si remarquable, que j'en vais dire les particularités. On apprit à Londres, le 15 avril 1801, la victoire glorieuse remportée devant Copenhague par la flotte anglaise de lord Nelson. Sir William Hamilton demeurait alors dans Piccadilly. Vers dix heures du soir, j'allai chez lui avec sir John Macpherson : nous y trouvâmes réunis les ducs de Gordon et de Queensberry, lord William Gordon, M. de Calonne, M. Charles Greville, neveu de sir Hamilton, le duc de Noia, seigneur napolitain, M.^e Kemble, le célèbre comédien et sa femme, le révérend M. Nelson, maintenant comte de ce nom, et d'autres personnes. Lady Hamilton était inspirée par le succès récent de lord Nelson contre les Danois. Il lui avait marqué, de la main qui lui restait, toutes les particularités de cette victoire, depuis le 1^{er} jusqu'au 8 avril, jour du départ des dépêches. Elle pinça de la harpe et chanta, puis elle voulut danser la tarentelle.

Sir William commença cette danse avec

elle, et soutint la lutte, car c'en était vraiment une, pendant quelques minutes. Quand il ne put plus continuer, le duc de Noia lui succéda; mais quoique moins âgé de près de quarante ans que sir Hamilton, il fut aussi obligé de céder d'épuisement. Lady Hamilton envoya chercher sa domestique; puis une autre femme, Cophte, totalement noire, que lord Nelson lui avait présentée à son retour d'Egypte, releva sa compagne. Il serait difficile de se former une idée précise de cette danse; mais le fandango et la seguedilla des Espagnols en offrent une image. Madame de Staël a essayé de la décrire. Elle l'a fait danser à Rome par Corinne, dans un bal avec le prince Amalfi, Napolitain; mais elle a adouci les traits voluptueux qui la rendent trop puissante sur l'imagination et les sens. Cependant elle admet « le mélange de pudeur et de volupté » inhérent à cette danse, et qui donnait l'idée des bayadères ou danseuses de l'Inde. La Corinne de madame de Staël ne pouvait pas être plus familiarisée avec les attitudes des anciennes statues, que ne l'é-

tait lady Hamilton, ni plus capable de transporter les spectateurs à Herculanum, par l'imitation savante et pittoresque des modèles que cette ville nous offre encore, et avec lesquels cette lady semblait par fois s'identifier. Les castagnettes et le tambour de basque constituent les accompagnemens essentiels de la tarentelle. Lady Hamilton, à la fin de la danse, parut dans un état d'épuisement; comme la prêtresse de Delphes, accablée de l'inspiration d'Apollon, ou peut-être encore plus comme le Corrège a peint Sémélé après son entrevue avec Jupiter. On doit se souvenir que les deux danseurs sont supposés être un satyre et une nymphe, ou plutôt un faune et une bacchante. Cette pantomime n'était certainement pas de nature à être représentée ailleurs que devant une compagnie choisie; car les cris, les attitudes, les sauts et les embrassemens dont elle était mêlée, lui donnaient un caractère tout particulier. J'en ai parlé principalement pour montrer l'activité et la gaieté de sir William Hamilton, à cette époque avancée de sa vie. Quoique

courtisan parfait, il conservait une indépendance de manières sans aucun mélange de servilité ou d'adulation, qui semblait le rendre très-propre à l'état diplomatique. Sa conversation offrait une riche variété d'anecdotes. Avec ces avantages, il n'est pas surprenant qu'il fût les délices et fût l'ornement de la cour de Naples. Aucuns ministres étrangers, pas même les ambassadeurs de *famille*, français et espagnol, qui résidaient dans cette ville, ne jouissaient, dans le même degré, de la faveur et de l'affection du roi. Elles ne se bornaient point à des parties de chasse ou de pêche. Les preuves d'estime sincère que le roi des Deux-Siciles donnait à l'ambassadeur anglais, s'étendaient jusqu'à la couronne et la nation britanniques.

Dans la société de sir Hamilton et de sa première épouse, j'appris un grand nombre de particularités non moins curieuses qu'authentiques, relativement au roi et à la reine de Naples. Ferdinand IV était alors âgé de vingt-neuf ans, grand, vigoureux, capable de soutenir une très-grande fatigue, et pa-

raissant conformé de manière à vivre longtemps. Ses traits étaient prononcés et son nez très-long, comme ceux de son père et de son frère, Charles III et Charles IV, rois d'Espagne. Au reste, l'ensemble de ses traits annonçait de l'intelligence et offrait même de l'agrément. Il y avait dans ses manières, ses attitudes et sa conversation, une sorte de simplicité qui plaisait d'abord en elle-même, et ensuite parce qu'on ne la trouve que rarement sur le trône. S'il causait peu avec les étrangers, du moins lorsqu'il parlait il semblait toujours dire ce qu'il pensait, et il ne paraissait nullement privé d'intelligence naturelle; quoiqu'il manquât de cette élégance, de cet art qui souvent cachent le défaut de connaissances. Il me donnait toujours l'idée d'un campagnard élevé à la couronne par la fortune ou par quelque événement particulier; mais c'était l'idée d'un campagnard aimable, honnête, sensible, bien intentionné, et, de tout point, digne d'une telle élévation:

La reine de Naples, qui alors n'avait pas plus de vingt-sept ans, semblait beaucoup

plus propre à représenter la majesté du trône et à faire les honneurs d'une cour. Quoiqu'elle ne fût pas belle de figure ni d'un extérieur bien avantageux, elle n'était pas tout à fait privée de ces avantages, et ne manquait ni de grâce, ni de dignité, ni même d'agrémens. Elle est la seule reine que j'aie vue, pleurant en public, devant une société des deux sexes rassemblée dans son palais un jour de gala. La fête à laquelle je lui fus présenté se trouva être l'anniversaire de la perte de son fils aîné, mort exactement un an plutôt, en 1778. C'était un fort beau garçon, promettant beaucoup, et auquel sa mère était passionnément attachée. L'ignorance des médecins napolitains avait, à ce qu'on pense, causé sa mort; car comme il éprouvait une grande douleur d'estomac que l'émétique, administré sur le champ, eût probablement guérie, ils eurent l'imprudence de le saigner, et lui causèrent des convulsions mortelles. La reine éprouva de telles angoisses au souvenir du malheur arrivé lors de ce funeste anniversaire, qu'elle ne put en réprimer

l'expression. Dans la salle du trône de son palais à Naples, elle se tenait sous un dais, présentant sa main droite aux nobles et aux courtisans qui s'approchaient pour la baiser; mais de sa main gauche elle tenait un mouchoir avec lequel elle essuyait sans cesse ses yeux remplis de larmes. Il était difficile de n'être pas favorablement prévenu pour une princesse qui donnait des preuves si involontaires de tendresse maternelle, dans un lieu et une situation où il était impossible de la soupçonner d'affectation ou d'artifice.

Ayant tracé ces esquisses imparfaites du roi et de la reine de Naples d'après mes observations personnelles, je vais rapporter à leur égard quelques particularités que j'ai recueillies dans la conversation de sir Hamilton ou de sa première épouse, femme accomplie et d'un esprit supérieur.

« Aucun souverain en Europe, disait sir William, n'a eu une éducation aussi négligée que le roi de Naples. Il ne peut même, sans efforts, parler d'autre langue que l'italien; et son italien est d'ordinaire un dia-

lecte napolitain, tel que les moindres de ses sujets, les lazzaroni, le parlent entr'eux. A la vérité, il entend le français et converse dans cette langue quand il le faut; mais il ne lit guère les auteurs de ce pays, et écrit plus rarement encore en français. Toute sa correspondance avec son père, le roi d'Espagne, a lieu dans le dialecte napolitain. Il s'écrit souvent de longues lettres; mais elles ne sont presque jamais relatives à la politique. J'en ai vu un grand nombre, rendant compte de la quantité et des différentes espèces de gibier tué par les deux princes. Chacun d'eux est très-jaloux de surpasser l'autre en ce point. Ferdinand, qui lit fort-peu, considère un jour pluvieux comme une calamité qui l'empêche d'aller à la chasse. Dans ces occasions, on a recours à divers passe-temps. L'éducation du roi a été négligée, par système. Charles III, alarmé de l'imbécillité de son fils aîné, Philippe, duc de Calabre, qui, à cause de sa faible intelligence bien reconnue, avait été privé de son droit à la succession, ordonna strictement à son départ pour l'Espagne, en 1759, de ne pas

forcer Ferdinand, son troisième fils, de s'appliquer à aucunes études trop sérieuses, ou à tout ce qui exigeait une trop grande application d'esprit.

« J'ai souvent vu le malheureux duc de Calabre, mort seulement depuis peu d'années, et que sa naissance appelait au trône d'Espagne. Il atteignait à l'âge d'homme, et était traité avec certaines distinctions. Il avait toujours près de lui des chambellans qui le surveillaient avec une continuelle attention; car autrement il se fût livré à des excès. Il manifestait sur-tout un grand penchant pour les femmes. Dans quelques jours de l'année on lui permettait de tenir une espèce de cour ou de lever. Alors les ministres étrangers se rendaient dans son appartement pour le saluer; mais son plus grand amusement consistait à se faire tenir les mains par ses gens, tandis qu'on y mettait des gants de plus en plus larges jusqu'au nombre de quinze ou seize. La mort d'un prince frappé d'une si incurable imbécillité fut, avec raison, considérée comme un heureux événement.

« Avant que le roi actuel eût atteint sa dix-septième année, le marquis Tanucci, alors premier ministre, lui chercha une femme, d'après les intentions de la cour de Madrid. L'archiduchesse Josephe, une des filles de l'impératrice Marie-Thérèse, fut choisie pour reine de Naples. On la représenta au jeune Ferdinand comme une princesse d'un caractère aimable et d'une agréable figure. Il attendit son arrivée avec plaisir et avec quelque impatience. Il n'en ressentit que plus vivement la triste nouvelle, arrivée de Vienne, qu'elle était morte de la petite vérole; il témoigna même plus de douleur qu'on n'aurait dû en attendre d'un prince de son âge, perdant une fiancée qu'il n'avait jamais vue.

« L'archiduchesse Caroline fut substituée à sa sœur, et peu de temps après on la conduisit à Naples. Le roi s'avança jusqu'à Portella, place frontière entre le territoire napolitain et l'état ecclésiastique, pour recevoir sa nouvelle épouse. Elle n'avait alors que seize ans; et, sans être belle, elle possédait des charmes. Si Ferdinand ne témoi-

gna point pour elle une extrême ardeur, elle ne lui inspira pas non plus de l'indifférence.

« Dans tous les exercices du corps, continuait sir Hamilton, qui demandent de la vigueur et de l'adresse, le roi de Naples tient le premier rang. Il eût pu disputer les prix aux jeux publics de l'ancienne Grèce, avec de grandes espérances de succès. Il aime particulièrement à lutter. Ayant appris qu'un jeune Irlandais nommé *Bourke*, venu à Naples il y a quelque temps, était un habile lutteur, il lui fit dire qu'il voulait se mesurer avec lui ; mais Bourke eut le bon esprit de refuser un conflit de cette espèce avec une tête couronnée.

« A l'arrivée de son beau-frère l'empereur Joseph, le roi de Naples, qui aime beaucoup la danse, donna un superbe bal. Cet empereur paraissait peu estimer l'intelligence de Ferdinand, et vouloir prendre sur lui la supériorité des esprits vigoureux sur les esprits faibles ; mais le roi, tout en s'avouant son inférieur pour l'éducation et les manières, n'était nullement disposé à

adopter ses idées ou ses opinions politiques. Il prouva même dans plusieurs conversations et dans diverses circonstances, que, malgré l'insuffisance de son éducation, il possédait autant de raison et même un discernement aussi fin que l'empereur ou que son frère Léopold, grand duc de Toscane. Joseph, pendant son séjour à Naples, n'inspira pas par sa conduite, en général, une grande admiration. Il était irritable et même irascible dans des occasions où il aurait pu se montrer maître de lui-même. Je l'accompagnai au sommet du Vésuve, et je le vis avec peine casser sa canne sur les épaules du guide Bartolomeo, pour quelque légère offense envers ce monarque.

Les principales passions de Ferdinand sont les diverses espèces de chasse et la pêche ; car il faut mettre du nombre ce dernier amusement adapté au climat de Naples. Il ne croit aucune fatigue ni aucune privations trop grandes, pourvu qu'il puisse satisfaire ses passions. Le gibier, je veux dire principalement les daims, les sangliers de tout âge et les cerfs que l'on conserve dans

les bois ou les parcs royaux d'Astruni, de Caserte, de Caccia-Bella et d'autres lieux, sont plus nombreux qu'on ne pourrait l'imaginer. Le roi manque rarement son coup; et quand il est fatigué de chasses, il dépèce avec une grande dextérité les principales pièces de gibier qu'il envoie en présent aux courtisans qu'il distingue, ou qu'il distribue entre ceux qui l'ont suivi à la chasse. La reine est quelquefois présente à cette opération, plus, comme on peut le supposer, pour complaire au désir du roi que par sa propre inclination. Ferdinand est également infatigable sur l'eau; il y prend au filet ou y harponne les poissons, particulièrement le *pesce spada* ou poisson épée, et jamais il ne fait attention au froid, au chaud, à la faim ou au danger. Dans ces occasions, il est d'ordinaire accompagné d'un nombre de marins choisis, nés dans les îles de Lipari, qui, de tous temps, ont fourni des matelots, des plongeurs ou des pêcheurs fort experts.

« C'est ainsi que Ferdinand passe la plus grande partie de son temps, lorsque les

potentats de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne font la guerre. Ce n'est pas qu'il soit indifférent pour le bonheur de ses sujets, ou qu'il néglige la sécurité et la prospérité de ses États. Son cœur, au contraire, éprouve pour son peuple les meilleurs sentimens, qu'il manifeste de toutes les manières ; mais les défauts de son éducation le rendaient timide, embarrassé, et ses ministres n'avaient aucun désir de fortifier les facultés de son esprit. Ni Tanucci, qui gouverna Naples pendant sa minorité, ni Sambuca, le premier ministre actuel, n'ont désiré lui voir prendre une part active dans l'administration des affaires. Le chevalier Acton, qui est à la tête de la marine, a cependant commencé à la mettre dans une situation plus respectable qu'elle ne l'a été pendant plusieurs siècles. Elle donne déjà quelque protection aux côtes de la Calabre et de la Sicile, qui ont été perpétuellement infestées par les Algériens, les Tunisiens, et d'autres pirates accoutumés à débarquer et à emmener en esclavage des villages entiers, précisément comme

faisaient Dragut et Barberousse, il y a deux cents ans. Même à présent de tels malheurs ne sont pas rares. Il est de fait que, moi même, j'ai eu peine à m'échapper, il y a quelques temps, dans une de mes incursions maritimes autour des provinces méridionale du royaume. Je fus surpris dans une speronara, tandis que j'étais près du cap Spartivento. Lady Hamilton était de la partie, et ces barbares n'auraient pas respecté mon caractère officiel. Ils auraient eu encore moins d'égards aux réclamations du gouvernement.

« Le pouvoir des rois de Naples est limité par des bornes qu'un prince doué des plus grands talens ou du caractère le plus énergique, aurait lui même beaucoup de peine à surmonter. Dans la Pouille, dans la Calabre et en Sicile, les grands barons féodaux conservent encore des privilèges qui les rendent presque indépendans de la couronne, et qu'ils regardent comme imprescriptibles, ayant constitué leurs droits de naissance, sous les diverses dynasties qui ont régné sur ce beau pays. Le clergé jouit de revenus et

d'immunités non moins incompatibles, à quelques égards, avec le pouvoir civil et l'obéissance. Mais Ferdinand est très-chéri de son peuple, qui connaît ses bonnes intentions et lui rend justice. Il est même beaucoup plus aimé que la reine. Cette princesse possède un esprit actif et de très-grandes qualités; elle a de l'ambition et l'amour du pouvoir; elle prend part à l'administration, qu'elle peut très-bien diriger. Cependant on l'estime moins que son époux, qui, s'il n'est pas ardemment attaché à elle, la traite du moins avec une grande considération, et lui témoigne des égards et de la confiance. Ils vivent ensemble paisiblement, quoique les mœurs et la société de la capitale ne soient pas sévères. En effet, depuis la première Jeanne de Naples, si fameuse dans les annales de la galanterie, ce pays a souvent été le théâtre d'intrigues amoureuses. Tel probablement il restera toujours. Cependant, ajouta sir William, si j'étais obligé d'être roi, je choisirais Naples pour mon royaume. Ici une couronne a moins d'épines qu'en tout autre pays. Le défaut même de

puissance politique fait la sûreté du monarque, et les orages qui désolent l'Europe passent au-dessus de sa tête. Placé à l'extrémité de l'Italie, l'état napolitain est éloigné de toutes les occasions de querelles ou d'hostilités. Un climat délicieux, des rivages où les Romains, maîtres du monde, venaient goûter des agrémens qu'ils ne pouvaient trouver ailleurs, et qui sont encore couverts des restes de la splendeur romaine ou de la magnificence des Grecs; toutes les productions du Levant que l'on peut trouver ici avec celles de la Méditerranée; une superbe capitale, des palais, des bois, du gibier; cette baie enchanteresse paraît rassembler tout ce qui peut faire les délices de la vie; telle est la situation favorable et le lot digne d'envie de Ferdinand IV. »

Telle était en effet cette situation en 1779. Alors sir Hamilton ne pouvait être accusé d'exagérer; mais les effrayantes convulsions nées de la révolution française, et qui depuis ont tourmenté l'Europe, ont apporté de grands changemens à l'état de ce prince et de ses sujets.

L'impunité avec laquelle les grands seigneurs exécutaient les crimes les plus atroces, et la facilité qu'ils trouvaient à éviter toute recherche, ou à éluder le pouvoir de la justice, constituaient alors un des traits les plus défavorables de l'administration napolitaine. Lady Hamilton, qui avoit résidé long-temps à Naples, où elle mourut peu après, me raconta diverses anecdotes qui prouvaient cette vérité. « Il y a quelques temps, dit-elle, une dame sicilienne d'un haut rang fut, par ordre de la cour, amenée ici comme prisonnière. Elle avoit commis tant de meurtres ou d'assassinats, que ses propres parens la dénoncèrent, et prièrent le gouvernement d'arrêter le cours de ses crimes. On pensait qu'elle avoit fait périr dix ou onze personnes par le poignard ou par le poison; particulièrement par cette espèce de poison appelé *aqua tophana*. J'eus la curiosité de la visiter pendant sa captivité; elle me reçut dans son lit, se mit sur son séant, causa avec beaucoup de gaieté; m'offrit du chocolat, des rafraîchissemens, et me parut fort à son aise. Ses traits étoient

déliçats et agréables, ses manières aimables et polies. Elle n'avait pas plus de vingt-trois à vingt-quatre ans. D'après sa tenue, jamais on ne l'eût crue capable de telles atrocités. Quoique ses forfaits fussent évidens, on ne la fit point périr. Une reclusion à vie, dans un couvent d'un ordre sévère, des actes de mortification et de pénitence auxquels on est contraint, voici ce qui constitue ici d'ordinaire les punitions infligées aux coupables d'un haut rang. »

La proximité où les provinces septentrionales du royaume de Naples sont du territoire papal, et la faculté qu'ont les malfaiteurs des deux sexes de trouver des asiles en passant les frontières, facilitaient aussi les actions les plus criminelles. Je causais un jour à Portici sur ce sujet avec lady Hamilton : elle m'e rapporta l'aventure suivante, que je tâcherai de rendre dans ses propres termes :

« Vers l'an 1743, un chirurgien nommé Ogilvie, et Irlandais de naissance, exerçait son art à Rome avec beaucoup de réputation. Il demeurait près de la place d'Espa-

gne. Étant au lit, on vint le demander de la part de deux étrangers qui réclamaient ses secours. Ils étaient arrêtés dans une voiture devant sa porte. Quand il s'approcha d'eux, il vit deux hommes masqués qui le prièrent de les accompagner à l'instant, parce que l'affaire qui les amenait ne souffrait pas de retard ; ils lui dirent de ne pas oublier ses lancettes. Ils se conforma à leur demande et monta dans le carrosse ; mais à peine eut-on quitté la rue où il demeurait, que ces hommes lui déclarèrent qu'il devait se laisser bänder les yeux, la personne vers laquelle ils le conduisaient étant une dame d'un haut rang, dont il était indispensable de cacher le nom et la demeure. Il se soumit à cette invitation, et on passa parmi un grand nombre de rues, sans doute pour l'empêcher de conjecturer dans quelle partie de la ville on le conduisait. Le carrosse enfin s'arrêta. Les deux hommes descendirent, chacun d'eux le prit par un bras, et ils le menèrent dans une maison. Ils montèrent un escalier étroit, et entrèrent dans un appartement, où on lui ôta son bandeau.

L'un d'eux lui apprit qu'il était nécessaire de mettre à mort une dame qui avait déshonoré sa famille, et qu'ils l'avaient choisi pour exécuter ce dessein, connaissant son habileté. Il ajouta qu'il trouverait la dame dans la chambre voisine, préparée à subir son sort; qu'il devait lui ouvrir les veines le plus promptement possible, et qu'enfin il recevrait une forte récompense.

« Ogilvie refusa d'abord de commettre une action qui répugnait à sa sensibilité; mais les deux étrangers, proférant de terribles menaces, l'assurèrent que son refus serait fatal à lui-même, sans offrir le moindre avantage à l'objet de sa compassion; que sa perte était irrévocable, et qu'à moins de vouloir éprouver le même sort, il devait se soumettre à faire ce qu'on lui demandait. Dans cette situation, et voyant l'inutilité de toute remontrance ou de toute prière, il entra dans la chambre. Il y trouva une dame de la figure la plus intéressante et qui paraissait à la fleur de l'âge. Elle était en déshabillé. Au moment même, une servante plaça devant elle une grande cuve pleine

d'eau chaude, dans laquelle elle plonge ses jambes. La dame, au lieu d'opposer aucune résistance à l'acte qu'Ogilvie allait faire et dont elle était informée, l'assura de sa parfaite résignation, et elle le pria d'exécuter le plus promptement possible l'arrêt porté contre elle. Elle ajouta qu'elle savait très-bien qu'elle ne pouvait obtenir de pardon de ceux qui l'avaient dévouée à la mort, qui seule pouvait expier sa faute. Enfin elle se félicita de ce que son humanité abrégerait et terminerait bientôt ses souffrances.

« Après avoir éprouvé un combat intérieur, Ogilvie ne voyant aucun moyen de fuite pour la dame ou pour lui-même, pressé d'ailleurs par les deux hommes qui, impatiens de sa répugnance, le menaçaient de leur vengeance s'il tardait davantage, prit enfin la lancette, ouvrit les veines de la dame, et, en peu de temps, la saigna à mort. Les hommes examinèrent le corps avec soin, pour s'assurer qu'elle n'était plus, exprimèrent au chirurgien leur satisfaction et lui présentèrent une bourse de sequins. Mais il refusa toute récompense; il les pria seule-

ment de le conduire hors d'un lieu auquel il ne pouvait songer sans horreur. Ils satisfirent à sa demande, appliquèrent de rechef un bandeau sur ses yeux et le reconduisirent au carrosse. Comme l'escalier qu'ils redescendirent était fort étroit, Ogilvie laissa sur un ou deux des murs, sans que ses conducteurs s'en aperçussent, les marques de ses doigts tachés de sang. Les inconnus observèrent au retour les même précautions qu'en venant chez eux, et le remirent à la porte de sa maison. En le quittant, ils lui recommandèrent, si sa vie lui était chère, de ne pas divulguer ce qui venait d'avoir lieu, et même, s'il le pouvait, d'en perdre la mémoire. Ils ajoutèrent que s'il prenait quelques moyens pour rendre ce fait public, ou en faire faire des recherches, il serait infailliblement immolé à leur vengeance. Ils partirent alors, le laissant à ses réflexions. Le matin suivant, après beaucoup d'irrésolution, il se détermina, quelque risque qu'il pût courir, à ne point participer à un si énorme crime, en le cachant. Il était cependant très-difficile pour lui de préciser l'accusation ; car il ne

connaissait ni le lieu où on l'avait conduit, ni le nom et la qualité de la dame qu'il avait privée de la vie. Cependant, sans se laisser effrayer par ces considérations, il alla trouver le secrétaire de la chambre apostolique, et lui raconta tous les détails du fait, ajoutant que si le gouvernement voulait le protéger, il ne désespérait pas de trouver la maison et de faire connaître les auteurs du crime. Benoît XIV occupait alors le trône pontifical. Il n'eut pas plutôt été informé de tout, qu'il fit prendre les mesures les plus actives pour découvrir les coupables. Une troupe de sbirres, ou officiers de justice eut ordre d'accompagner Ogilvie. Celui-ci jugeant, d'après diverses circonstances, qu'il avait été conduit hors de Rome, commença par visiter les villas disséminées hors des murs de cette ville. A la fin ses recherches réussirent. Dans la villa dite *Papa Giulio*, parce que Jules III l'avait fait bâtir, il trouva les marques sanglantes laissées par ses doigts sur le mur, et il reconnut, en même temps, l'appartement dans lequel il avait donné la mort à la dame. Le palais

appartenait aux ducs de Bracciano. Le chef de cette illustre famille et son frère avaient commis le meurtre dans la personne de leur propre sœur. Aussitôt qu'ils virent leur crime découvert, ils s'enfuirent à Naples, où ils éludèrent facilement les poursuites de la justice. Après y être resté quelque temps, ils obtinrent leur grâce par le moyen d'amis puissans; mais sous la condition de payer à la chambre apostolique une somme considérable, et de placer sur la cheminée de la chambre où le crime avait été commis, une plaque de cuivre faisant mention de ce crime et de leur repentir. Cette plaque et l'inscription restèrent dans le même lieu jusqu'à ces dernières années.

Quoique plusieurs circonstances de cette histoire, puissent paraître extraordinaires, on a rapporté et cru des faits semblables dans d'autres pays de l'Europe. On m'a souvent assuré, à Vienne et dans divers lieux de l'empire germanique, qu'une aventure non moins romanesque et plus énigmatique avait eu lieu en 1774 ou 1775, car il y avait quelque incertitude relativement au temps précis

où l'on prétendait que l'événement était arrivé. Il est bien connu que le bourreau ou exécuter public de Strasbourg fut fréquemment employé, pendant une grande partie du dernier siècle, à exercer ses fonctions de l'autre côté du Rhin, en Souabe, sur le territoire de Bade et dans le Brisgaw, quoique, depuis le règne de Louis XIV, Strasbourg fasse partie du royaume de France. Vers le temps dont je parle, quelques personnes arrivèrent dans cette ville, et se rendirent, pendant la nuit, à la maison de l'exécuter. Ils lui demandèrent de les accompagner à l'instant même hors de la ville, pour faire périr un criminel d'un rang distingué, et lui promirent, pour ce travail, une ample récompense. Ils lui enjoignirent sur-tout de prendre avec lui la forte épée à deux tranchans avec laquelle il était dans l'usage de couper la tête aux malfaiteurs. Placé dans une voiture avec ses conducteurs, il passa le pont qui conduit à Kehl, première ville du bord oriental du Rhin. Là on lui dit qu'il avait un voyage considérable à faire, et qu'il devait en cacher le motif avec soin, parce

que la personne qu'il allait faire périr était d'un rang très-distingué. Ces hommes ajoutèrent qu'il ne fallait pas qu'il s'opposât aux précautions qu'ils prendraient pour l'empêcher de connaître le lieu où on le conduisait. Il consentit à se laisser bander les yeux. Le second jour ils arrivèrent à un château entouré de fossés; le pont-levis s'abassa, et ils entrèrent dans la cour. Après avoir attendu un temps considérable, l'exécuteur fut conduit dans une vaste salle au milieu de laquelle était un échafaud couvert de drap noir, et une chaise au milieu. Bientôt parut une femme habillée en grand deuil, et la figure entièrement cachée par un voile. Deux hommes la conduisaient : quand elle fut assise, ils lui lièrent d'abord les mains, et ensuite les jambes avec des cordes. Autant qu'il put en juger, d'après l'ensemble de sa personne, il pensa qu'elle avait passé l'âge de la jeunesse. Pas un mot ne fut prononcé ; elle ne fit point entendre de plaintes et n'opposa aucune résistance. Quand tous les préparatifs furent faits, à un signal donné, l'exécuteur tira du fourreau l'instrument du sup-

plice, selon l'usage de l'Allemagne, où, pour décapiter, on ne se sert que rarement, ou même jamais de la hache. Il la saisit d'une main par les cheveux, et sépara, d'un seul coup, sa tête de son corps. Sans lui permettre de rester plus de quelques minutes, on lui donna une récompense généreuse, et les mêmes personnes qui l'avaient conduit là le ramenèrent à Kehl, où elles le quittèrent à l'entrée du pont de Strasbourg.

Pendant mon séjour en Allemagne, j'ai entendu demander souvent quelle pouvait être cette dame : plusieurs conjectures furent faites sur ce sujet. L'opinion la plus générale désignait la princesse de la Tour et Taxis, Augusta Elisabeth, fille de Charles Alexandre, prince de Wurtemberg. Elle avait été mariée fort jeune au prince de la Tour et Taxis. Soit par incompatibilité d'humeur, soit, comme on le prétendait communément, à cause du caractère féroce et intraitable de la princesse, ce mariage fut très-malheureux. On l'accusa d'avoir, à plusieurs reprises, attenté aux jours de son époux, particulièrement lorsqu'ils se pro-

menaient près du château de Donau-Stauff, sur la rive droite du Danube ; alors elle avait essayé de précipiter le prince dans ce fleuve. Il est certain que vers l'an 1773 ou 1774, une séparation définitive eut lieu entre eux ; la princesse fut confiée à la garde de son frère, le duc régnant de Wirtemberg ; il la fit étroitement enfermer dans un de ses châteaux, où on la garda de manière que tout accès jusqu'à elle était interdit. Ce dernier fait n'est guère douteux ; mais on peut regarder comme beaucoup plus problématique qu'elle ait été la personne mise à mort par l'exécuteur de Strasbourg. J'ai dîné, dans l'automne de 1778, avec le prince de la Tour et Taxis, à son château de Donau-Stauff, près la rive septentrionale du Danube, et à quelques milles de Ratisbonne. Il avait alors quarante-cinq ans, et l'on disait sa femme enfermée. Je crois que sa mort ne fut annoncée d'une manière positive que plusieurs années après 1778 ; mais cette circonstance ne combat point la possibilité qu'elle ait subi un prompt jugement, si sa conduite l'y a exposée, et si l'on a cru con-

venable de lui infliger une punition capitale. Les annales particulières des grandes maisons et des souverains de l'Allemagne fourniraient, si on les divulguait, de nombreux exemples d'une semblable sévérité exercée sur leurs familles dans les dix-septième et dix-huitième siècles. Plusieurs de ces histoires rappelleraient les aventures tragiques dont parle Bocace, ou que rapporte Marguerite, reine de Navarre, sœur de François I^{er}. Ces contes, quoique plusieurs d'entr'eux puissent paraître romanesques, ne sont pas des fictions, mais les récits fidèles des galanteries ou des crimes qui eurent lieu à la cour de Pau, où elle demeurait, au pied des Pyrénées. Le comte Kœnigsmark mourut à Hanovre, victime du ressentiment d'Ernest Auguste, père du roi Georges I^{er}; et l'on sait que le grand Frédéric, depuis roi de Prusse, échappa difficilement au coutelas qui décapita son compagnon Katt, arbitrairement sacrifié par Frédéric Guillaume I^{er}, pour avoir seulement tenté de favoriser l'évasion du prince de la cour de son père.

Tandis que je m'occupe d'événemens extraordinaires, je vais rappeler encore un fait qui paraîtra aussi curieux que les deux histoires déjà rapportées. Pendant le premier hiver que je passai à Vienne en 1778, je connus le comte et la comtesse Podotsky. Cette dame était une des plus belles et des plus recommandables personnes d'un haut rang que j'aie jamais vues sur le continent. Son mari, seigneur polonais, et grand échan-son héréditaire de la couronne, était devenu en quelque sorte sujet de l'Autriche, par suite du premier partage de la Pologne, qui eut lieu en 1772. Ses biens patrimoniaux étant principalement situés dans la partie méridionale de ce royaume, qui fut le lot de Marie-Thérèse, il venait souvent à Vienne, et partageait son temps entre cette ville et Varsovie. Pendant l'hiver de 1776, le comte et la comtesse Podotsky étaient en route de Vienne à Cracovie. Les loups qui abondent dans les monts Carpathiens, étaient devenus plus hardis et plus féroces qu'à l'ordinaire, par suite de la dureté de la saison. Ils descendirent en grand nombre

et se mirent à suivre la voiture entre les deux petites villes d'Oswiezk et de Zator, dont la dernière n'est éloignée de Cracovie que de quelques lieues. De deux valets qui accompagnaient le comte, l'un avait été envoyé en avant à Zator pour retenir des chevaux de poste, l'autre était un heyduque auquel son maître était fort attaché, à cause de sa fidélité. Voyant que les loups gagnaient rapidement du chemin sur eux, il pressa le comte de lui permettre d'abandonner à ces animaux son cheval, attendu que cette proie ralentirait naturellement leur impétuosité, et donnerait au comte et à la comtesse le temps d'arriver à Zator. Podotzky agréa aussitôt la proposition, et l'heyduque, montant derrière la voiture, abandonna son cheval, qui fut aussitôt saisi et mis en mille pièces.

Cependant, ils continuèrent leur route avec toute la célérité possible, dans l'espoir d'arriver à la ville dont ils n'étaient plus qu'à une distance peu considérable; mais leurs chevaux étaient mauvais, et les loups, devenus plus voraces et plus agiles, après

avoir goûté du sang, étaient déjà tout près d'eux. Dans cette extrémité, l'heyduque dit à son maître : « Il n'y a qu'un seul moyen de salut. Sous peu de minutes, nous serons dévorés. Je suis prêt à me sacrifier en allant au devant des loups, si vous voulez jurer de servir de père à ma femme et à mes enfans : je périrai ; mais pendant que ces bêtes féroces seront occupées à se jeter sur moi, vous pourrez vous sauver. » Podotzki refusa un instant d'accepter une pareille offre. Pressé, néanmoins, par la vue d'un danger qui les menaçait tous, et ne voyant d'autres moyens d'y échapper, il consentit, et dit à son valet que s'il était capable de se dévouer pour leur conservation, sa famille trouverait en lui un constant protecteur. L'heyduque descendit aussitôt, et alla au devant des loups qui l'entourèrent et bientôt l'eurent dévoré. Ce sacrifice magnanime de sa personne arrêtant l'ardeur de leur poursuite, permit au comte d'arriver en sûreté aux portes de Zator. Je ne dois pas omettre que l'heyduque était un dissident ou protestant, et son maître catholique ; circons-

tance qui ajoutait beaucoup au mérite du sacrifice. Je crois que le comte Podotski remplit religieusement sa promesse de protéger la famille de son fidèle domestique. Pour l'honneur de l'humanité, on ne doit pas supposer possible qu'il y ait manqué. Je ne peux pas dire que je tiens cette histoire de lui-même, mais je la tiens de personnes qui connaissaient son authenticité. Elles me la racontèrent à Vienne, tandis que le comte jouait dans le même salon, dans l'hôtel de l'ambassadeur de France, le baron de Breteuil, seulement deux ans après l'événement. On ne trouverait peut-être pas dans l'histoire du genre humain un exemple de dévouement effectué avec plus de promptitude, de sang-froid et de générosité; et l'on ne doit pas croire que son mérite soit diminué par la considération que si l'heyduque n'eût pas agi ainsi, tous auraient probablement péri ensemble.

Si en 1779 Naples offrait un grand nombre d'objets enchanteurs à l'imagination et aux sens, Florence, où je passai une partie considérable de la même année, en

présentait d'autres non moins satisfaisans pour l'esprit. Le vieux palais, autrefois habité par le premier Cosme et par Laurent de Médicis, noms qui seront à jamais vénérés; la chapelle de Saint-Laurent, où reposent les restes de tant de princes de cette illustre famille, et dont les monumens furent décorés par la main de Michel Ange; la galerie construite pour recevoir tous ces chefs-d'œuvre du génie ancien et moderne, que le goût et la munificence ont rassemblés dans le cours des âges; le paysage enchanté qui environne la ville, la rivière Arno, Fiesole, Vallombreuse, tout enfin reveillait des souvenirs classiques ou poétiques. Sir Horace Mann, alors ministre anglais à la cour de Toscane, avait survécu à l'extinction de la famille de Médicis; cependant il paraissait conserver pour ces princes la prédilection que Brantôme manifeste toujours pour la race des Valois. Il se rappelait et avait personnellement connu, en 1737, le grand duc de la famille Médicis, Jean Gaston, qui ne laissa pas d'enthousiastes. Le beau pays qui formait sa souverai-

ncté passa enfin à un prince de la maison de Lorraine.

Je causais un jour avec sir Horace Mann sur ce sujet, qui excitait toujours ses regrets, « Jean Gaston, me dit-il, eût été un des hommes les plus recommandables et les plus distingués que le siècle présent aurait produits, si un goût immodéré pour les plaisirs n'eût énérvé son esprit et affaibli son tempérament. Long - temps avant sa mort, il devint incapable de perpétuer sa race; mais ce ne fut point ce, qui en causa l'extinction. Une sorte de fatalité sembla peser sur la maison de Médicis et rendre vaines toutes les mesures adoptées pour prolonger sa durée. Quand on fut parfaitement sûr que Jean Gaston ne pouvait plus espérer d'être père, on choisit, dans ce dessein, le cardinal Hyppolite de Médicis; son oncle. Le pape se releva de ses vœux ecclésiastiques. Le seul et indispensable objet de son mariage était d'obtenir des héritiers mâles du grand duché, pour qu'il ne fût pas envahi de force par des étrangers, ou incorporé aux monarchies d'Autriche, de

France ou d'Espagne. On chercha donc dans toute l'Italie une jeune et jolie princesse de qui on pût espérer une nombreuse famille. Une princesse de la Mirandole, sur laquelle le choix tomba, parut réunir tous les avantages désirés. Le mariage fut célébré; l'époux étant d'une faible constitution et avancé en âge, on insinua clairement à la princesse que, pour des raisons d'état, liées avec l'existence politique de la Toscane sous la maison régnante, il fallait qu'elle eût un héritier. On plaça en conséquence sous ses yeux les jeunes gens et les pages les plus agréables de la cour; on fournit toutes les facilités possibles pour parvenir au but désiré; mais elle observa si religieusement son serment conjugal, qu'aucunes séductions ne purent faire impression sur elle, et qu'elle resta sans postérité. Son époux mourut, et Jean Gaston le suivit au tombeau. La France ayant acquis la Lorraine, et don Carlos étant devenu souverain de Naples, la Toscane fut donnée comme un pays cédé ou conquis, à François, duc de Lorraine. Dès que ces évènements eurent eu lieu, la veuve d'Hyppolite, qui,

pendant la vie de son époux, avait triomphé de toutes les tentations à l'inconstance ; lâcha les rênes à ses inclinations, et, en peu d'années, mit au monde deux ou trois enfans. Ce fut ainsi que Florence, dépôt de tant de monumens inappréciables de la sculpture grecque et romaine, rassemblés pendant plusieurs siècles par les princes de Médicis, passa sous la domination de la maison d'Autriche. » Sir Horace prévoyait peu alors les nouvelles révolutions qui menaçaient la Toscane, et qui devaient sortir du volcan de la révolution française.

Cette charmante contrée, berceau des beaux-arts, jouissait, en 1779, d'un grand degré de bonheur et de prospérité, sous le gouvernement doux et paternel du grand duc Léopold : peut-être à aucune époque de son histoire n'avait-elle été autant ou plus fortunée, soit comme république, soit sous les Médicis. Quand François, père du grand duc, possédait la Toscane, elle était seulement considérée comme une province détachée de la monarchie autrichienne, et rarement visitée. François en confiait l'admi-

nistration intérieure à des Allemands ou à des Lorrains. Mais à l'avènement de Léopold, Florence prit un nouvel aspect; et quoique ce prince allât quelquefois à Vienne rendre ses devoirs à sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse, il n'aimait cependant ni les mœurs ni le climat de l'Autriche. C'étaient les bords de l'Arno qu'il affectionnait. Il partageait son temps entre les occupations du gouvernement civil, l'éducation de sa nombreuse famille qu'il surveillait lui-même avec grand soin, et l'étude de la philosophie naturelle, principalement de la chimie, pour laquelle, ainsi que l'empereur François, il avait un penchant décidé. A l'imitation des autres philosophes couronnés, anciens et modernes, excepté, je crois, seulement le grand Frédéric, roi de Prusse, il cherchait dans la société des femmes le meilleur délassement des travaux et des soucis du gouvernement. La comtesse Cowper était alors l'objet de son attachement. Il s'employa près de son frère Joseph II, pour procurer à lord Cowper, mari de cette dame, le titre de prince de l'empire germanique.

honneur qui, je pense, n'a été accordé à aucun Anglais, depuis le commencement du dernier siècle. Alors Jean Churchill, le grand duc de Marlborough, fut élevé à la dignité de prince de Mildenheim par l'empereur Joseph 1^{er}, après la mémorable victoire de Blenheim.

Pendant que je m'occupe des deux frères Joseph et Léopold, qui furent successivement empereurs d'Allemagne, je dirai quelques mots de ces deux princes. Le règne de Joseph, comprenant plus de neuf années, depuis novembre 1780, jusqu'en février 1790, peut être considéré comme un des plus malheureux et des plus affligeans pour la maison d'Autriche, qui se trouve dans les annales de cette famille. Il possédait cependant plusieurs vertus éminentes; il était actif, frugal, d'un facile accès; il avait l'esprit vaste, une application infatigable, un grand éloignement pour les plaisirs, le désir d'acquérir des connaissances et d'améliorer la situation de ses sujets. Mais il était systématique, bouillant, ambitieux, et entraîné par le désir de paraître, comme son contem-

porain, Frédéric-le-Grand, son propre ministre et son propre général. L'illustre roi qui vient d'être nommé fut lui-même, dans plus d'une occasion, pendant la guerre de sept ans, victime de sa témérité ou de son entêtement à rejeter les conseils de ses officiers. Joseph, avec des talens très-inférieurs, voulut conduire les opérations militaires, mais il fut toujours malheureux sur le champ de bataille. Laudhon fut réduit à la nécessité de lui faire quitter le camp formé dans la Basse-Hongrie, lors de la guerre avec les Turcs, et ses troupes ne pénétrèrent jamais en Servie au-delà du Danube, jusqu'au moment où il quitta l'armée pour revenir à Vienne. Son alliance avec Catherine II et son voyage en Crimée, dont le prince de Ligne nous a donné des détails si amusans, ne produisirent aucun avantage permanent à sa couronne ni à ses peuples. On sait qu'alors il fit avec l'impératrice de Russie le partage de toute la partie européenne des états ottomans et de quelques provinces d'Asie; mais ces deux souverains virent qu'il était plus facile de se diviser la Pologne que de

démembrer la Turquie. Joseph enfreignit d'une manière imprudente, arbitraire et impolitique, les privilèges ou les droits constitutionnels de ses sujets, au moment où il les mécontentait par la suppression de beaucoup d'établissmens monastiques. Il excita ainsi des insurrections, ou du moins des fermentations dangereuses parmi les Hongrois et dans les Pays-Bas autrichiens. Tandis qu'il se félicitait d'avance de la prise de Belgrade, soumise soixante-dix ans auparavant par le prince Eugène, les Hongrois ouvraient avec la cour de Berlin une négociation secrète de la nature la plus dangereuse, et les Flamands renversaient à Bruxelles le gouvernement impérial. L'archiduché d'Autriche et le royaume de Bohême manifestèrent même aussi des symptômes de mécontentement; tandis que la révolution française, commencée dans l'été de 1789, s'avancant d'un pas gigantesque vers la démocratie, l'anarchie et la violence, attirait péniblement son attention de ce côté vulnérable. Tel était l'état critique et convulsif de la monarchie autrichienne quand Joseph mourut à Vienne,

dans le printemps de 1792, à l'âge de quarante-neuf ans, exténué de maladies causées ou augmentées par l'irritabilité de son caractère, l'agitation de son esprit et l'embarras de ses affaires.

Léopold, qui lui succéda, était sans contredit un prince habitué à réfléchir avec profondeur, d'une grande capacité et d'un jugement solide. Il aperçut les malheurs qui étaient nés de l'esprit d'innovation, de réforme, et de l'activité, de l'ambition infatigables qui caractérisaient son frère. Mais il ne lui était pas facile de rompre les liens politiques de Joseph avec Catherine II. Cependant, alarmé de l'état de la Flandre et de la Hongrie, tandis qu'il craignait l'issue du conflit révolutionnaire dans lequel son beau-frère Louis XVI était engagé avec ses sujets, Léopold, après beaucoup d'hésitation, résolut de renoncer à l'alliance de la Russie. Un fait qui arriva peu de temps après son avènement, le confirma dans sa résolution. Potemkin, qui alors gouvernait sa souveraine et la cour de Pétersbourg, commandait les armées russes dans

le voisinage d'Oczakow, sur la côte de la mer Noire. Il poussa ses conquêtes sur les Turcs si loin à l'ouest, qu'il approcha sur le bas Danube, en Servie, de la frontière autrichienne. Mécontent des progrès d'un tel voisin, l'empereur lui adressa une lettre écrite dans le style le plus obligeant, mais renfermant le désir positif qu'il s'abstint de pousser plus loin ses succès de ce côté. Potemkin, enivré de sa faveur, brutal dans ses manières, insolent, et qu'aucunes considérations politiques, ni aucun respect pour la dignité de l'empereur ne retenaient, eut l'audace de jeter la lettre à terre, de cracher dessus et de la fouler aux pieds. Il proféra en même temps plusieurs invectives contre la personne même de Léopold. Ces mouvemens de rage, barbares et impolitiques, furent rapportés peu de temps après à l'empereur par Foscari, ambassadeur vénitien à la cour de Pétersbourg. De retour à Venise, il y trouva l'empereur et lui raconta le tout. Léopold écouta ce récit avec une grande tranquillité apparente ; mais une telle insulte n'en fit pas sur son esprit une im-

pression moins profonde. On peut présumer qu'avant de hasarder un acte de mépris si outrageant envers l'allié de sa souveraine, Potemkin avait de bonnes raisons pour croire que les nœuds existans entre les deux cours étaient sur le point d'être rompus, et que l'Autriche allait former de nouvelles alliances.

Dans le fait, Léopold, dès le commencement de son règne, tourna toutes ses vues vers les cours de Berlin et de Londres. Après avoir conclu à Reichenbach un traité avec le roi de Prusse, il fit la paix à Sistove avec les Turcs; renonçant à toutes les conquêtes de son frère en Bosnie ou en Serbie, rendant Belgrade à la Porte, et abandonnant son alliance avec Catherine. Poussé par un désir inquiet d'arrêter le cours des principes révolutionnaires de la France, qu'il regardait comme devant envelopper l'Europe dans les plus grandes calamités, si on ne s'y opposait pas, il projeta la fameuse *entrevue de Pilnitz*. Dans l'été de 1791, il se rendit avec son fils aîné, aujourd'hui l'empereur François, à ce château ou mai-

son de chasse de l'électeur de Saxe, près de Dresde. Frédéric-Guillaume, accompagné aussi par son successeur, le roi de Prusse actuel, s'y trouva avec Léopold. Les conférences amenèrent un traité qui adoptait pour base fondamentale la résolution « de ne pas « faire la guerre à la France, mais d'armer « contre l'introduction des *principes révo-* « *lutionnaires français* dans l'Allemagne et « les Pays-Bas. » L'empereur était fortement persuadé que des agressions et des hostilités ne feraient qu'aider la faction républicaine de Paris. Il pensait donc qu'il fallait éviter la guerre; mais il admettait que les grandes puissances de l'Europe devaient armer contre les *principes français*, en formant autour de la France un cordon militaire; se préservant ainsi de toute infection politique et morale, et laissant les révolutionnaires épuiser leur rage les uns contre les autres.

Tels étaient certainement l'objet et le but de ce mémorable traité, sur lequel on a tant parlé et écrit depuis vingt ans. Il est difficile de se hasarder à dire jusqu'à quel point

ce plan eût été efficace, s'il eût été généralement mis à exécution dès 1791 par tout le corps germanique, et si Léopold, qui l'avait formé, eût assez vécu pour conduire les opérations; mais quant à l'authenticité du fait en lui-même, je crois qu'elle ne peut être révoquée en doute. Peut-être des principes moraux et politiques ne peuvent-ils être comprimés par aucunes des précautions défensives que la sagesse humaine croit devoir adopter. Je suis du moins très-convaincu que quand M. Pitt, au commencement de 1793, déclara une guerre ouverte à la France, il n'aurait pu sauver l'Angleterre en temporisant. Je pensai alors, et je pense encore aujourd'hui, après plus de vingt ans, que M. Fox eût fait le même calcul et agi de la même manière, s'il avait été premier ministre à la place de M. Pitt. Toute la différence dans leurs manières de voir et d'apprécier la tendance de la révolution française, consistait dans la possession ou la privation du pouvoir politique. Le fait fut prouvé lorsqu'en 1806, Fox, après la mort de Pitt, entra dans le con-

seil. Il parut bientôt évident que la possession d'une place ministérielle avait éclairé son esprit, et fortifié ses dispositions pour s'opposer aux principes révolutionnaires et à leurs conséquences.

Je reviens à Léopold. Il était si empressé de former une ligue défensive contre la contagion républicaine, que le jour même qui suivit son couronnement à Francfort, comme empereur d'Allemagne, dans l'automne de 1790, il dépêcha un agent confidentiel à la cour de Berlin, ayant pouvoir d'entamer une négociation particulière avec Frédéric Guillaume. Elle était personnelle aux deux souverains : leurs ministres, Kaunitz et Hertzberg, n'en eurent pas connaissance. Le roi de Prusse entra promptement dans les vues de Léopold : il lui envoya son favori Bischoffswerder, qui apporta son consentement ; mais aucunes mesures finales ou efficaces ne pouvaient être prises, comme ils le savaient très-bien, sans la participation de l'Angleterre. M. Pitt et lord Greenville entrèrent avec ardeur dans le projet qui avait deux motifs, celui d'arrê-

ter les armes de Catherine aux bords de l'Euxin, et celui de contenir les républicains de Paris, sans faire la guerre à la France. Le premier de ces points eût, sans nul doute, été réalisé, si M. Fox n'avait excité dans la chambre des communes une si forte opposition, que le ministère fut forcé de renoncer, malgré lui, à ses engagements. Il envoya en même temps M. Adair à Pétersbourg, comme son agent particulier; acte pour lequel beaucoup de personnes pensent qu'il méritait d'être mis en accusation, avec beaucoup plus de raison que Hastings ne l'avait mérité pour sa conduite lorsqu'il était gouverneur de l'Inde. Léopold, craignant le ressentiment de Catherine, doutant de la sincérité de M. Pitt et de lord Greenville, n'étant pas sans alarmes des murmures qu'il prévoyait parmi ses troupes, à l'évacuation de Belgrade et à la restitution des conquêtes faites en Servie, dit à un seigneur auquel il était dans l'habitude de dévoiler ses pensées, et qui avait été le centre de ses liaisons avec Frédéric Guillaume : « J'ai signé la paix avec les Turcs; mais la

Grande-Bretagne est-elle sincère ? me tiendra-t-elle ses engagemens ? Catherine sera inexorable ; je l'ai vue en songe hier, la nuit, le poignard à la main. » Il désapprouvait aussi la conduite de Pitt envers l'impératrice, dans l'affaire d'Oczakow, comme sévère, irritante, et faite pour la rendre implacable. « Pourquoi, observait Léopold en parlant au même ami, dérober à l'impératrice ses lauriers, et l'humilier aux yeux de l'Europe ? Il est nécessaire que sa tête soit environnée de gloire, pour cacher ses pieds, qui sont tout souillés de sang. » Dans le fait, Catherine, qui ne pardonna jamais à l'Autriche, à la Prusse ni à l'Angleterre leur conduite envers elle, excita ces puissances à commencer la guerre contre la France, en 1792 ; mais jamais elle ne les aida dans cette lutte : au contraire, en attaquant la Pologne, elle força Frédéric-Guillaume à se retirer de la grande alliance et à s'en retourner chez soi. « Si je n'eusse pas fait replier mon armée sur mes propres états, disait le roi, non seulement elle aurait entré dans Varsovie, mais même dans Berlin. » Ce fut

donc la Russie qui agit comme une des causes principales pour dissoudre la confédération formée contre la France républicainé.

Pendant l'automne de 1791, Léopold, en route de Vienne à Florence, s'arrêta, pour se rafraîchir, à une petite maison de poste dans le duché de Styrie. Tant qu'il y resta, une foule de gens, tous ses sujets, se rassemblèrent pour le voir. Parmi eux il remarqua une vieille femme qui s'approcha de la voiture lorsqu'il y remonta, et, frappant la glace de sa main, lui adressa quelques paroles d'un ton très-rude et très-violent; mais comme elle parlait le dialecte styrien, il ne put nullement l'entendre. Craignant qu'elle n'eût quelque plainte à faire ou qu'elle ne demandât la réparation de quelque injure, il ordonna aux personnes de sa suite de la questionner sur le sujet de ses paroles. Ses officiers manifestèrent une extrême répugnance à lui en expliquer la nature; mais il insista pour être instruit, et l'un d'eux lui répondit qu'elle disait : « Rendez promptement justice; nous savons tout

ce que les poissardes ont fait à Paris.» L'empereur ne fit aucune réplique; mais quand il raconta cette aventure au seigneur qui me l'a redite, il ajouta : « Vous devez supposer que j'ai lu et réfléchi beaucoup à l'égard de la révolution française et de ses conséquences; mais tout ce qui a pu être dit ou écrit sur elle, n'a jamais porté autant de conviction dans mon esprit que le peu de paroles prononcées par la vieille styrienne. »

Malgré tous les efforts des émigrés pour déterminer Léopold à commencer la guerre avec la France, il demeura inflexible dans son système d'armer contre la révolution, mais de ne jamais attaquer la nation française. Ce ne fut qu'après sa mort, sous François, son successeur, dans l'été de 1792, que les Autrichiens entrèrent en Champagne avec les Prussiens. La mort de Léopold eut lieu le 1^{er} mars de cette année, à Prague. Il s'était rendu dans cette ville pour s'y faire couronner roi de Bohême. Je crois pouvoir hasarder de dire, avec conviction, qu'il fut empoisonné, et que le poison lui fut administré dans des confitures qu'une dame lui

présenta au milieu d'un bal. On fit tout pour cacher ce fait; et, dans cette vue, on prétendit que sa fin avait été occasionnée par quelques drogues violentes qu'il préparait dans son laboratoire; car il passait beaucoup de temps dans des recherches et des travaux chimiques. Mais Agusius, son médecin, qui ouvrit son corps, n'eut pas le moindre doute qu'il ne fût mort de poison.

Pendant le printemps de 1798, je me trouvais seul, par hasard, avec un seigneur étranger que je ne crois pas devoir nommer, mais dont la véracité n'était pas douteuse. Ayant été ambassadeur d'une tête couronnée à Vienne, lorsque la mort de Léopold arriva, il dut avoir eu les meilleurs moyens d'obtenir sur cette matière des informations. Je me hasardai de l'interroger là-dessus. « J'étais dans l'usage, me répondit-il, pendant la dernière année de la vie de l'empereur, de le voir souvent et d'avoir, pour affaires, de longues audiences de lui dans son cabinet. Pendant ces entrevues, je le voyais sans aucun déguisement, et je peux prononcer, comme chose certaine, que

son esprit était alors abattu et ses facultés diminuées. Sa mémoire, en particulier, était devenue si faible, qu'il ne pouvait plus retenir d'un jour à l'autre les faits ou les objets qu'il lui avait confiés. Il se rappelait rarement la conversation du matin précédent. Cette décadence prématurée de son intelligence provenait de la passion désordonnée pour les femmes, qui l'a caractérisé à toutes les époques de sa vie, et à laquelle il continuait de se livrer lors même qu'il fut reconnu qu'elle détruisait sa santé. Son cerveau était particulièrement affecté. Pendant les audiences qu'il m'accordait, il marchait toujours dans l'appartement. Sur sa table était une quantité de rouleaux de cire qu'il mordait d'un moment à l'autre, et dont il crachait les morceaux sur le parquet. Lorsqu'il quittait la chambre, soit que d'autres personnes fussent présentes, soit que nous fussions seuls, jamais il ne sortait en ligne droite ; mais il allait aux côtés de l'appartement, touchant le lambris ou les volets des croisées avec sa main. Aucune circonstance n'indiqueraient mieux un esprit en désordre.

ou affaibli. Quant à la nature de sa mort, je suis absolument incapable de prononcer sur ce fait. Il est certain que son corps, lorsqu'il fut ouvert, présenta des marques de poison ; mais s'il fut en effet empoisonné, par qui le fut-il et dans quelle vue ? C'est là ce que je ne prétends pas deviner, et sur quoi même je ne forme point de conjectures. »

Deux opinions, m'a-t-on dit, étaient répandues à Prague à ce sujet. L'une et l'autre étaient fondées sur la résolution bien connue de Léopold, de ne point faire la guerre à la France. Les uns soutenaient que les girondins, faction alors dominante à Paris, redoutant l'effet de son système défensif, comme très-opposé à la prolongation de leur puissance, s'en étaient défaits ainsi qu'on l'a rapporté. L'autre parti, au contraire, accusait les émigrés d'avoir causé sa mort, comme le seul moyen qui leur restât de recouvrer leurs biens, en obtenant de force une rupture immédiate entre les gouvernemens de France et d'Autriche. Je laisse ce fait dans le doute ; il est probable que le temps l'éclaircira.

Parmi les objets d'une curiosité mêlée de compassion que Florence offrait en 1779 à un Anglais, était le chevalier de Saint-Georges, ou, comme nous le nommons d'ordinaire, le *prétendant*. Il était impossible de le considérer sans faire beaucoup de réflexions sur sa destinée, et sur le sort de la malheureuse famille qu'il représentait. L'histoire ancienne ou moderne ne présente pas une race de princes si éminemment infortunés pendant un grand laps de temps. Les calamités de la maison de Bourbon, quelque étonnantes qu'elles puissent paraître, sont comprises dans un espace de vingt-cinq ans; mais depuis Jacques I^{er} d'Ecosse, massacré à Perth en 1437, de la manière la plus inhumaine, jusqu'au dernier de ses descendants, à l'exception seulement de Jacques I^{er} d'Angleterre et de Charles II, tous ont péri par la main du bourreau, ou par une mort violente et prématurée, ou dans l'exil. Toutefois, ce n'était pas seulement lorsqu'on voyait en lui le petit-fils de Jacques II et l'héritier des prétentions des Stuarts, que le chevalier Saint-Georges exci-

tait l'intérêt de tout homme accoutumé à réfléchir. Il descendait par sa mère du célèbre Jean Sobieski, roi de Pologne, qui était son bisaïeul, le premier chevalier de Saint-Georges ayant enlevé d'Inspruck, vers 1719, et épousé Clémentina Sobieska, fille et héritière du prince Jacques Sobieski, que Charles XII, roi de Suède, avait eu dessein, quelques années auparavant, de placer sur le trône de Pologne. Au droit de cette princesse, son fils hérita de biens très-considérables en Pologne, dont le produit formait un revenu beaucoup plus solide que les pensions ou les présens faits et supprimés, selon les circonstances, par les couronnes de France et d'Espagne, et par le Siège apostolique. Lorsque Clément XIV refusa de continuer au chevalier les honneurs publics dont son père et lui avaient auparavant joui à Rome, où ils avaient devant leur loge, au théâtre, un dais avec les armes royales de la Grande-Bretagne, ce pape retrancha également les sommes que lui payait le trésor de Saint-Pierre. Je ne crois pas que Pie VI les lui ait rendues, après son élection

au trône pontifical en 1775 ; mais le revenu du prétendant, à l'époque dont je parle, pouvait être estimé à plus de 5,000 livres sterling, somme très-suffisante à Florence, pour tenir un établissement convenable à sa situation.

Ses facultés, même à leur plus haut degré, paraissent avoir été assez ordinaires ; mais sa valeur, quoiqu'elle ne fût pas héroïque, n'a jamais, je pense, été révoquée en doute par les Ecossais pendant ses campagnes de 1745 et 1746, comme celle de Charles II, en 1652, à la bataille de Worcester. Le courage de Jacques II fut aussi contesté en diverses occasions, tant sur terre que sur mer, comme amiral. Charles I^{er} est le seul prince de la race de Stuart, après l'avènement de cette famille au trône d'Angleterre, dont l'intrépidité, très-remarquable à Edge-Hill, à Newbury, à Naseby et à plusieurs autres batailles ou rencontres, se soutint également dans le dernier acte de sa vie sur l'échafaud. En 1779, Charles Edouard offrait au monde un spectacle très-humiliant. Au théâtre, où il allait

presque tous les soirs, ses domestiques le conduisaient et le cachaient sur une espèce de sofa dans la fond de la loge, tandis que la comtesse d'Albany, sa femme, occupait le devant pendant toute la représentation. Le comte Alfieri, homme singulier et extraordinaire dans ses habitudes et ses manières, était le cavalier servant de cette dame, et l'accompagnait toujours en public, selon les usages de la société en Italie. Comme, pour des raisons évidentes, les Anglais ne pouvaient être présentés à un homme qui avait encore des prétentions à la couronne d'Angleterre, ils n'avaient occasion de voir le chevalier de Saint-Georges qu'au théâtre ; là même, ainsi que je l'ai observé, il restait caché, à cause de ses infirmités, et se mettait rarement en vue.

Désirant, toutefois, avoir une idée plus exacte de sa figure et de sa personne qu'il n'était possible à une telle distance, je me plaçai un soir au haut d'un escalier particulier, près de la porte par laquelle, à la fin du spectacle, il s'en retournait. Avant mon départ d'Angleterre, en 1777, le roi avait

bien voulu, à la demande de lord Robert Manners, alors commandant du 3^e régiment de dragons de la garde, me donner une commission dans ce corps, et lord Robert m'avait permis de porter l'uniforme que j'avais alors. Le général Manners, maintenant premier écuyer du roi, et alors cornette dans le régiment de son père, m'accompagnait, excité par la même curiosité, et portant le même uniforme que moi. Aussitôt que le chevalier fut assez près pour distinguer le costume militaire anglais, il s'arrêta, repoussa doucement les deux valets qui le soutenaient de chaque côté, et, ôtant son chapeau, nous salua poliment. Il alla ensuite vers sa voiture, toujours soutenu par ses gens, lorsqu'il descendait l'escalier. Je ne pus m'empêcher, en le regardant, de me rappeler le grand nombre de dangers qu'il avait courus, et auxquels il avait échappé pendant plusieurs mois, dans les Hébrides, après sa défaite à Culloden : chaîne d'aventures à qui, parmi les nations modernes, rien ne peut être comparé, que les périls également extraordinaires de la fuite de

Charles II, après la bataille de Worcester, ou les extrémités romanesques auxquelles Stanislas, roi de Pologne, fut réduit après son évaison de Dantzick. Mistress Lane donna au premier de ces princes les mêmes preuves d'un dévouement noble et désintéressé que Flora Macdonald témoigna au prétendant. Tous deux, pour leur conservation définitive, durent beaucoup à l'honneur et à la loyauté des femmes.

Le teint de Charles Edouard était brun, et il avait avec son grand-père, Jacques II, la même ressemblance de famille que le roi actuel avec Georges I^{er} ou Georges II. Au moment dont je parle, il portait, outre les décorations de l'ordre de la Jarretière, un grand habit de velours que sa mauvaise santé lui rendait nécessaire, même en été, lorsqu'il sortait du théâtre, et un chapeau dont les côtés étaient à demi-retroussés par une gance d'or. Toute sa figure, paralytique et affaiblie, offrait l'aspect d'un grand débilement corporel.

La force de son esprit était alors également éteinte, et la douceur de son caractère

l'ayant abandonné lorsque son intelligence avait baissé, il était devenu irritable, morose, principalement dans sa famille. Un malheureux penchant pour le vin, auquel il se livrait avec excès, l'enivrait, et le rendait souvent en public l'objet d'une méprisante pitié, en le privant de cette dignité qui, sans cela, eût toujours accompagné le descendant de tant de rois. Ses malheurs, son exil et sa situation pénible, qu'aggravaient des mortifications de diverses sortes qu'il avait éprouvées tant en France qu'à Rome, lui avaient probablement donné l'idée d'avoir recours au vin pour se procurer l'oubli de ses maux, et une félicité passagère. Cette triste habitude anéantit le dernier espoir que la fortune lui eût jamais offert de monter sur le trône d'Angleterre, perdu par la tyrannie et la bigoterie de Jacques II.

Je sais d'une autorité recommandable, qu'en 1770, le duc de Choiseul, alors premier ministre de France, sans être rebuté par le mauvais succès des tentatives faites en 1715 et en 1745, songea à faire un troisième effort pour le rétablissement de la

maison de Stuart. Son esprit entretenant le porta à profiter de la dissension élevée entre les couronnes d'Espagne et d'Angleterre, au sujet des îles Falkland, pour réaliser ce projet. Sa première démarche fut de dépêcher à Rome un émissaire particulier, qui annonça à Charles Edouard le désir du duc de le voir immédiatement à Paris. Il y consentit, et arriva dans cette ville en gardant le plus strict *incognito*. Quand son arrivée fut su de Choiseul, le ministre arrêta que la nuit suivante, à minuit, lui et le maréchal de Broglie seraient prêts à recevoir le prétendant, et lui montreraient leur plan pour une descente en Angleterre. L'hôtel de Choiseul fut désigné pour l'entrevue; il devait s'y rendre déguisé, dans une voiture de place, et sans aucune suite. Au temps fixé, le duc et le maréchal se tinrent prêts, avec les papiers et les instructions nécessaires pour sa conduite pendant l'expédition; mais après l'avoir attendu pendant une heure entière, à tout instant, l'horloge sonna, et ils conclurent que quelque accident imprévu avait empêché son arrivée. Dans

cette pensée, ils allaient se séparer, lorsque le bruit de la voiture se fit entendre dans la cour. Peu d'instans après, le prétendant entra dans un tel état d'ivresse, qu'il n'était pas même capable d'une conversation ordinaire. Choiseul fut indigné, dégoûté de cette conduite blâmable, et bien convaincu que le succès ne couronnerait point une expédition entreprise pour le rétablissement d'un prince qui avait ainsi perdu tout sentiment de décence et d'intérêt personnel. Il lui envoya le matin, sans hésiter, un ordre péremptoire de quitter le territoire français. Le prétendant revint en Italie. Le seigneur qui m'a raconté ces détails, était, en 1770, avec le duc de Gloucester à Gènes. Ils rencontrèrent dans la rue le chevalier de Saint-Georges, alors revenant de France à Rome. Le duc de Choiseul fut, peu de temps après, renvoyé par Louis XV; le cabinet de Versailles adopta de nouveaux principes politiques, et la contestation pour les îles Falkland s'étant arrangée, la paix continua de subsister entre les cours de France et d'Angleterre. Charles Edouard,

porté par les mortifications qu'il éprouvait à Rome, à quitter cette ville, chercha un refuge à Florence, où il termina, en janvier 1784, sa carrière peu glorieuse, comme Jacques II avait terminé la sienne, en 1701, au château de Saint-Germain, près de Paris.

Louise, comtesse d'Albany, son épouse, méritait une union plus agréable, et eût été bien placée sur un trône. Quand je la vis à Florence, quoiqu'elle fût depuis long-temps mariée, elle n'avait pas encore vingt-sept ans. Elle était petite, blonde, avait des traits délicats, des manières aimables et attrayantes. Née princesse de Stolberg, elle excita une grande admiration lorsqu'elle arriva d'Allemagne; mais en 1779, elle ne pouvait plus s'attendre à avoir des enfans du chevalier, et leurs désagréemens mutuels en étaient venus au point qu'elle fit, mais en vain, plusieurs tentatives pour obtenir une séparation. La cour de France mérite des reproches pour n'avoir pas négocié et conclu plutôt le mariage du prétendant, si elle désirait perpétuer la race et les prétentions des Stuarts. Quand Charles Edouard

épousa Louise, princesse de Stolberg, il avait passé sa cinquante-unième année, et sa constitution était affaiblie, ruinée par des excès de divers genres. Après sa mort, elle quitta l'Italie, et finalement elle s'établit à Paris en 1787. Je passai une soirée à sa demeure, l'hôtel de Bourgogne, dans le faubourg Saint - Germain, où elle avait un établissement élégant. Sa figure avait encore des traces de beauté, et ses manières simples, mais distinguées, faisaient ressortir ses charmes. Dans un des appartemens étaient un dais et un siège royal, sur lesquels étaient les armes de la Grande-Bretagne : toutes les pièces d'argenterie, jusqu'aux cuillères à café, étaient ornées des mêmes armes. Plusieurs des plus grosses pièces qui avaient, dit-on, appartenu à Marie de Modène, épouse de Jacques II, semblaient rappeler le souvenir éteint de la révolution de 1688. Une compagnie nombreuse, française et anglaise, composée d'hommes et de femmes, était rassemblée chez elle : on ne lui adressait la parole que sous le nom de *comtesse d'Albany* ; mais

ses domestiques lui donnaient toujours, lorsqu'ils la servaient, le titre de *majesté*. Les honneurs royaux lui étaient également accordés par les religieuses de quelques couvens de Paris, qu'elle était dans l'usage de visiter, lors de certaines fêtes. Elle continua de résider en France, jusqu'à ce que les funestes progrès de la révolution la forcassent à quitter ce pays. Elle se rendit à Londres, où elle trouva non seulement protection, mais de nouvelles ressources dans la bonté libérale de Georges III.

Tandis que je parle des aventures de la famille Stuart, je vais rapporter un fait qui probablement causera autant de surprise au lecteur que j'en éprouvai moi-même en l'entendant rapporter. Je dînai chez le comte actuel de Hardwick, à Londres, en juin 1796, avec une compagnie nombreuse. Du nombre des convives était le dernier sir John Dalrymple, connu par son *Histoire d'Angleterre* et ses *papiers d'état*. La conversation tournant sur des sujets historiques, il nous assura que la princesse Sophie, mère de Georges I^{er}, qui ne man-

qua de monter elle-même sur le trône de la Grande-Bretagne que parce qu'elle mourut environ sept semaines avant la reine Anne, était, dans ses principes politiques, une jacobite déterminée. Nous voyant exprimer l'étonnement qu'une telle assertion devait produire, il ajouta qu'étant occupé à examiner dans le palais de Kensington le cabinet d'où il avait tiré, au commencement du présent règne, les papiers d'état qu'il publia depuis, il trouva un paquet de lettres sur le dos duquel le roi Guillaume III avait écrit de sa propre main : « Lettres de l'électrice Sophie, à la cour de Saint-Germain. » Il les parcourut, et s'assura que Sophie était réellement en correspondance avec Jacques II, et qu'elle embrassait ses intérêts contre Guillaume. Lord Rochford, qui avait obtenu de Sa Majesté pour sir John Dalrymple la permission d'examiner et publier les papiers en question, était alors secrétaire d'état. Sir Dalrymple communiqua aussitôt sa découverte à ce seigneur. Il lui demanda, en même temps, s'il pensait que l'on pût livrer à l'impression les

lettres de l'électrice Sophie. « Publiez-les de toutes manières, » répondit-il. Avec cette autorisation, sir Dalrymple destina les lettres à l'impression; mais avant qu'il eût le temps de les faire copier, lord Rochford lui envoya dire de les lui remettre, pour qu'il pût les soumettre au roi, ayant, après un plus mûr examen, jugé convenable de prendre l'agrément de ce prince dans une matière si singulière et si délicate. Dalrymple rendit donc ces lettres à lord Rochford, qui les porta au palais de la reine, où il les remit à Georges III. Jamais elles ne furent rendues, et le roi ne fit aucune mention d'elles dans la conversation. Il jugea sans doute plus convenable de livrer aux flammes de tels documens, que d'en autoriser la publication. Quelque extraordinaire que puisse paraître cette anecdote, on ne doit pas être surpris, tout considéré, que Sophie ait eu pour Jacques II l'attachement le plus fort. Il était son très-proche parent; la mère de l'électrice, la malheureuse reine de Bohême, et Charles I^{er}, père de Jacques II, ayant été frère et sœur. Pendant plusieurs

années, après la révolution de 1688, Sophie ne put s'attendre à parvenir au trône d'Angleterre, tant que la princesse Anne et ses descendans se trouveraient entre cette succession et la maison de Brunswick. Ce fut seulement après la mort du jeune Guillaume, duc de Glocester, en 1700, que la princesse Sophie et ses enfans furent appelés par un acte du parlement, à succéder éventuellement à la couronne de la Grande-Bretagne, comme les héritiers protestans les plus proches de la famille royale. Dès lors, ses intérêts devinrent opposés aux droits du sang que possédait la race des Stuarts.

A Bruxelles, où je m'arrêtai peu de temps, pendant l'été de la même année 1779, se trouvait un autre prince dans un état d'infirmité mentale et corporelle, non moins capable d'exciter la pitié que le prétendant. Les Pays-Bas autrichiens étaient alors administrés, comme ils l'avaient presque toujours été, depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, par le prince Charles de Lorraine. Il était doublement allié, par le

sang et par alliance , à l'empereur François et à Marie-Thérèse, étant frère de l'un, et ayant épousé la sœur de l'autre de ces deux souverains. Ces titres et ces prétentions, plus qu'aucunes qualités pour les emplois civils et militaires, l'avaient élevé au gouvernement des Pays-Bas, délégation du pouvoir souverain alors la plus désirable en Europe. La Hongrie, le Milanais, la Sicile, la Sardaigne, l'Irlande et la Norvège ne pouvaient, sous le rapport politique, être comparés aux riches provinces de Flandre, de Hainaut et de Brabant. Bruxelles possédait une des plus agréables et des plus élégantes cours du continent. Sa position presque centrale entre l'Allemagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, rendaient cette ville beaucoup plus importante, sous un point de vue diplomatique, que Turin, Varsovie ou Naples, et peut-être même que Copenhague ou Stockholm. Le prince Charles de Lorraine avait été élevé pour la profession des armes, dès son extrême jeunesse. Il possédait une constitution athlétique, avec un courage reconnu, et avait plusieurs fois

commandé les armées autrichiennes. Son passage du Rhin, en 1744, et son irruption en Alsace, lui acquirent une réputation qu'il ne soutint pas ensuite, pendant la mémorable guerre de sept ans. Il n'était pas, en effet, un adversaire comparable au roi de Prusse, Frédéric, comme ce grand prince le prouva suffisamment, en décembre 1757, à la mémorable bataille de Lissa, où il défit les Autrichiens, et dans plusieurs autres occasions. Quand je fus présenté au prince Charles, au mois d'août 1779, on pouvait le regarder comme parvenu au dernier des sept âges de l'homme, et comme tombant dans *le parfait oubli* (1). A son lever, il paraissait ne faire attention à rien qu'à la cérémonie elle-même. Son langage était devenu très-peu intelligible, par suite d'une attaque de paralysie. Il mourut l'été suivant dans son palais, proche Bruxelles, regretté des Flamands pour sa modération.

(1) L'auteur fait ici allusion à un passage fameux où Shakspeare partage ainsi la vie en sept portions ou âges.

Il fut remplacé dans le gouvernement général des Pays-Bas, par l'archiduchesse Christine, fille bien-aimée de l'impératrice-reine Marie-Thérèse.

Jamais nuage politique plus sombre ne s'étendit sur l'Angleterre que dans l'automne de 1779, époque où j'arrivai du continent à Londres. La destruction des vaisseaux de guerre stationnés dans la Medway, et brûlés par les Hollandais sous Charles II; la défaite des flottes anglaise et hollandaise par les Français, près de Beachy-Head, en 1690, sous Guillaume et Marie, sont deux des plus calamiteuses époques de notre histoire. Je ne sais si elles inspirèrent plus d'abattement, de consternation et de mécontentement dans le royaume que l'époque dont je parle. A la malheureuse campagne navale de 1779, dont le combat livré à Ouessant par l'amiral Keppel, forme le trait principal, avait succédé une autre année d'hostilités encore plus humiliante pour la Grande-Bretagne. D'Orvillier, à la tête des flottes de France et d'Espagne, parcourut la Manche en maître pen-

dant un temps considérable. Le défaut d'audace ou de renseignemens empêcha seul alors la ville et les chantiers de Plymouth de tomber au pouvoir des ennemis. Non seulement la place manquait de plusieurs articles indispensables pour repousser une attaque, les pierres à fusil même, quelque incroyable que le fait puisse paraître, n'étaient pas en nombre suffisant. Sir Charles Hardy, commandant de notre flotte, était inférieur en nombre; et ignorant que les ennemis s'approchaient des côtes d'Angleterre, il croisait tranquillement dans l'Atlantique, tandis qu'ils menaçaient nos rivages. Par bonheur, le défaut de bonne intelligence et de confiance mutuelle parmi les deux escadres, suppléa aux négligences de notre ministère, et délivra ce pays d'un malheur qui, s'il avait eu lieu, aurait non seulement détruit l'administration, mais renversé le trône lui-même. Cependant, les factions ne divisèrent pas moins nos marins. Les partisans respectifs de Keppel et de Paliser portèrent au plus haut degré leur animosité mutuelle. La guerre d'Amérique,

après quatre campagnes malheureuses, commençait à devenir odieuse à la nation, tandis que l'administration, accablée sous le poids d'une lutte pour laquelle les talens du grand comte de Chatam auraient pu ne pas suffire, ne manifestait nullement l'énergie que demandait une telle crise. Le roi, lui-même, malgré des vertus privées que, depuis Charles I^{er}, aucun souverain d'Angleterre, sans en excepter Guillaume III, n'avait montrées, le roi participait au défaut de popularité de ses ministres. Comme on supposait qu'il avait l'intérêt le plus fort à réduire ses sujets révoltés, on croyait qu'il exerçait une influence plus qu'ordinaire sur le cabinet qui dirigeait les opérations de la guerre.

Quand lord Howe revint, en 1778, de ses campagnes peu avantageuses en Amérique, le suprême commandement naval sur ces côtes et dans les Indes occidentales échut à l'amiral Byron. Il était frère de lord Byron, que son duel avec M. Chaworth rendit malheureusement remarquable dans les journaux de la chambre des pairs. Jeune

encore, il fit naufrages près de la côte déserte des Patagons, à peu de distance du cap Horn, avec le capitaine Cheap, sur la frégate *le Wager*, et y souffrit des maux inconcevables pendant un très-long espace de temps. Officier de marine intrépide, habile et expérimenté, il n'en manquait pas moins du jugement, de la promptitude et du caractère résolu nécessaires pour conduire les opérations d'une flotte nombreuse. Une fatale destinée sembla invariablement l'accompagner sur l'élément de l'eau, depuis sa première expédition sous le commodore Anson, jusqu'à la fin de sa carrière maritime. Ce fait était si bien connu parmi les marins, que les matelots lui avaient donné le nom de *Jean-Gros-Temps*, et se croyaient sûrs d'être assaillis par des tempêtes, toutes les fois qu'ils navigaient sous ses ordres. Depuis l'époque où il quitta l'Angleterre, en 1778, jusqu'à son retour, environ deux ans après, tous les orages semblèrent avoir conspiré contre lui.

Pendant l'action qui eut lieu entre Byron et D'Estaing, devant la Grenade, en 1779,

toute la valeur caractéristique des Anglais se déploya, non seulement parmi les équipages, mais chez les capitaines et leur chef. Cependant l'honneur de la journée fut partagé, et la France en recueillit les avantages, quoique les pertes fussent plus considérables du côté des Français que du nôtre. Les îles des Indes orientales tombèrent l'une après l'autre au pouvoir de l'ennemi. Après la réduction de la Grenade, quand D'Estaing quitta la Martinique pour diriger contre Savannah les armes de Louis XVI, il parcourut en vainqueur la côte d'Amérique. Nous devons avouer à regret que la marine anglaise, à cette époque du présent règne, était tombée à un degré d'abaissement à peine concevable, en comparaison des époques de Hawke, Saundërs et Boscawen, ou des temps plus récents et encore plus glorieux de Jervis, Duncan et Nelson. On peut attribuer un contraste si extraordinaire, aux erreurs ou à l'incapacité de l'administration de lord North, et je sais très-bien que la voix publique porta cette accusation ; mais sa cause résidait principalement dans la nature de la contes-

tation qui , abattant l'énergie nationale , énerva le courage des Anglais , et permit à la France , aidée de l'Espagne , d'exercer pendant près de quatre ans , de 1778 à 1782 , un ascendant passager sur l'Océan. Byron , rappelé de son commandement , revint peu de temps après en Angleterre , et son nom ne se représente plus dans notre histoire navale ; mais il a pris de nos jours une célébrité nouvelle , par la supériorité poétique à laquelle son petit-fils est parvenu , en produisant des ouvrages qui balancent ceux de Spencer , de Gray , de Mason et de Scott.

A Byron succéda Rodney , qui occupe une place si distinguée dans la malheureuse époque de la guerre d'Amérique. Cet amiral fut aussi remarquable par son heureuse étoile que Byron par la fatalité qui le poursuivait. Le cardinal Mazarin , avant d'employer quelqu'un , demandait toujours : « Est-il heureux ? » S'il eût été premier ministre d'Angleterre , il eût , d'après ce principe , préféré Rodney à tous les amiraux anglais. Son air était plus élégant qu'il ne semblait convenir à sa rude profession. Il y avait dans sa figure

quelque chose de délicat et presque d'efféminé ; mais aucun homme ne manifestait un courage plus calme et plus ferme dans une action. J'ai eu l'honneur de vivre avec lui dans une grande intimité personnelle , et je lui ai souvent entendu dire que son intrépidité n'était pas l'effet de sa constitution physique : qu'au contraire nul homme n'était naturellement plus susceptible de crainte que lui ; mais qu'il surmontait cette disposition par des considérations de l'honneur et de ses devoirs. Comme le fameux maréchal de Villars , il avait justement la réputation d'être glorieux et bavard , et se faisait souvent le sujet de ses discours. Il parlait beaucoup et librement sur toutes matières , ne dissimulait rien dans le cours de la conversation , sans s'embarrasser de savoir qui était présent , et il prodiguait ses éloges , comme ses censures , avec une imprudente libéralité. Ces penchans lui firent beaucoup d'ennemis , sur-tout dans sa profession. Pendant toute sa vie , deux passions également fatales à son repos , les femmes et le jeu , le jetèrent dans de grands excès. On croyait

généralement que, dans sa jeunesse, il avait obtenu l'affection de la princesse Amélie, fille de Georges II, qui manifestait pour Rodney la même partialité que sa cousine, la princesse Amélie de Prusse, pour Trenck. Il existait une preuve vivante du premier attachement, si toutefois la renommée n'a pas eu recours à la fiction. Mais, de tout temps, depuis Élisabeth jusqu'à nos jours, la médisance n'a point épargné les femmes les plus illustres. La passion du jeu eut pour Rodney des effets plus ruineux. Elle le força de quitter l'Angleterre et de se réfugier à Paris. Sa détresse pécuniaire fut si grande pendant son séjour dans la capitale de la France, qu'elle le réduisit, au commencement de 1777, à renvoyer à Londres sa seconde femme, dans le dessein de demander aux membres du club de White de venir à son secours par une souscription. Lady Rodney ne peut rien obtenir de ce côté; et après beaucoup de sollicitations sans effet près des anciens amis de son mari, elle renonça à la tentative. Le vieux maréchal de Biron, par un acte de libéra-

lité, mit, peu de temps après, Rodney en état de revoir son pays. Alors il fit auprès de l'amirauté les démarches les plus pressantes pour être employé. En effet, sa situation demandait impérieusement qu'il obtint quelque poste, lorsque, dans l'automne de 1779, il fut nommé commandant de l'expédition qui se préparait à Portsmouth pour les Indes occidentales. Je passai beaucoup de temps avec lui, à sa résidence de Cleveland Row, dans le quartier de Saint-James, jusqu'au moment de son départ. Naturellement vif et confiant, il prédisait dans sa conversation journalière, avec une sorte de certitude, les succès qu'il obtiendrait sur l'ennemi. Il n'avait pas seulement déjà conçu, mais il avait tracé sur le papier la manœuvre navale de rompre ou de couper la ligne ennemie, à laquelle il dut ensuite en grande partie sa brillante victoire sur de Grasse. Cette manœuvre était alors nouvelle dans la tactique navale, quoiqu'à présent elle nous soit devenue familière. C'est celle que Nelson pratiqua avec tant d'avantages dans la bataille du Nil (d'Aboukir), ainsi que

dans plusieurs autres occasions. Rodney ne possédait pas des talens supérieurs; mais, différent de Keppel, son esprit entreprenant le portait à risquer, plutôt qu'à être prudent, quand il était en présence de l'ennemi. L'ardeur de son caractère suppléait, en quelque sorte, aux défauts physiques de sa santé et de sa constitution, déjà altérée par diverses causes. Son heureuse audace, dirigée par les connaissances navales des autres, et soutenue par des circonstances favorables, le mit enfin en état de dissiper le nuage qui si long-temps avait couvert nos annales maritimes, et, en même temps, lui acquit personnellement une grande gloire.

Le ministère éprouva vers ce temps, dans la chambre des pairs, une diminution de forces et une perte en talens qu'une administration si peu populaire put difficilement supporter, par la défection de lord Lyttelton, qui passa tout à coup du côté de l'opposition : sa mort non moins subite eut lieu immédiatement après. C'était un homme qui avait une grande capacité comme membre du parlement, et, malgré ses vices, il

eût pu se distinguer comme politique, s'il n'eût été enlevé au printemps de son âge. Son père, le premier lord Lyttelton, bien connu comme historien et comme poète, n'inspirait pas moins de respect, par l'élevation de son caractère que par ses nombreuses vertus domestiques. Le second lord Lyttelton, par sa conduite désordonnée et l'abus de ses talens, semblait vouloir rivaliser le duc de Buckingham, dont parle Dryden, ou le duc de Wharton, mentionné par Pope. Il leur ressembla à tous deux tant par la supériorité de ses talens naturels, que par la singularité de sa mort. Villiers (Buckingham), qui était le Zimri du poème de Dryden, intitulé *Absalon et Achitophel*, ayant épuisé sa santé et dilapidé son immense fortune dans toute espèce d'excès ou de débauches, mourut, comme il est bien connu, dans une chétive habitation, dans sa propre terre près de Helmsley, en Yorkshire, abandonné de tous ses anciens admirateurs. Wharton, qui joua sous Georges I^{er} un rôle presque aussi brillant et aussi singulier que Villiers sous Charles II, termina

sa carrière, également extraordinaire, dans l'exil et l'humiliation, parmi les Pyrénées : épuisé par l'excès de ses débauches, il mourut chez les moines d'un obscur couvent de Catalogne. Lyttelton, à peine âgé de trente-six ans, rendit le dernier soupir dans une maison de campagne près d'Epson, où il crut avoir une apparition surnaturelle.

Il était allé en ce lieu pour se divertir avec une société joyeuse, composée de personnes des deux sexes, dont j'ai personnellement connu plusieurs. Il venait de se mettre au lit, quand un bruit qui ressemblait au roucoulement d'un pigeon, se fit entendre à sa fenêtre et attira son attention. Il vit alors, ou crut voir une figure de femme qui, approchant du pied de son lit, lui annonça que sous trois jours il perdrait la vie. De quelque manière que cette prédiction lui ait été faite, il est certain que lord Lyttelton regarda l'événement comme réel, qu'il en parla dans ce sens aux personnes qui étaient avec lui dans la maison, qu'il en eut l'esprit très-affecté, et qu'il mourut la troi-

sième nuit, à l'heure prédite. Quatre ans après, en 1783, dinant dans cette maison, j'eus la curiosité de visiter cette chambre à coucher. On m'y montra la fenêtre à laquelle lord Lyttelton assurait que le pigeon avait commencé à roucouler. Sa belle-mère, la douairière lady Lyttelton, était une femme d'une imagination très-vive. Elle accorda une croyance absolue à tous les faits surnaturels qui étaient supposés avoir accompagné ou causé la mort de lord Lyttelton. J'ai souvent vu chez elle, dans Portugal-Street, près Grosvenor-Square, un tableau peint par elle-même en 1780, tout exprès pour rappeler cet évènement. Le pigeon y paraît à la fenêtre, tandis qu'une figure de femme, habillée de blanc, est debout au pied du lit, annonçant à lord Lyttelton sa fin prochaine. Chaque partie de la composition était fidèlement dessinée d'après la description du valet de chambre du lord, à qui celui-ci avait rapporté toutes les circonstances de l'évènement. Cet homme assura à lady Lyttelton que, la nuit indiquée, lord Lyttelton ayant fait de vains efforts pour surmonter cette im-

pression, avait éprouvé pendant les trois jours précédens un grand abattement, et se mit au lit avant minuit. Il donna ordre à son valet de lui préparer de la rhubarbe, s'assit dans le lit, en apparence bien portant, et dans l'intention d'avalier la médecine; mais il lui manquait une cuiller à café que le valet avait oublié d'apporter. Son maître, avec un fort mouvement d'impatience, lui ordonna d'aller chercher cette cuiller. Il ne fut pas absent de la chambre plus d'une minute; mais quand il revint, lord Lyttelton, qui s'était couché, était immobile dans cette attitude. Aucuns efforts pour lui rendre la connaissance n'eurent de succès. En conséquence, ce sera un sujet d'incertitude et de conjectures, que de savoir si sa mort fut occasionnée par quelque attaque de nerfs, ou si elle arriva par suite d'un coup d'apoplexie, ou de tout autre mal subit.

Il faut, au reste, observer que la famille Lyttelton, soit par une irritabilité de nerfs qui formait sa constitution, soit par d'autres causes, était singulièrement susceptible d'impressions semblables à celle qui paraît

avoir causé la mort de lord Lyttelton. Son père, quoique doué de rares talens, manifestait une grande crédulité, comme on m'en a donné l'assurance, à l'égard des apparitions. Sa cousine, miss Lyttelton, qui épousa sir Richard Hoare, mourut d'une manière à peu près semblable, environ quatre années plus tard, à Stourhead. La vie du second lord Lyttelton avait d'ailleurs été assez licencieuse, pour ne pas dire assez perversité, pour l'exposer continuellement aux reproches les plus vifs d'une conscience accusatrice. On savait que ce spectre qui l'accompagnait par-tout, avait donné lieu pendant ses voyages, et particulièrement à Lyon, à des scènes qui ressemblaient beaucoup à celle de ses derniers momens. Parmi les femmes qui avaient été les objets et les victimes de sa tendresse passagère, était une mistress Dawson, dont la fortune, aussi bien que la réputation et l'honneur, furent sacrifiées à sa passion. Bientôt abandonnée par lui, elle ne survécut pas long-temps, et l'on sait que le désespoir accéléra ou même causas sa mort. Ce fut son image qui lui ap-

parut près de son lit , et qui fut supposée lui avoir annoncé sa prochaine dissolution.

Lord North avait présidé pendant dix années à l'administration ; il continua , pendant le printemps de 1780 , de lutter avec la plus grande difficulté , pendant la sixième session du parlement , contre une opposition nombreuse et toujours croissante dans les deux chambres. Sa démission prévue paraissait inévitable et même fort prochaine ; mais les disgrâces du ministère et le triomphe du parti adverse furent également absorbés par une calamité qui , tant qu'elle dura , maîtrisa l'attention générale : je veux parler des séditions de juin 1780. Aucun événement dans nos annales n'a d'analogie avec le spectacle qu'offrit alors la capitale , si ce n'est l'incendie de Londres , sous Charles II. Ce malheur même n'eut pas quelques-uns des traits douloureux et sanglans qui caractérisèrent le tumulte en question. Pendant l'incendie de 1666 , quelques contes que la fureur des partis ait pu inventer ou mentionner sur des monumens publics , par antipathie de secte , les habitans n'eurent à

combattre que les progrès d'un élément dévorant. En 1780, le feu fut originairement allumé et rendu plus destructif par une populace de l'espèce la plus basse et la plus vile, qui portait avec elle, par-tout où elle allait, les matériaux d'une destruction universelle. Ce fut seulement dans son sang, par l'intervention terrible de la force militaire, que le ravage fut enfin arrêté, et que Londres, après avoir été désolé par le feu, fut sauvée du pillage, de la banqueroute et de la destruction. La révolution française elle-même, qui, depuis juillet 1789 jusqu'en avril 1814, soit sous la forme d'une république, soit sous celle du despotisme militaire, a présenté au genre humain le tableau de tous les crimes qui révoltent et dégradent la nature humaine, n'a point produit dans la capitale de la France de tels excès. A Lyon, il faut en convenir, Collot d'Herbois exerça, en 1793, les vengeances les plus barbares sur les édifices de la ville, comme sur les malheureux habitans; mais quoique Robespierre ait converti la capitale en un charnier, quoique la vengeance ou l'atroce

ambition de Buonaparte ait couvert l'Europe d'ossements humains, du Tage à la Moskowa, ni l'un ni l'autre aventurier n'a dirigé ses efforts destructeurs contre les édifices publics ou particuliers de Paris.

Je fus présent en personne à plusieurs des effets les plus effrayans de la fureur populaire, au mémorable 7 juin. Elle atteignit, dans la nuit suivante, le plus haut degré de violence. Vers neuf heures du soir, je me réunis à trois de mes amis. Nous étions alarmés par les rapports faits à chaque instant des délits commis, et des excès qui se préparaient aussitôt que l'obscurité en favoriserait ou en faciliterait les progrès. Nous partîmes de Portland - Place pour en être témoins. Une voiture de louage nous conduisit à Bloombury-Square. Nous étions attirés en ce lieu par le bruit généralement répandu que la résidence de lord Mansfield, située au côté septentrional, était ou déjà brûlée, ou destinée à la destruction. Nous passâmes dans Hart-Street et Great-Russel Street. Dans chacune de ces rues étaient de grands feux composés d'effets enlevés dans

les maisons des magistrats ou d'autres personnes, en butte aux fureurs populaires. Quittant notre voiture, nous traversâmes la place. A peine étions-nous près des murailles de l'hôtel de Bedford, que nous entendîmes enfoncer avec violence la porte de la maison de lord Mansfield. En peu de minutes, tous les meubles des appartemens furent jetés précipitamment par les fenêtres, réunis en un monceau, et livrés aux flammes. Une troupe de soldats à pied survint et passa près du tas enflammé, mais sans essayer d'éteindre le feu, ni de réprimer la populace, en effet beaucoup trop nombreuse pour pouvoir être dispersée, ou même intimidée par un petit détachement d'infanterie. Elle resta maîtresse de la place. Après avoir considéré pendant quelque temps ce spectacle, nous nous rendîmes à Holborn, où l'habitation et les magasins de M. Langdale offraient un tableau de dévastation plus effrayant. Ils étaient enveloppés de fumée et de flammes. Au devant, s'était assemblée une multitude immense des deux sexes; les femmes y étaient nombreuses, et un assez grand nom-

bre d'entr'elles portaient des enfans sur leurs bras. Tous ces gens semblaient attirés comme nous par la seule curiosité, sans prendre aucune part aux actes de violence. Dans le ruisseau de la rue coulaient des liqueurs spiritueuses, et parmi la populace, un grand nombre d'individus étaient déjà enivrés de ces boissons. Cependant, ils manifestaient si peu de dispositions pour la révolte et le pillage, qu'il eût été difficile de concevoir quels étaient les auteurs et les agens d'un si énorme délit, si nous n'avions vu aux fenêtres de la maison, des hommes qui, tandis que les chambres étaient en feu, enlevaient tranquillement les meubles et les jetaient dans la rue ou dans les flammes. Ils n'éprouvèrent aucune opposition pendant un temps considérable que nous restâmes en ce lieu; mais un détachement de garde à cheval survenant, la foule effrayée commença aussitôt à se disperser; et nous, impatiens de satisfaire de nouveau notre curiosité, nous continuâmes notre route à pied de Holborn vers Fleet-Market.

Je tenterais vainement de décrire le spec-

tacle qui s'offrit à mes yeux quand nous atteignîmes le penchant de la colline tout auprès de l'église de Saint-André. M. Langdale, comme catholique, avait été choisi pour l'objet de la vengeance affreuse de la multitude. Son autre maison et ses magasins, situés dans un enfoncement près l'extrémité septentrionale du marché, poussaient dans les airs un amas de flammes semblable à un volcan. L'effet de l'illumination était si brillante, que l'église de Saint-André paraissait enflammée par une masse de feu si considérable, que les figures placées sur l'horloge étaient aussi distinctement aperçues qu'en plein midi. On eût dit une tour en feu et non un édifice particulier; et ce spectacle aurait causé un sentiment d'admiration mêlée de plaisir, s'il eût été possible de le séparer de ses causes et de ses conséquences. Cependant le vent n'augmentait pas la fureur de l'incendie : la nuit était sereine, le ciel sans masses, excepté lorsqu'il était obscurci par les masses de fumée qui, de temps en temps, formaient une obscurité passagère. La popu-

lace, qui occupait la rue entière dans toutes les directions, nous empêcha d'approcher du bâtiment plus près que d'une soixantaine de pas. Quoiqu'elle fût principalement composée de gens attirés par la curiosité, elle commença bientôt à prendre évidemment un caractère plus féroce et plus mutin. Nous ne vîmes aucunes troupes, soit à pied, soit à cheval; et dans le milieu du tumulte, de la terreur et de la violence, la police ordinaire n'avait point cessé d'exercer ses fonctions. Tandis que nous étions contre le mur du cimetière de Saint-André, un veilleur de nuit, sa lanterne à la main, passa près de nous, indiquant l'heure comme dans un temps de profonde tranquillité.

Voyant l'impossibilité de nous frayer notre chemin pour revenir à la colline d'Holborn, et apprenant que la prison de la flotte avait été incendiée, nous pénétrâmes, parmi une quantité de ruelles étroites, derrière l'église de Saint-André; et nous nous trouvâmes au milieu du Fleet-Market. La destruction y exerçait aussi sa fureur, mais avec différens progrès. Les maisons de M. Lang-

dale étaient déjà au plus haut degré de ruine ; la prison de la flotte, au contraire, commençait seulement à s'enflammer, et les étincelles des parties embrasées qui remplissaient l'air, tombaient sur nous de tous côtés avec assez d'abondance pour qu'il ne fût pas sûr de rester trop près de l'édifice. Alors nous commençâmes à entendre des décharges de mousqueterie de l'autre côté de la rivière, vers Saint-George's-Fields ; on nous dit qu'un nombre considérable de séditionnaires avaient été tués sur le pont de Black-Friars, qui était occupé par les troupes. Quand nous approchâmes de la prison de Kings-Bench, nous la vîmes toute en flammes ; c'était une vue sublime, et on peut dire que nous étions là dans un point central d'où Londres offrait de tous côtés, en avant comme en arrière de nous, le spectacle d'une ville saccagée et abandonnée à un ennemi féroce. Les hurlemens de la populace, les cris des femmes, le craquement des édifices incendiés, les lueurs réfléchies par les eaux de la Tamise, les feux irréguliers qui brillaient dans Saint-George's-

Fields, ainsi que vers le quartier de l'hôtel-de-ville et de la banque ; tous ces sons, toutes ces images laissaient à peine à l'imagination quelque chose à suppléer. Ils présentaient à la vue les souvenirs de ces descriptions classiques dont Virgile et Tacite laissent des traces dans les esprits des jeunes gens, mais que je m'attendais fort peu à voir réalisées et reproduites dans la capitale de la Grande-Bretagne.

Notre curiosité n'était pas encore satisfaite, lorsque nous apprîmes qu'un combat obstiné avait lieu à la banque entre les soldats et les séditieux. Nous résolûmes de nous en approcher s'il se pouvait. Nous nous y portâmes donc à travers le cimetière de Saint-Paul ; nous étions arrivés sans obstacles jusqu'au marché à la volaille, moins de soixante pas de l'hôtel-de-ville, quand une sentinelle nous empêcha d'avancer. Elle nous dit que la populace avait été repoussée lors de son attaque sur la banque ; mais que nous ne pouvions aller plus avant dans cette direction, attendu que ses ordres étaient positifs de ne laisser passer per-

sonne. Cheapside, vide et silencieux, à la différence des rues que nous avions parcourues, ne présentait aucune apparence de tumulte ou de confusion, quoiqu'à l'est, à l'ouest et au sud, tout fût en désordre. Ce contraste ne formait pas en ce moment la singularité la moins remarquable. Empêchés ainsi d'arriver plus près de la banque, rassasiés en quelque sorte du spectacle dont nous avions été témoins, et fatigués d'une si longue course que nous avions faite à pied, depuis l'instant où nous étions descendus de voiture près Bloomsbury-Square, nous résolûmes de revenir dans la partie occidentale de la ville. Sur la Ludgate-Hill, nous eûmes le bonheur de trouver une voiture de place qui nous reconduisit chez nous vers quatre heures du matin.

Il est impossible aux personnes les plus prévenues, d'accuser, sans violer la vérité, l'opposition d'avoir participé en corps, directement ou indirectement, à ces actes criminels. Ses membres ne furent pas individuellement moins exposés que les ministres, à la haine et à la violence du peuple.

La maison de sir George Savile, dans Leicester-Square, fut une des premières que l'on assaillit et que l'on pillâ. L'hôtel de Devonshire, dans Piccadilly, fut menacé du même sort, et considéré comme si peu sûr, que la duchesse de Devonshire, cédant à ses frayeurs, n'osa pas, pendant un temps considérable, y rester après la brune; elle se réfugia chez lord Clermont, dans Berkeley-Square, où elle se crut en sûreté contre toute attaque, et y coucha pendant plusieurs nuits sur un sofa ou sur un petit lit tendu dans le salon : plusieurs autres personnes des deux sexes et du plus haut rang quittèrent leurs demeures ou envoyèrent leurs effets les plus précieux et leurs bijoux à la campagne. Le premier ministre, lord North, passa cette nuit alarmante à la résidence officielle dans Downing-Street, accompagné de quelques amis venus pour lui offrir leurs secours, si les circonstances les rendaient nécessaires à sa sûreté.

Un de ces gentlemen, sir John Macpherson, m'a souvent raconté les particularités de cette mémorable nuit; je vais les rendre

dans ses propres termes, et on ne les lira pas sans intérêt.

« Un jour ou deux avant le 7 juin, dit-il, le comte Maltzan, alors ministre de Prusse près de notre cour, vint me voir et m'informa que la populace avait résolu d'attaquer la banque. Il ajouta que le fait était venu à sa connaissance par une source authentique à laquelle je pouvais accorder toute confiance. Je communiquai sur le champ ce fait à lord North, et reçus le matin de ce jour une invitation de me trouver à dîner chez lui dans Downing - Street. Quand j'arrivai, je trouvai M. Eden (créé depuis lord Auckland), l'honorable général Simon Fraser, l'honorable John Saint-John, et le colonel North, depuis comte de Guilford. M. Brummel, secrétaire particulier de lord North, qui habitait aussi l'hôtel, était présent, mais il ne dîna pas avec nous. Nous nous mîmes à table, et le repas était à peine terminé, que Downing-Square, place qui n'a point d'issue; se remplit de peuple qui manifestait une disposition ou plutôt une résolution formelle de se porter à des actes

outrageans. Lord North, avec sa bonne humeur habituelle, me dit : « Vous voyez, Macpherson, qu'il y a beaucoup de confusion. Qui commande la garde des appartemens ? »

« Moi, répondit le colonel North, et j'ai placé au haut des escaliers plus de vingt grenadiers bien armés, prêts, au premier ordre, à faire feu sur la populace. » Le général Fraser gardait le silence, tandis que M. Eden, dont la maison était située au côté opposé de la place, se contentait de faire tranquillement remarquer au colonel North que si les grenadiers tiraient, leurs balles entreraient probablement dans ses fenêtres. Le tumulte continuait toujours au dehors, et il devenait incertain, d'une minute à l'autre, si la populace ne se livrerait pas à des extrémités fâcheuses. Lord North me dit : « Que faire, Macpherson ? ».

« Mon opinion, répondis-je, est d'envoyer au dehors deux ou trois personnes qui, se mêlant à la foule, lui apprendront qu'il y a des troupes postées dans l'hôtel, et prêtes, sans attendre la lecture du *riot act* (la loi con-

tre les rassemblemens séditieux), à tirer sur les gens attroupés. Ces personnes les exhorteront en même temps, pour leur propre sûreté, à se disperser paisiblement sans délai. »

« Mais, ajoutai-je, nous parlons de la guerre devant Annibal; voici le général Fraser, qui sait beaucoup mieux qu'aucun de nous ce qu'il y a de plus sage à faire, et qui n'a pas encore ouvert la bouche. » La populace continuait de remplir la petite place et devenait très-bruyante; mais elle ne tentait pas de forcer la porte de la rue. M. Saint-John prit un pistolet; et lord North, qui ne perdait jamais une occasion de plaisanterie, s'écria : « Je ne suis pas la moitié aussi effrayé de la populace que du pistolet de Jack Saint-John. » Peu à peu, comme la soirée avançait, le peuple, informé de plusieurs côtés qu'il y avait dans la maison des soldats prêts à faire feu s'il se commettait quelque violence, commença à se calmer, et ensuite à se disperser sans autres efforts. Nous nous rassîmes donc et finîmes de boire notre vin.

« La nuit vint, et la capitale présenta une

scène de tumulte ou d'incendie en plusieurs quartiers. Lord North, accompagné de nous tous, monta au haut de la maison; nous vîmes alors Londres en feu dans sept endroits différens, et nous entendîmes les pelotons de soldats faisant régulièrement feu dans diverses directions. « Quelle est votre opinion sur le remède à ce mal? » me dit lord North. « Je tâcherais, mylord, répondre-je, d'effectuer une réunion, ou d'ouvrir quelque communication avec les chefs de l'opposition, pour protéger le pays. »

« Vous parlez, répliqua-t-il, comme si la chose pouvait se faire; mais elle n'est pas praticable. » Je sais cependant qu'un jour ou deux après, malgré l'opinion manifestée par lord North, lui et M. Fox se réunirent, après le spectacle, à l'Opéra, dans Hay-Market, à onze heures du soir. Ils eurent une conférence; mais j'ignore tout à fait la nature de leur conversation. » Tel fut le récit que fit sir John Macpherson, des événemens dont il avait été témoin oculaire, dans ces momens de calamité publique.

Lord George Germain assembla quelques

amis, comme le premier ministre. Il barri-
cada les passages et l'entrée de sa maison,
située dans Pall-Mall, et qui était très-sus-
ceptible de défense ; après quoi il attendit
froidement l'attaque de la populace. Mais
les séditeux étaient trop bien informés des
précautions qu'il avait prises pour faire sur
lui aucune tentative. Le roi lui-même resta
sur pied pendant la plus grande partie de
cette nuit mémorable, qu'il passa entre
Buckingham-House et le manège royal voi-
sin de ce palais. Dans le dernier bâtiment
on avait placé de bonne heure un détache-
ment de garde à cheval prêt à fondre sur
les insurgens. Ceux qui connaissent la fer-
meté et le courage que Sa Majesté a depuis
déployés dans les situations les plus criti-
ques, lorsque sa personne fut en danger, ne
peuvent douter que ce prince n'eût donné,
dans cette occasion, les plus fortes preuves
d'intrépidité, si, par malheur, elles eus-
sent été nécessaires. Georges III avait pris
la résolution de repousser la force par la
force s'il le fallait, et de périr pour le main-
tien des lois, de l'ordre civil, du gouver-

nement régulier, plutôt que de survivre à leur extinction. Par bonheur, aucune tentative ne fut faite par la populace pour attaquer le palais de la reine ou ses dépendances.

Les opinions et les rapports ont été différens relativement au nombre de ceux qui périrent dans les séditions du 5 au 7 juin ; mais comme on ne peut avoir d'autres renseignements que les publications officielles des tués et des blessés, le nombre total sera toujours matière à conjectures. Il est probable qu'il excédait de beaucoup le résumé qu'on en fit ; et d'après les témoignages des personnes qui étaient le plus en état de juger la chose, je crois qu'on n'exagérerait pas la liste en la portant à sept cents individus tués ou blessés. Le massacre fut considérable à la prison de King-Bench, à la banque et sur le pont de Black-Friars. Le colonel de Burgh, fils du comte de Clanrickard, commandait un des régimens envoyés à Saint-George's-Fields. Toutes les troupes firent leur devoir, malgré les efforts que la populace employa pour les séduire,

en les appelant *protestans*, et en invoquant leur appui. Plusieurs soldats, pour répondre à ces cajoleries, s'écrièrent qu'ils ne voulaient pas faire de mal au peuple. Un grand seigneur, aujourd'hui vivant, et qui, comme moi, fut spectateur de toutes les scènes de dévastation qui eurent lieu cette nuit-là, me dit qu'il éprouvait de forts doutes que le régiment de Burgh voulût alors se montrer avec vigueur. Frappé de cette conviction, il fit part de ses appréhensions au colonel : celui-ci lui répondit, au moment même, qu'il était sûr de ses hommes et pouvait compter sur leur prompt obéissance. L'événement justifia sa confiance ; car il n'eût pas plutôt ordonné de faire feu, qu'alignant leurs fusils, ils forcèrent bientôt les séditieux à chercher leur salut dans une dispersion immédiate. Si les gardes françaises, en 1789, s'étaient comportées comme nos troupes régulières en 1780, la révolution française eût été anéantie dès sa naissance, et l'Europe n'eût pas gemi pendant quatorze années sous le poids des maux que Buonaparte accumula sur elle.

Mais la différence de caractère entre les deux souverains de l'Angleterre et de la France fut une grande cause du sort différent qu'éprouvèrent les deux monarchies. Georges III, quand il fut attaqué, se prépara à défendre son trône, sa famille, son pays et la constitution confiée à sa garde. Sa résolution en effet le sauva. Louis XVI abandonna tout à la férocity de la populace et des jacobins qui l'envoyèrent à l'échafaud. Aucun homme, ayant du courage et des principes, n'eût quitté le premier de ces princes. Il était impossible de sauver le malheureux, faible et passif monarque de la France.

Plusieurs des séditeux qui périrent sur le pont de Black-Friars et dans le voisinage, où le carnage fut le plus grand, furent aussitôt jetés dans la Tamise par leurs compagnons. Le massacre fut aussi fort considérable à la banque, quoiqu'il n'eût pas été de longue durée. Pour cacher le plus qu'il se pourrait, le nombre des morts, on prit des précautions semblables. Tous les cadavres furent emmenés pendant la nuit et jetés

dans la rivière. Les traces laissées par les balles, dans les maisons opposées à la banque, furent même, autant que possible, effacées le matin suivant et les édifices blanchis. Le gouvernement et les séditeux semblèrent avoir éprouvé également le désir de jeter un voile sur l'étendue du désastre, afin de l'ensevelir dans une profonde obscurité. Ce pays dut sur-tout au colonel Holroyd, depuis élevé avec justice à la pairie comme lord Sheffield, et à son régiment de milice, l'avantage d'avoir repoussé à la banque la fureur de la multitude. Pendant quelques momens, l'action parut douteuse, et les assaillans forcèrent presque l'entrée. Lord Algernon Percy, maintenant comte de Beverley, marcha également à la tête de la milice de Northumberland vers le même endroit. Leur arrivée, jointe à l'énergie, la promptitude et la résolution que manifestait le colonel Holroyd, concoururent principalement à la sûreté de ce grand établissement national. Beaucoup d'individus cachèrent leurs blessures, pour échapper à la découverte de la part qu'ils avaient prise dans

les désordres de la capitale. Il est toutefois hors de doute que presque tous ceux qui périrent étaient d'une condition basse et obscure.

Si la population avait été guidée par des hommes habiles et ayant un système formé, Londres eût pu être détruit de fond en comble cette nuit-là. Dans ce cas, les séditions eussent attaqué d'abord la banque, la maison de la Compagnie des Indes et les comptoirs des grands banquiers, au lieu d'exercer leur rage, comme ils le firent, sur des chapelles catholiques, des maisons particulières et des prisons. Quand, après avoir épuisé leur première fureur, ils commencèrent à porter leurs coups avec plus de régularité, le temps d'agir était passé. Le gouvernement, accusé avec raison d'avoir paru insouciant dans les premiers jours de mai, se réveilla assez tôt pour préserver la capitale et le crédit public des coups les plus terribles de la violence populaire. Dans le fait, du moment que les trois ponts de la Tamise furent occupés par les troupes, le danger toucha à sa fin. Cette effrayante

révolte qui, le mercredi 7 juin, parut devoir tout détruire, fut si complètement réprimée, si subitement anéantie, que le 8, à peine restait-il une étincelle de l'effervescence populaire. Quelques personnes tentèrent, dans le bourg de Southwark, de renouveler les attentats du mercredi; mais elles furent facilement et promptement châtiées par la force militaire. Rien ne fut plus frappant que le contraste de ces deux soirées dans la ville. Les corps de cavalerie, stationnés dans les places et les grandes rues, à l'extrémité occidentale de Londres, lui donnaient l'air d'une ville de garnison, et le camp qui fut immédiatement après formé dans le parc Saint-James, offrait un aspect pittoresque, le canal étant couvert de tentes et de troupes des deux côtés de l'eau.

Le danger commun qui, pour un temps, réunit tous les partis, éteignit, ou au moins suspendit, en quelque sorte, la virulence des inimitiés politiques. Alarmés à l'aspect d'une destruction imminente, plusieurs des principaux chefs de l'opposition se rendi-

rent sans être mandés à Saint-James, sous prétexte d'offrir leurs services à l'administration ; à peu près comme les ducs de Somerset et d'Argyle avaient fait dans les derniers jours de juillet 1714, lorsque la reine Anne était privée de connaissance et près de sa fin. Le marquis de Rockingham apprenant qu'un conseil privé devait s'assembler le 7 juin, parut en négligé, ses cheveux en désordre, et avec toutes les apparences d'une grande consternation. Quand il eut pris place à la table, où le roi était présent, il n'épargna pas les ministres pour avoir, ainsi qu'il l'assurait, permis par leur négligence ou leur manque d'énergie dans le temps nécessaire, que le peuple s'assemblât à Saint-George's-Fields, première réunion qui avait causé tous les maux subséquens. Il est néanmoins incontestable que la décision manifestée en cette occasion par Sa Majesté, fit le salut de la métropole, et qu'on lui dut principalement ou même uniquement d'être préservé de toutes les calamités qui menaçaient l'Angleterre. Éli-za-

beth ou Guillaume III n'auraient pu déployer un courage plus calme et mieux raisonné, dans la plus grande étendue de l'expression, que Georges III n'en montra dans ces momens critiques. Loin de recourir à son conseil pour recevoir des avis ou des directions, comme l'eût fait un prince d'un faible caractère, il sut donner à ses ministres l'exemple du dévouement.

Il est bien connu que le roi assista en personne au conseil dont je viens de parler. On y discuta la question dont dépendait la protection et le salut de la capitale. Les principaux personnages de l'État furent divisés, et lord Mansfield lui-même fut, avec raison, accusé de n'avoir jamais clairement jusqu'à ce jour exprimé sa pensée sur cette question. On doutait si des gens séditieusement assemblés et commettant des délits ou des infractions à la tranquillité publique, pouvaient, quelque grands que fussent ces délits, être fusillés par la troupe sans que l'on eût d'abord lu la loi contre les attroupemens. Lord Bathurst, président du conseil, et sir Fletcher-Norton, orateur

de la chambre des communes, étaient tous présens. Quand on leur demanda leur opinion, ils déclarèrent « qu'un soldat n'était pas moins citoyen, parce qu'il était soldat, et en conséquence qu'il pouvait repousser la force par la force; » mais aucun ministre ne voulut signer l'ordre. Dans cette crise, tous les momens étaient précieux. M. Wedderburn, depuis baron et comte de la Grande-Bretagne, et alors procureur général, avait été appelé au conseil. Le Roi lui ordonna de donner son opinion sur ce point. Il déclara, dans les termes les plus précis, que tout rassemblement pareil devait être dispersé par la force militaire, sans s'occuper des formes, ni lire la loi en question. « Est-ce là votre déclaration légale, comme procureur général? » dit le roi. Wedderburn répondit nettement par l'affirmative. « Eh bien! qu'il en soit ainsi, » reprit Sa Majesté. Le procureur général dressa aussitôt l'ordre que le roi signa, et d'après lequel lord Amherst agit le soir même. L'anéantissement des rassemblemens eut lieu en peu d'heures. Jamais peu-

ple n'eut une plus grande obligation à la judicieuse intrépidité de son souverain.

On ne doit pas méconnaître le mérite qu'eut Wedderburn, de couper avec tant de résolution le nœud gordien que le lord chef de justice du banc du roi ne pouvait ou ne voulait pas délier. Ses déclarations obscures sur ce sujet rappellent involontairement les accusations portées contre lui par Junius, qui dit : « Outre sa timidité naturelle, il fait entrer dans son plan politique le dessein d'être connu pour ne jamais recommander de mesures violentes. Quand les gardes sont envoyés pour massacrer leurs concitoyens, ce n'est point par l'avis ostensible de lord Mansfield. » Nous le voyons ici agir en 1780, précisément comme il avait fait douze années auparavant, en 1768. Un fait qui n'est pas moins curieux ou extraordinaire, c'est que la conduite par laquelle le roi sauva Londres, en 1780, des plus cruelles extrémités de la violence et du pillage, forme, *en principe*, le sujet d'une des plus sévères réflexions que Junius eût faites sur lui, en mars 1770.

« Sa majesté, dit-il, a-t-elle consulté les lois de ce pays, quand elle a permis à son secrétaire d'état de déclarer que, par-tout où le magistrat civil est méprisé, on doit envoyer une force militaire, *sans perdre un seul moment*, et l'employer d'une manière active? » Tant il est vrai qu'à toutes les époques de sa vie, le roi a manifesté la même fermeté de caractère et la même supériorité à toute appréhension personnelle. Cependant, lorsque l'on réfléchit qu'en 1768, un magistrat du comté de Surry a été accusé comme d'un crime capital et mis en jugement, pour avoir ordonné aux soldats de faire feu sur les séditieux qui se portaient, dans Saint-George's-Fields, aux outrages les plus coupables, quoique la loi eût été deux fois lue; on ne peut être surpris de la crainte qu'eût lord Mansfield, de sanctionner et d'autoriser la même conduite en 1780. Le souverain seul, comme premier magistrat, déterminé par la nature effrayante de la crise, pouvait prendre sur lui une si sérieuse responsabilité.

Personne ne montra plus d'horreur pour

les séditieux, ou ne s'exposa plus par ses déclarations à ce sujet à un danger personnel, que Burke, accusé par ses ennemis d'avoir été élevé dans les principes du catholicisme. Cette conduite lui fit grand honneur, et prouva qu'il était supérieur aux petitesesses d'esprit de parti. Sa maison, dans la grande cour, à Westminster, fut menacée, mais non attaquée. Fox se contenta de condamner les auteurs des désordres, mais il ne prit aucune part active à leur répression. Il refusa, au contraire, de prêter personnellement aucun secours au gouvernement, lorsqu'il fut pressé dans la chambre des communes de coopérer à sauver la capitale, quoique Burke, alors présent, exprimât à haute voix son désir de l'unanimité et du concours des efforts dans ce moment de détresse nationale. Il est impossible de ne pas remarquer que, comme ils suivaient ainsi deux routes opposées pendant les séditions de 1780, ils montrèrent, douze années plus tard, en 1792, une semblable différence de conduite. Burke prêta son secours puissant

pour maintenir le gouvernement monarchique, tandis que Fox resta l'avocat du républicanisme et l'apologiste de la révolution française. Wilkes, qui, au commencement du règne actuel, fit une si glorieuse résistance contre les arrestations, déploya une énergie aussi forte contre la violence populaire, pendant tout le temps des séditions. S'il eût occupé la place de premier magistrat, au lieu de Kennett, il eût, sans nul doute, empêché, par sa vigueur, la plupart ou la totalité des scènes affligeantes dont la capitale fut le théâtre.

Toutes les preuves données par l'opposition qu'elle détestait ces excès déplorables de la fureur populaire, ne parvinrent point à produire une conviction complète. Plusieurs personnes crurent toujours que quelques-uns des chefs parlementaires encourageaient secrètement les factieux. On soupçonna le comte de Shelburne, probablement avec une grande injustice. L'attente naturelle de produire un changement dans le ministère parut avoir suspendu ou surmonté dans certains esprits toute autre con-

sideration. On prétendit même, sur des fondemens très-insuffisans, que des pairs n'avaient pas fait scrupule de prendre une part active dans les plus coupables excès de la nuit du 7 juin. La clameur publique fit porter principalement l'accusation sur le comte d'Effingham. On assura qu'il s'était mêlé aux séditions du pont de Black-Friars; qu'il y avait été mortellement blessé, et que ceux de son propre parti avaient ensuite jeté son corps dans la rivière; mais qu'au paravant on l'avait reconnu à son habillement, et en particulier à ses manchettes brodées. Ceux qui connaissaient ce seigneur et sa manière de s'habiller, dévoilèrent aussitôt l'absurdité et la fausseté de l'accusation; car aucun homme n'avait jamais été moins distingué par un costume recherché. Cependant sa disparition soudaine de Londres, où il est certain qu'il s'était trouvé au commencement des séditions, l'ignorance générale où le public était du lieu où il s'était retiré, et sa haine aussi violente que bien connue envers l'administration, toutes ces circonstances contribuèrent pendant un

temps considérable à entretenir l'erreur. Au commencement de l'hiver suivant, il reparut dans la chambre des pairs, aussi bien portant qu'à l'ordinaire. Il dit à ses connaissances qu'au commencement de juin, il était allé à sa terre de Grainge-Hall, en Yorkshire, où il avait toujours demeuré depuis ce temps. Les gens qui étaient encore incrédules, expliquèrent son absence en disant qu'il avait reçu une blessure ou une brûlure au 7 juin; mais il est probable que ce bruit devait son origine à la calomnie.

Lord Gordon, le principal auteur de ces délits, ne fut arrêté que deux ou trois jours après leur répression. On reprocha aux ministres de ne pas l'avoir envoyé à la tour, dès le 2 juin, lorsqu'il assembla et harangua la populace, en l'exhortant d'arracher à la chambre des communes son consentement à ses demandes. Mais tenter de le saisir et de l'envoyer en prison, dans le temps où chacune des issues de la chambre était remplie de monde, lorsque les tribunes en étaient surchargées, et que les portes de la chambre elle-même auraient pu, à chaque

instant, être enfoncées, c'eût été une expérience imprudente, pour ne pas dire dangereuse. Il est difficile de trouver dans nos annales une circonstance où le parlement ait reçu une plus grossière insulte, et où les membres des deux chambres aient couru plus de risques d'être victimes des violences populaires. Les attroupemens de 1641, et de l'année suivante, sous Charles I^{er}, dirigèrent leur rage contre le souverain et ses principaux conseillers, et non contre les représentans de la nation. Lorsque Cromwell, en 1653, vint dissoudre et chasser le *long parlement*, il n'outragea point ses membres, mais rompit simplement l'assemblée législative par une force militaire. Les attroupemens de 1733, quand sir Robert Walpole tenta d'introduire les lois de l'accise, paraissent approcher le plus des évènements de 1780; mais ce n'est qu'à une grande distance.

On ne peut douter que si la populace eût pénétré de force dans la chambre des communes, lord Gordon n'aurait pas survécu pour raconter cette prouesse. Plusieurs

membres présens, justement indignés de sa conduite, le menacèrent d'une mort immédiate, aussitôt qu'aucuns des séditieux forceraient les portes. Le dernier comte de Carnarvon, alors M. Henri Herbert, s'attacha à ses pas, en avouant cette résolution. Le général Murray, oncle du présent duc d'Athol, que j'ai intimement connu, et qui, en colère, était capable d'exécuter la détermination la plus désespérée, tira son épée, prêt à la passer dans le corps de lord Gordon, à la première irruption de la populace. On pourra toujours demander qui, de l'ambition, du fanatisme ou de l'aliénation d'esprit, contribua le plus au rôle qu'il joua, en rassemblant le peuple, et en l'excitant à des actes de violence. On ne peut révoquer en doute qu'il n'était pas insensible à la considération politique obtenue par son influence personnelle sur une si grande multitude. Peut-être doit-on attribuer quelque chose à l'enthousiasme religieux ou à la conviction; mais on doit plus accorder encore au dérangement de son esprit, quoique aucune circonstance

dans sa conduite n'ait pu le faire considérer comme un insensé. Il paraît avoir été parfaitement maître de lui-même, et en possession de toutes ses facultés pendant les diverses époques des séditions. On ne peut non plus imaginer qu'il prévît ou désirât aucun des excès qui furent commis après le 2 juin. Mais il avait mis en action une machine dont il ne pouvait plus régler ni retenir les mouvemens, et sans nul doute, la populace qui mit le feu à Londres, était d'une espèce plus barbare, plus atroce que la première réunion du peuple qui se trouva dans Saint-George's-Fields. Le dernier lord Rodney, alors officier aux gardes, me dit qu'ayant été envoyé, le 7 juin, à la défense de la banque d'Angleterre, à la tête d'un détachement de son régiment, il y trouva lord Georges Gordon, qui paraissait désirer avec anxiété que ses prières déterminassent le peuple à se retirer. Aussitôt que lord Georges Gordon vit le capitaine Rodney, il lui exprima fortement sa douleur des actes de violence que l'on avait commis, ajoutant qu'il était prêt

à se tenir à côté du capitaine Rodney, et à exposer sa personne au plus grand risque, pour résister à de telles fureurs. Rodney, qui ne croyait pas à sa sincérité, et qui le considérait justement comme la cause première de toutes ces calamités, refusa toute communication avec lui. Il l'exhorta seulement, s'il désirait arrêter l'effusion du sang, et empêcher la destruction de la banque, à s'occuper de disperser la foule furieuse. Mais, quelque pût en être son désir, il n'en avait pas le pouvoir. La force militaire seule sauva la banque du pillage, et prévint la subversion du crédit national.

J'ai bien connu lord Gordon. Je l'ai une fois accompagné dans son propre carrosse à une partie de plaisir au Ranelagh, avec le dernier lord Elcho, dans l'été de 1782. Il était mince, avait les traits réguliers et la complexion pâle. Ses manières étaient gracieuses, sa conversation agréable, et il avait l'apparence aussi bien que la tenue d'un homme de qualité. Il y avait cependant quelque chose dans sa contenance et sa manière de s'exprimer qui indiquait de la

fourberie, ou une intelligence pervertie, ou toutes les deux ensemble. Sa fortune entière consistait, je crois, en une rente de six cents livres sterling que lui faisait le duc de Gordon, son frère. C'est un singulier sujet de réflexion, qu'après avoir enveloppé Londres dans toutes les horreurs de l'insurrection et de l'anarchie, il ait échappé à toute punition pour des délits qui ont coûté la vie à tant de personnes, et détruit tant d'édifices; tandis que, vers la fin de sa vie, il expia par un rigoureux emprisonnement, à Newgate, la publication d'un libelle contre la malheureuse reine de France, morte sur un échafaud. Il donna les plus fortes preuves de la sincérité de sa conversion au judaïsme, en se soumettant à l'une des plus pénibles cérémonies ordonnées par la loi de Moïse. L'opération qui eut lieu à Birmingham, le confina dans sa chambre, et peut-être même au lit, pour un temps considérable; et il conservait avec grand soin les preuves sanglantes qu'il avait subi la circoncision. Peu d'individus occupent une place plus remarquable ou plus malheureuse dans les annales

de ce pays, sous le règne de Georges III. Il aura un rang dans l'histoire près de Watt Tyler et de Jack Cade, incendiaires du temps des Plantagenets, où près de Kett, si fameux sous Edouard VI.

A cette époque, les élémens parurent conspirer avec les ennemis étrangers de la Grande-Bretagne. L'ouragan qui, en octobre 1780, eut lieu aux Indes occidentales, fut un des plus effroyables de sa nature et des plus violens dans ses effets dont on ait fait mention pendant le dix-huitième siècle. Quoique sa rage destructive ait répandu la dévastation dans un degré plus ou moins grand, sur toute la chaîne des îles Caraïbes, la Barbade éprouva sa plus grande furie, et fit les plus grandes pertes tant en biens qu'en habitans. Un de mes amis, le général James Cunningham, était alors gouverneur de cette colonie. Il m'a raconté qu'après être resté sur le terrain aussi long-temps qu'il put le faire avec sûreté, il se réfugia avec sa famille et ses domestiques dans un petit cellier, plus bas de quelques pieds que le niveau de la rue. C'était à Bridgetown,

capitale de la colonie. Là, ils se trouvèrent en sûreté contre le danger d'être écrasés sous les ruines de la maison qu'ils venaient de quitter, ou d'être complètement emportés par la violence du vent. Mais ils furent bientôt assaillis par deux nouveaux malheurs contre lesquels ils ne purent trouver de remède suffisant. Le premier inconvénient provint du froid extrême qu'ils éprouvèrent, le climat ayant changé, dans le cours de quelques heures, d'une chaleur étouffante à la température opposée. L'autre mal, qui était d'une nature encore plus alarmante, et menaçait de les faire périr, naissait de la pluie qui, tombant par torrens, entraît abondamment dans leur asile. Ils restèrent long-temps dans cette déplorable situation, ayant de l'eau jusqu'aux genoux, doutant s'ils devaient continuer de se tenir dans le cellier, où, au nombre d'environ vingt, ils étaient entassés ensemble dans un espace très-étroit, ou bien s'ils devaient tâcher de gagner un lieu de refuge plus avantageux. Un nègre de très-grande taille, de la maison de Cunningham, était

couché sur lui, dans une posture qui ne lui permettait aucun mouvement. Il dit au général : « Maître, si je ne lâche pas de l'eau, je vais mourir. »

« Lâches-en donc, pardieu ! » répondit-il. Le nègre n'eut pas plutôt reçu cette permission, que, s'en prévalant, il inonda le général de la tête aux pieds, de la même manière qu'un prêtre hottentot célèbre, à ce que l'on assure, la cérémonie nuptiale. « Jamais, ajoutait Cunningham, quand il racontait cette histoire, je n'ai éprouvé une sensation plus agréable que celle que je dus à cette libation chaude : elle parut ranimer mon corps à demi-froid. Je fus fâché qu'elle cessât, et je lui dus un service essentiel parmi les horreurs inexprimables de cette funeste nuit. »

La situation du nègre, forcé d'obéir à une nécessité supérieure à tout respect ou toute retenue, me rappelle un fait assez semblable, sous ce rapport, et qui eut lieu au palais de *Sans-Souci*. Le grand Frédéric, au milieu d'une société choisie, fut un jour plus gai qu'à l'ordinaire après dîner. Les

agrémens de la conversation. le portèrent à prolonger les bornes habituelles de ses repas, et à retenir ses convives fort tard. Ce prince fournissait lui-même la meilleure partie de la conversation; mais il oublia, par malheur, que ses hôtes étaient des hommes. Un d'eux, vieux général, était souvent admis à la table royale; mais sa santé avait éprouvé quelques dérangemens pendant douze campagnes. Il attendait avec impatience le moment où, en se levant, le roi permettrait que l'on quittât l'appartement. Dans cet espoir, il résista long-temps avec un extrême courage à un des plus pressans besoins de la nature. A la fin, il n'y tint plus, et cédant à un pouvoir plus fort que lui, se leva tout à coup de sa chaise, en s'écriant : « Sire, tout est grand dans Votre Majesté, jusqu'à la vessie même. Sire, je meurs; » et il courut hors de la chambre. Frédéric fut charmé de l'ingénuité du compliment, et rit de bon cœur de la peine du général. Elle eût cependant pu lui devenir fatale. La mort de Tycho-Braché fut causée par une marque de respect, poussée

trop loin, dans une semblable situation.

Le parlement ayant été dissous au commencement de septembre, je fus nommé un de ses membres pour Hindon, dans le comté de Wilts. La chambre des communes s'assembla vers la fin d'octobre, et il y eut des débats pour la nomination d'un orateur ou président, Sir Fletcher-Norton, soutenu par les ministres, fut élu; on lui fit plusieurs reproches sur son amour pour le gain : il donna sa démission, et fut, dix-huit mois après, élevé à la dignité de pair.

Pendant cette triste époque de notre histoire, il y a peu de consolation à porter ses regards au-delà de la capitale et aux extrémités du royaume, ou à considérer les opérations militaires tant par terre que par mer. Geary avait obtenu le commandement de la flotte de la Manche, par la mort de Hardy; Darby prit sa place peu de temps après, lorsque Geary donna sa démission. La postérité ne prononcera aucun de ces noms avec enthousiasme. L'amiral Barrington, en repoussant d'Estaing de Sainte-

Lucie, acquit la seule gloire que nous ayons eue sur l'Océan depuis le commencement des hostilités, en juillet 1778, jusqu'à l'époque où Rodney fut envoyé aux Indes occidentales. Le différent désagréable qui s'était élevé entre Keppel et Palliser était tombé dans l'oubli, après avoir agité toute la marine et divisé le royaume. Il renaquit, pendant le peu de temps où la chambre fut assemblée. La nomination de sir Hugues Palliser à la place de gouverneur de l'hôpital de Greewich, fit discuter de nouveau, avec toute l'acrimonie de l'esprit de parti, les évènements du 27 juillet 1778. Sir Hugues, dans sa défense, lut à la barre de la chambre un écrit dont la lenteur, l'obscurité et l'insipidité mirent, je m'en souviens fort bien, la patience de ses auditeurs à une cruelle épreuve. Cependant je l'ai toujours considéré comme un officier de marine instruit et habile, qui fut victime de la calomnie et du peu de popularité du ministère. Lord North, qui regardait comme victorieux quiconque n'était pas défait, et qui, en général, se con-

tentait de demi-triomphe, défendit Palliser avec son talent connu, et avec plus de chaleur qu'il n'en avait d'ordinaire. Après l'avoir ainsi dérobé aux traits de ses ennemis, il ne rechercha point d'autre avantage, mais demanda un ajournement pour les premiers jours de décembre.

Comme pour compléter nos infortunes à cette époque humiliante, la Hollande augmenta le nombre de nos ennemis, la guerre ayant été déclarée aux sept Provinces-Unies, avant la fin de 1780, malgré la répugnance que le roi d'Angleterre et le stathouder éprouvaient également pour une pareille rupture. Plus d'un siècle s'était écoulé, depuis le temps où nous avions été engagés dans des hostilités contre les Hollandais, sous Charles II. Pendant quelque partie du temps intermédiaire, les deux pays avaient été gouvernés par le même prince, et l'on peut dire que le même esprit animait leurs conseils, après l'expulsion de Jacques II, lorsque leurs efforts se réunirent pour mettre une digue au torrent des conquêtes de Louis XVI dans les Pays - Bas.

Même après la mort du roi Guillaume, les Provinces-Unies firent cause commune avec l'Angleterre contre la France, sous Marlborough; mais la terminaison défavorable de cette grande lutte, qui dura près de dix ans, sépara l'Angleterre et la Hollande. Après la paix d'Utrecht, en 1712, aucune union cordiale ne subsista entre les cabinets de la Haye et de Saint-James. Les Hollandais cependant se joignirent à Georges II, comme auxiliaires, mais non comme les principaux, dans la guerre de 1743, entreprise pour maintenir Marie-Thérèse sur le trône de son père, Charles VI. Par malheur, les armées anglaise, hollandaise et autrichienne, qui, lorsqu'elles avaient été conduites par les grands talens d'Eugène et de Marlborough, avaient presque réduit Louis XIV aux dernières extrémités, éprouvèrent lorsqu'elles furent guidées par Kœnigseck et par Guillaume, duc de Cumberland, des défaites consécutives dans les mêmes plaines. Le maréchal de Saxe fit disparaître la barrière qui protégeait la Hollande contre le redoutable pouvoir de la France, et la

modération ou l'indolence de Louis , arrêtant seule ses conquêtes , donna la paix à l'Europe , en 1748 , à Aix-la-Chapelle. Si ce prince eût été animé par l'ambition de son prédécesseur ou par l'esprit de conquête qui exalta , en 1795 , la république française , il aurait pu soumettre le Zuyderzée à sa domination. Ayant échappé à ce péril imminent , les Hollandais restèrent spectateurs neutres du différent qui s'éleva entre nous et la France , en 1756 , lorsque la Flandre , qui , depuis près d'un siècle , était le champ de bataille de l'Europe , devint , par un événement singulier , un lieu de repos , et lorsque la maison d'Autriche s'unit , pour la première fois , à son ennemie invétérée , la maison de Bourbon. Il était réservé à l'époque malheureuse de la guerre d'Amérique , qui nous familiarisa avec les disgrâces et les revers , de montrer la Hollande ouvertement armée contre la Grande-Bretagne sous les bannières de Louis XVI et de Charles III. L'opposition triompha de la déclaration des hostilités entre les deux pays , comme mettant le sceau aux em-

barras du ministre, lord North. On ne peut nier que la nécessité de bloquer l'entrée du Texel, et probablement de combattre la flotte hollandaise à la hauteur de ses ports, dans l'état d'affaiblissement et d'infériorité où était alors tombée la marine anglaise, n'augmentât les difficultés qui accablaient l'administration, et n'accrût l'impopularité du souverain.

Cependant, jamais gouvernement ne fit de plus grands efforts pour éviter une rupture que le cabinet de lord North. Sir Joseph Yorke, qui, par une longue résidence en Hollande, était en quelque sorte naturalisé à la Haye, épuisa tout l'art de la diplomatie pour s'opposer à la politique des Français et des Américains. Le Stathouder et la majorité du peuple des sept Provinces-Unies éprouvaient pour la Grande-Bretagne une grande affection; mais le prince d'Orange avait perdu le respect public que sa haute dignité devait inspirer; et la nation, plongée dans d'étroites spéculations d'avantages commerciaux, ne montrait aucune étincelle de cet esprit public ou de ces efforts vigou-

reux qui avaient produit tant d'effet contre Philippe II et Philippe III, rois d'Espagne, dans les seizième et dix-septième siècles. Le pensionnaire van Berkel, agissant d'après l'impulsion de Maurepas et de Vergennes, précipita ses concitoyens dans la guerre contre l'Angleterre, en signant un traité avec les insurgens américains; précisément comme Madison, dans l'été de 1812, commença les hostilités contre nous, par les suggestions du Corse, qui le dirigeait. Fox et Burke ne blâmèrent pas plus sévèrement les mesures prises par lord North, comme ayant produit la rupture avec la Hollande, que les chefs de l'opposition, dans la chambre des communes, ne se prononcèrent contre la conduite des ministres, qui occasionna la dernière guerre avec l'Amérique. Ces deux guerres provinrent principalement de la même cause; la situation, en apparence désespérée ou très-alarmante, de l'Angleterre. En 1780, nous paraissions succomber rapidement sous les coups de nos ennemis combinés, européens, asiatiques et américains. En 1812, Buonaparte,

maître du continent, des frontières du Portugal à celles de Russie, se préparait à consommer l'assujétissement de l'Europe, en marchant sur Moscou. L'occasion parut favorable à Madison, comme à van Berkel, pour développer leur inimitié et leur rancune contre le gouvernement anglais. Les mesures du ministre hollandais amenèrent, après l'espace peu considérable de quinze ans, la soumission et l'anéantissement de la république de Hollande. L'avenir montrera si la politique de Madison (si sa basse complaisance pour Buonaparte mérite ce nom) aura plus de succès ou d'avantages, et si le président des Américains méritera la reconnaissance de ses concitoyens, plus que le pensionnaire d'Amsterdam n'a mérité celle des Hollandais.

Presque vers ce même temps, Marie-Thérèse, reine de Hongrie et de Bohême, mourut à Vienne, après un règne de quarante années, pendant lequel elle fut un mémorable exemple des vicissitudes de la fortune. Comme Frédéric, roi de Prusse, elle monta sur le trône en 1740, et ils pas-

sèrent à se combattre une grande partie de leurs vies. La force de l'esprit de Marie-Thérèse, la fermeté de son caractère la soutinrent contre des difficultés qu'une femme, ayant moins de résolution, n'eût pas surmontées. Depuis la mort d'Elisabeth, reine d'Angleterre, l'Europe n'avait vu sur le trône aucune femme qui unit tant de vertus privées à tant de grandes qualités pour le gouvernement des affaires publiques. Marie-Thérèse manifesta un caractère mâle, tempéré par des qualités de son propre sexe, faites pour lui concilier une affection universelle. Comme souveraine, elle possédait une énergie et une constance beaucoup plus grandes que n'en avait montré son père, l'empereur Charles VI, ou son grand-père, Léopold I^{er}. Charles, lorsqu'il alla en Espagne, pendant la guerre de la succession, ne montra ni caractère ni talens; et Léopold prouva qu'il manquait de toute énergie, lorsqu'en 1613, à l'approche du grand visir Cara Mustapha, il s'enfuit à Passau, laissant sa capitale et ses états ravagés ou assiégés par les Turcs. La prudence, l'expérience et la

modération de Marie-Thérèse retinrent la pernicieuse activité de son fils et son successeur, Joseph II. L'avènement de ce prince au trône de la maison d'Autriche forme une époque malheureuse dans l'histoire de cette famille, et elle fut une des circonstances nombreuses qui facilitèrent les progrès des armes françaises dans les Pays-Bas, à l'époque de la révolution.

Quoique accablée sous le poids d'un âge avancé, des maladies et des infirmités, Marie-Thérèse conserva toutes ses facultés presque jusqu'au dernier moment de sa vie. La religion et la résignation adoucirent sa fin. Deux des archiduchesses, ses filles, n'étaient point mariées; c'étaient les princesses Marie et Elisabeth; elles se tinrent constamment près de son lit; mais on m'a assuré qu'elles ne purent déterminer leur mère, quoiqu'elles l'en pressassent vivement, peu de temps encore avant sa mort, d'accorder sa bénédiction à leur sœur, l'archiduchesse Amélie. On suppose que cette princesse, qui avait été mariée à don Ferdinand, duc de Parme, commit des irrégularités de di-

verses espèces. Peu de temps seulement avant que Marie Thérèse rendit le dernier soupir, elle parut tomber dans une sorte d'insensibilité, et ses yeux se fermèrent. Une des dames qui étaient près d'elle répondit à une demande qu'on lui adressait sur l'état de l'impératrice, que sa majesté paraissait endormie. « Non, dit l'impératrice reine, je ne dors pas. Je dormirais bien, si je voulais me livrer au repos; mais je sais que la mort s'approche de moi. Je ne veux pas qu'elle me surprenne endormie; je veux mourir éveillée. » L'antiquité ne nous a rien transmis de plus beau que cette réponse, qui est dépouillée de toute ostentation. Le grand Frédéric survécut près de six ans à Marie-Thérèse. Quoiqu'il supportât les approches de la mort avec philosophie et courage, cependant il montra de la répugnance, de l'humeur, et peut-être manifesta quelque affectation et quelque vanité dans ses préparatifs pour le moment fatal. Ni Auguste, ni Vespasien, ni Adrien, quoique ces empereurs paraissent avoir contemplé la mort d'un œil ferme et presque en souriant, n'ont

pas paru plus maîtres d'eux-mêmes que Marie-Thérèse dans le dernier acte de la vie. Cette impératrice était autant supérieure en vertu à sa contemporaine Catherine II, qu'elle lui cédait en qualités brillantes. Pour le talent de régner, le courage, la bonté du caractère et la solidité du jugement, la princesse autrichienne peut disputer la supériorité, même à l'impératrice de Russie. La postérité admirera peut-être plus cette dernière ; mais elle réservera son approbation morale et son estime pour Marie-Thérèse.

FIN DU PREMIER VOLUME.

015138

SBN







